INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 333 - NOVEMBRE 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 333

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Consommation : des habitudes d'achats prises lors des confinements persistent
    - Forte hausse des prix des gros bovins mais inflation des charges
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Les cotations poursuivent leur hausse
- Femelles
  - Europe
    - Des prix record
- Maigre
  - Les prix stagnent
- Veaux de boucherie
  - La cotation du veau gras s'envole
- Veaux nourrissons
  - Les prix à l'étiage

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Baisse de la production en septembre dans les principaux bassins exportateurs
  - En France, la hausse des charges neutralise celle des prix
  - Baisse de la collecte dans l'UE-27 malgré la hausse du prix du lait
- Marché des produits laitiers
  - Hausse généralisée des cours mondiaux

Viande ovine
- France
  - Le manque d'offre soutient la cotation
- UE et monde
  - Disponibilités limitées et flux entravés

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Sursaut de la collecte estivale et des fabrications

Marchés des grains : pas de baisse en perspective

Hausses concomitantes des charges et des prix des bovins finis

Dernière révision le 17 novembre 2021

Sur un marché européen en manque de viande, les prix des bovins finis – vaches, génisses, jeunes bovins et veau de boucherie – poursuivent leur hausse. Pas de baisse saisonnière en vue pour les prix des vaches de réformes, sauf dans les îles britanniques où les bœufs et génisses sont prioritaires à l'approche des fêtes. Ces cours bien orientés apportent un peu d'air aux éleveurs, confrontés à l'envolée spectaculaire de leurs charges.

Les prix stagnent toutefois pour les broutards et restent bas pour les jeunes veaux laitiers. Pourtant, les marchés exports sont aux achats pour tous les bovins maigres, grâce à la bonne valorisation des animaux finis et malgré la hausse des coûts d'alimentation.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

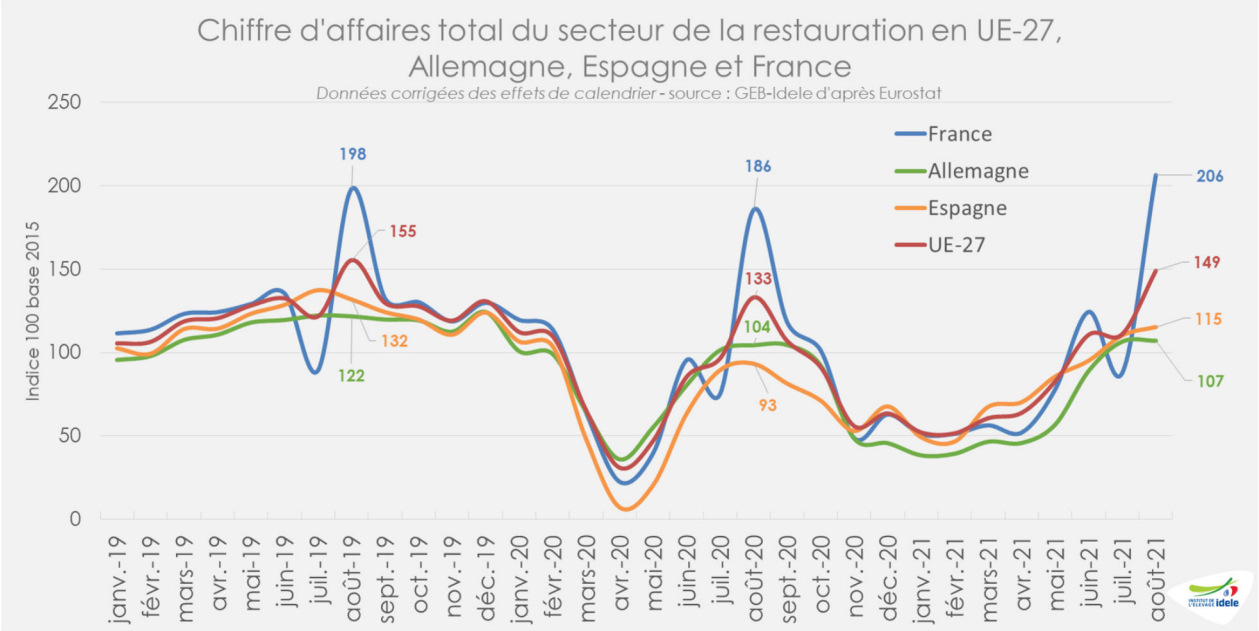
Consommation : des habitudes d'achats prises lors des confinements persistent

Dernière révision le 17 novembre 2021

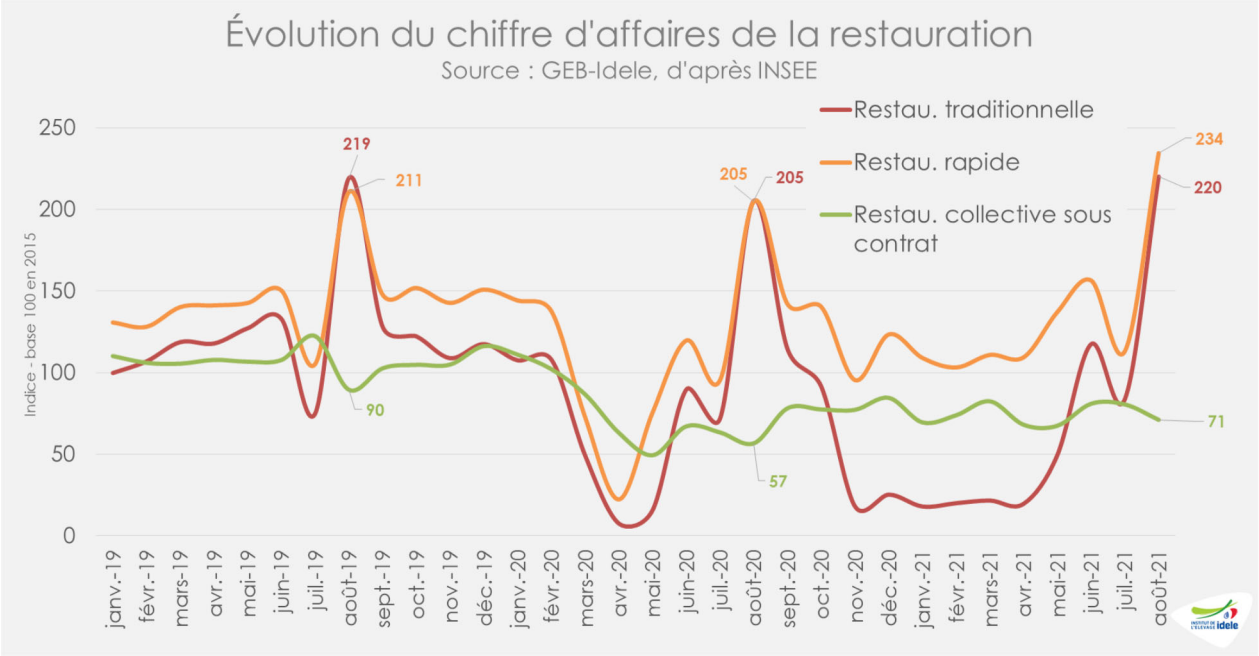
Le chiffre d'affaires de la RHD a poursuivi son redressement en France comme en Europe. Les consommateurs ont toutefois conservé une partie des habitudes d'achats prises lors de la pandémie. En septembre, les exportations ont progressé, pas les importations.

Redressement du chiffre d'affaires de la restauration

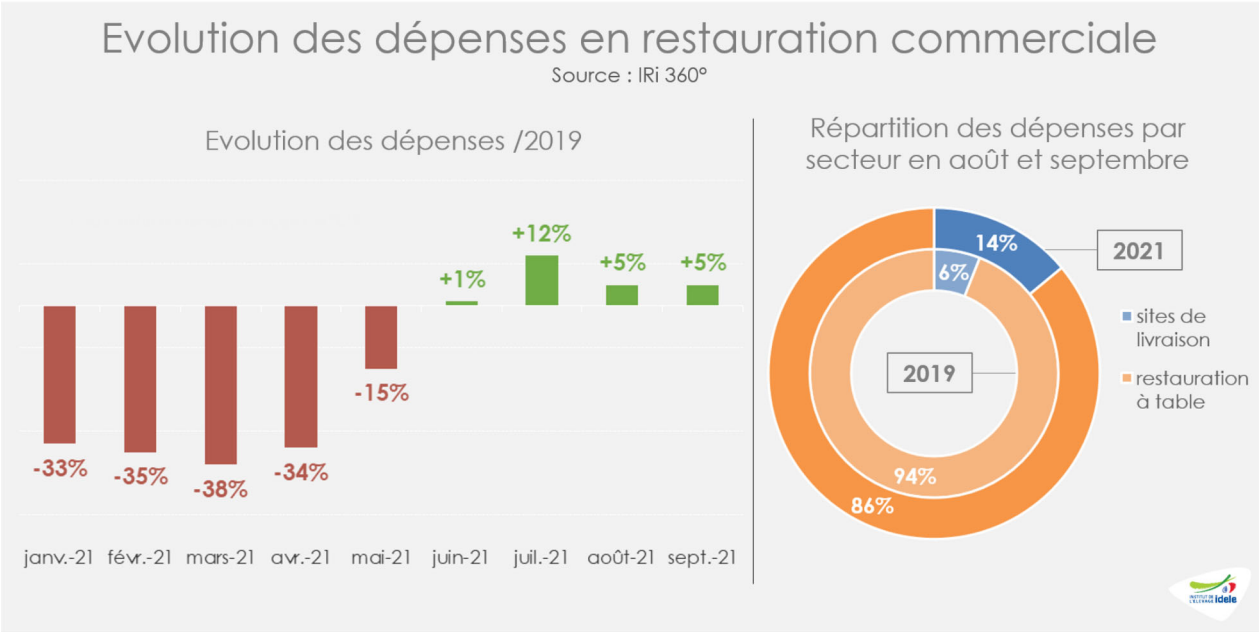
Dans l'UE à 27, le chiffre d'affaires de la RHD a poursuivi son redressement partiel en août, flirtant avec son niveau d'avant pandémie (+12% /2020, mais toujours -4% /2019). La situation restait cependant hétérogène avec un redressement toujours très partiel en Allemagne (+3% /2020 et -12% /2019) et en Espagne (+24% /2020 et -13% /2019). Le redressement était intégral en France, avec un chiffre d'affaires en août 2021 supérieur aux deux années précédentes (+11% /2020 et +4% /2019).



Mais, en France, la situation reste divergente selon les types de restauration. Le chiffre d'affaires de la restauration rapide était toujours en forte progression (+14% /2020 et +11% /2019). Celui de la restauration traditionnelle égalait son niveau d'avant pandémie (+7% /2020 et = /2019). Mais le secteur de la restauration collective sous contrat (+25% /2020 mais -21% 2019) restait affecté par un niveau de télétravail plus important qu'en 2019.

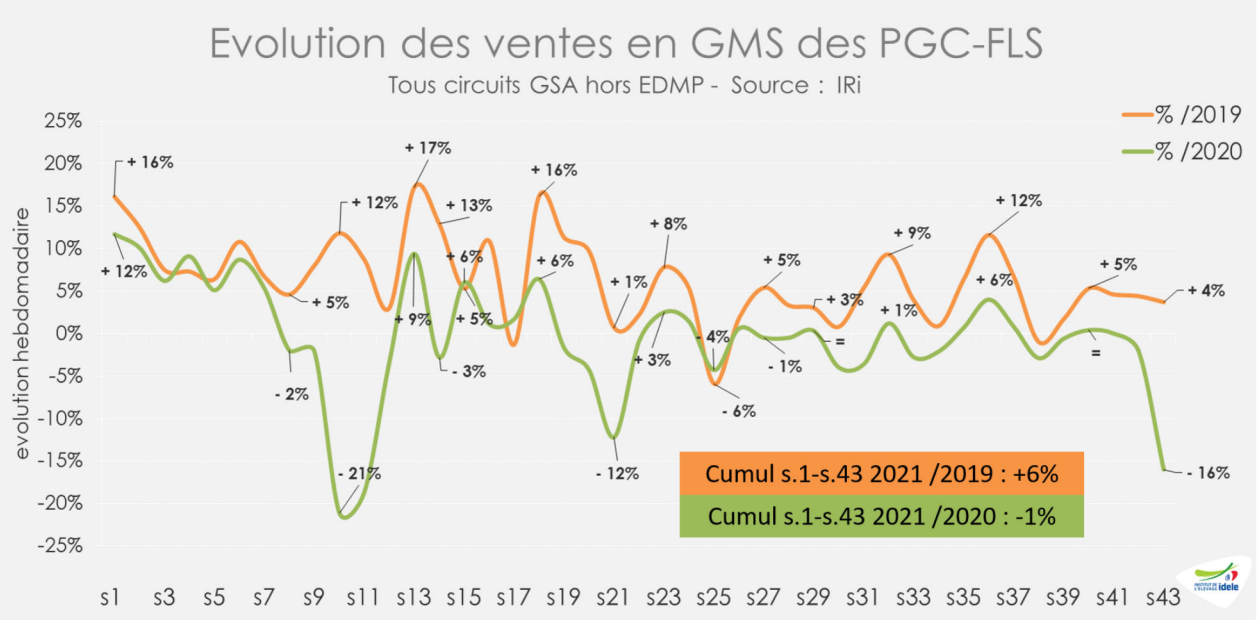


D'après IRi, les habitudes prises durant la pandémie devraient se prolonger, au moins partiellement. En septembre 2021, les dépenses en restauration commerciale (restauration traditionnelle, restauration rapide, brasseries…) sont restées dynamiques par rapport au niveau d'avant pandémie (+5% /2019). Mais les habitudes prises lors des périodes de restrictions (télétravail, livraison…) et la météo, qui n'a pas toujours permis de fréquenter les terrasses, ont incité les Français à se faire livrer des repas. En août et septembre 2021, la proportion des dépenses liées à des livraisons avait nettement progressé, passant de 6% du total des dépenses réalisées en restauration commerciale avant la pandémie en 2019, à 14% en 2021. Cela ressemble à un mouvement de fond, sensible depuis près d'une décennie dans d'autres pays, notamment aux États-Unis.

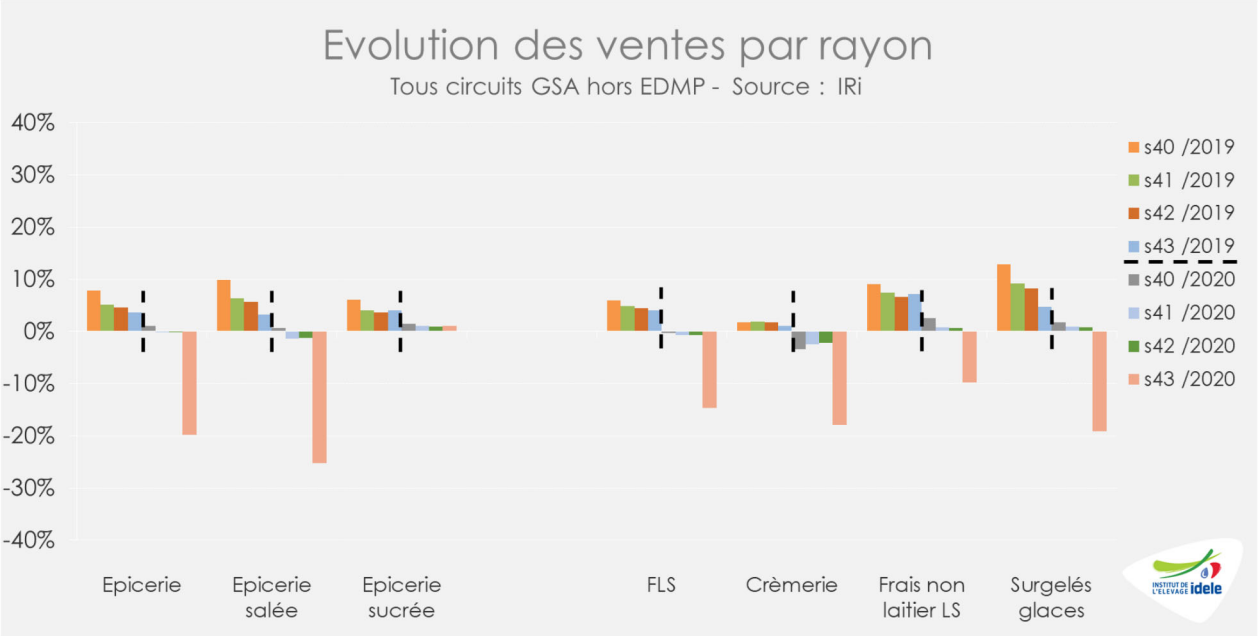


Des ventes au détail toujours dynamiques, mais logiquement inférieures à celle du 2ème confinement

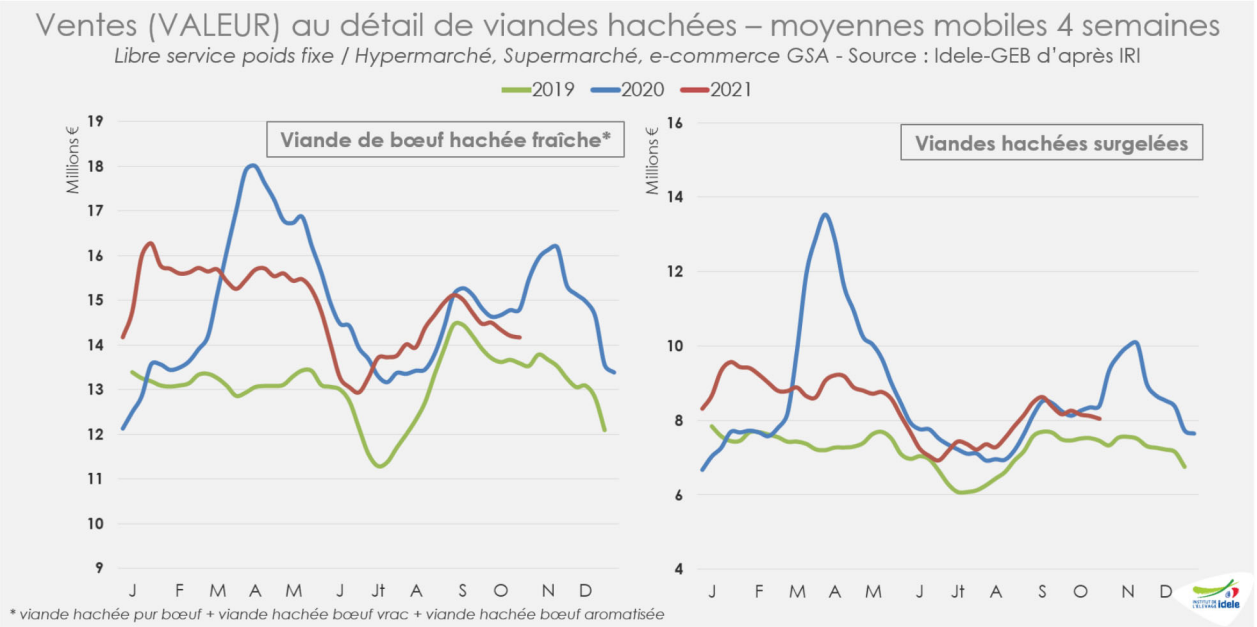
Un an après l'annonce du deuxième confinement lors de la dernière semaine d'octobre (s.43) les ventes de produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) ont logiquement enregistré une chute (-16% /2020), mais elles restent toujours supérieures à celles de 2019 (+4% /2019). Sur les trois semaines précédentes (s.40 à s.42) les ventes au détail sont restés soutenues en valeur (-1% /2020 et +5% /2019). En cumul depuis le début de l'année, les ventes de PGC en GMS sont désormais inférieures à 2020, mais restent bien supérieures à l'avant pandémie (-1% /2020 et +6% /2019).



Avant la semaine 43 perturbée par les effets du reconfinement en 2020, les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) comme de surgelés (dont les viandes congelées) se situaient à des niveaux intermédiaires entre les deux dernières années sur les semaines 40 à 42.



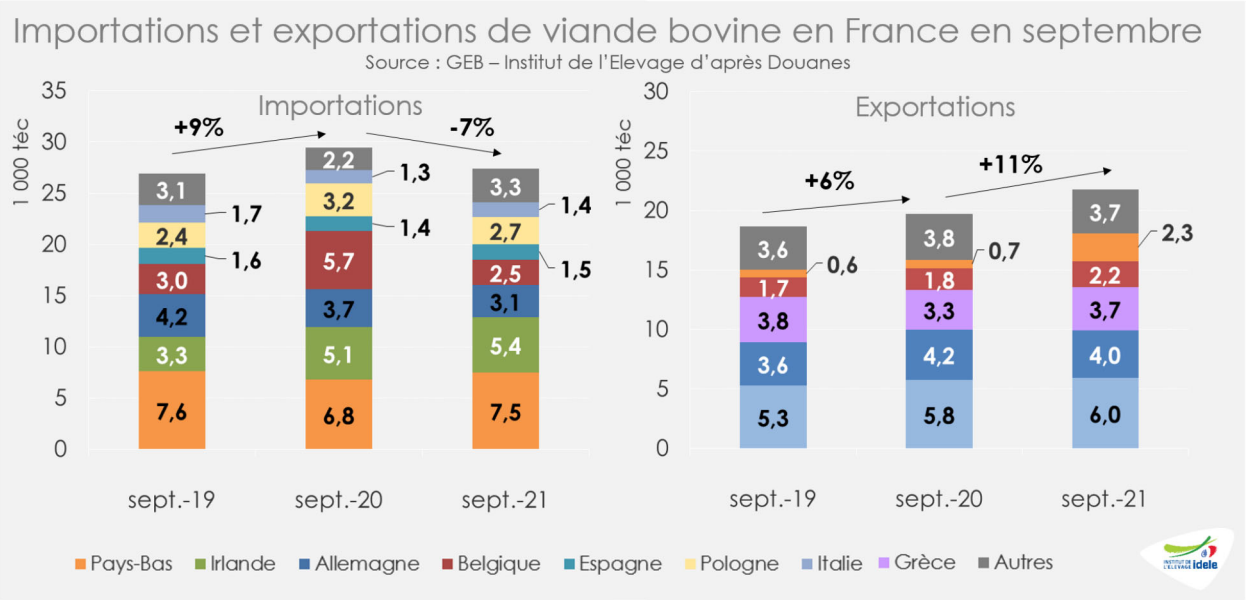
Si **les ventes de viandes hachées** se sont repliées, elles restent à des niveaux intermédiaires entre 2019 et 2020. Sur les semaines 40 à 43, elles sont en baisse de -4% /2020 (début du 2ème confinement) mais en hausse de +6% /2019. C'est le cas pour les ventes de haché frais (-4% /2020 ; +4% /2019) comme de haché surgelé (-4% /2020 ; +8% /2019). Depuis le début de l'année 2021 les ventes de haché frais (-3% /2020 et +10% /2019) comme de haché surgelé (-6% /2020 et +13% /2019) sont restées dynamiques.



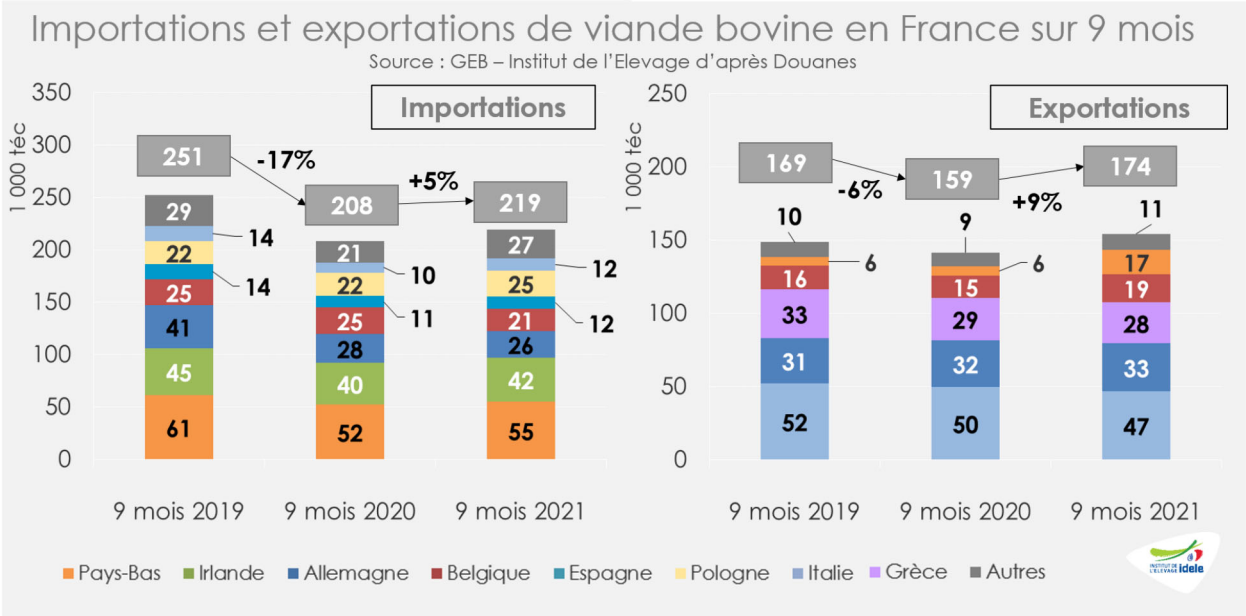
Les exportations ont augmenté en septembre, pas les importations

En septembre 2021, les flux de viande bovine ont évolué de façon contrastée :

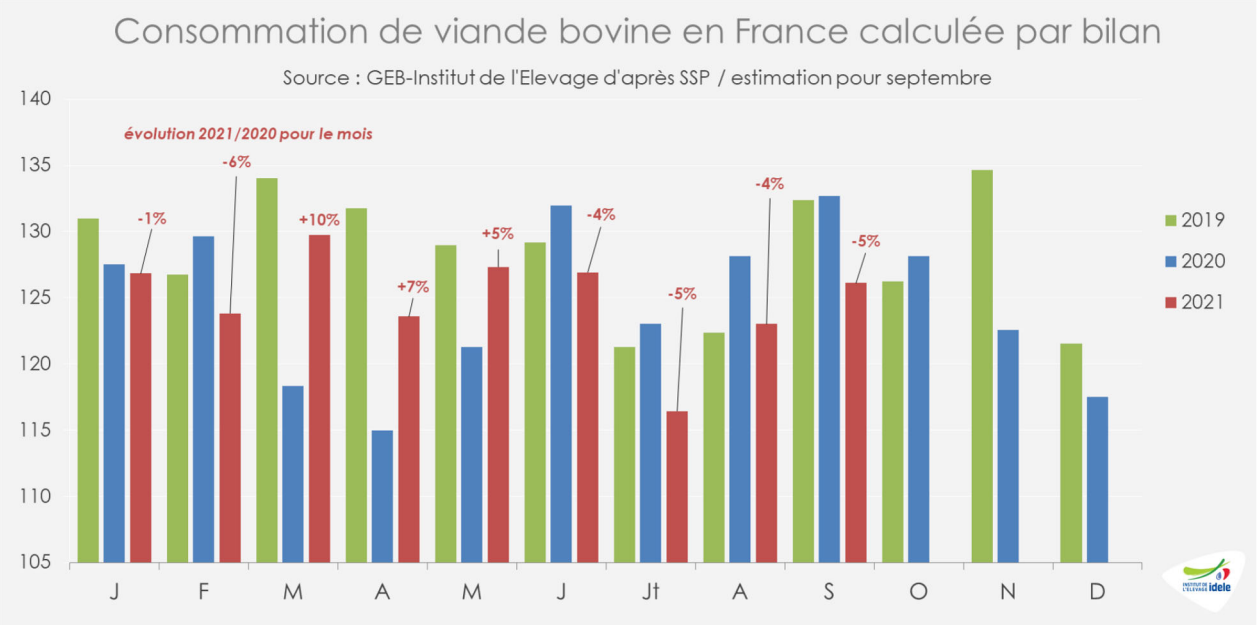
- Avec un marché européen en manque de viande de mâles, les **exportations** ont atteint 21 800 téc (+11% /2020 et +17% /2019). Les envois ont progressé vers l'Italie (6 000 téc ; +3% /2020 et +12% /2019) ainsi que vers la Grèce (3 700 téc ; +10% /2020 et -4% /2019). Ils ont poursuivi leur développement vers les Pays-Bas (2 300 téc : x3 /2020 et x4 /2019) et la Belgique (2 200 téc ; +21% /2020 et +32% /2019). Pour la première fois depuis de nombreux mois, les exportations vers l'Allemagne étaient en retrait par rapport au niveau élevé de 2020 (-7% /2020, mais +9% /2019 ; à 4 000 téc).
- Les **importations** ont atteint 27 300 téc (-7% /2020 et +2% /2019), niveau inférieur au mois de septembre 2020 marqué par une forte reprise des importations après plusieurs mois à un niveau plancher.



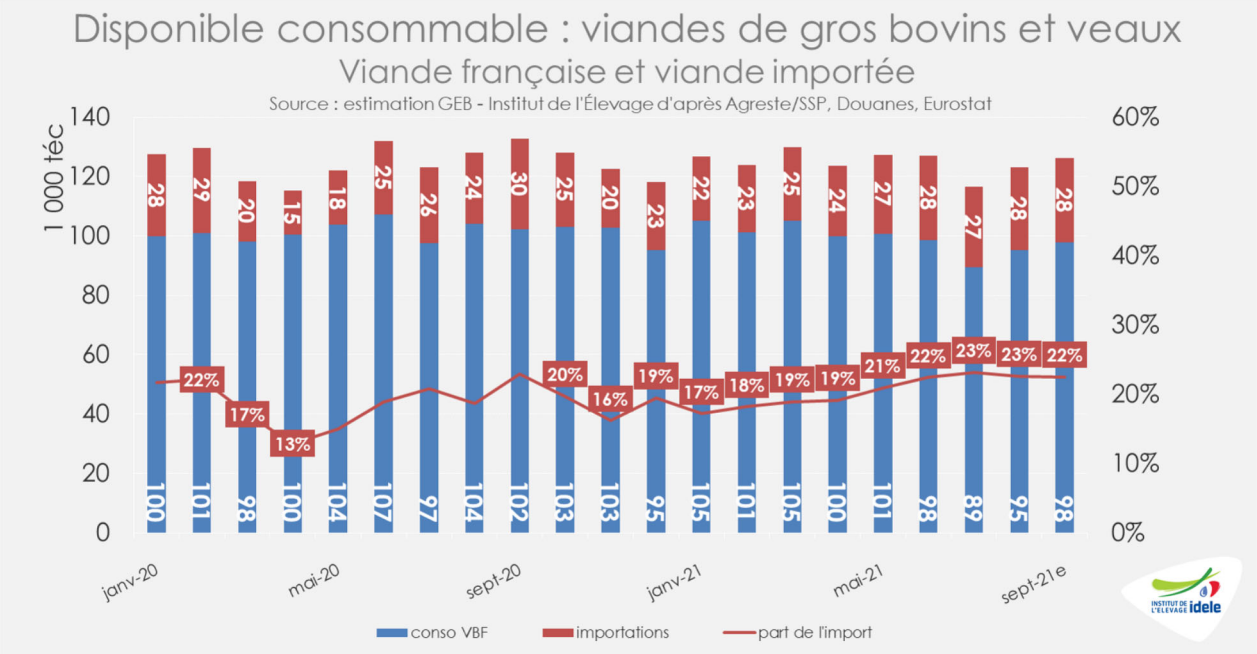
En cumul sur les trois premiers trimestres, les exportations françaises de viande bovine dépassaient les niveaux des deux dernières années à 251 000 téc (+9% /2020 et +3% /2019). Les importations se situaient à des niveaux intermédiaires, à 174 000 téc (+5% /2020 et -12% /2019).



La consommation calculée par bilan était en recul en septembre 2021 pour le 4ème mois consécutif, à 126 100 téc (-5% /2020 et 2019) d'après nos estimations. En cumul sur trois trimestres, la consommation était stable à près de 1 120 000 téc (= /2020 et -3% /2019).



En septembre 2021, avec la baisse des importations sur un an, la part des viandes étrangères dans les disponibilités totales a légèrement reculé. La consommation de viande bovine française (veau inclus) était cependant à nouveau en retrait (-4% /2020).



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

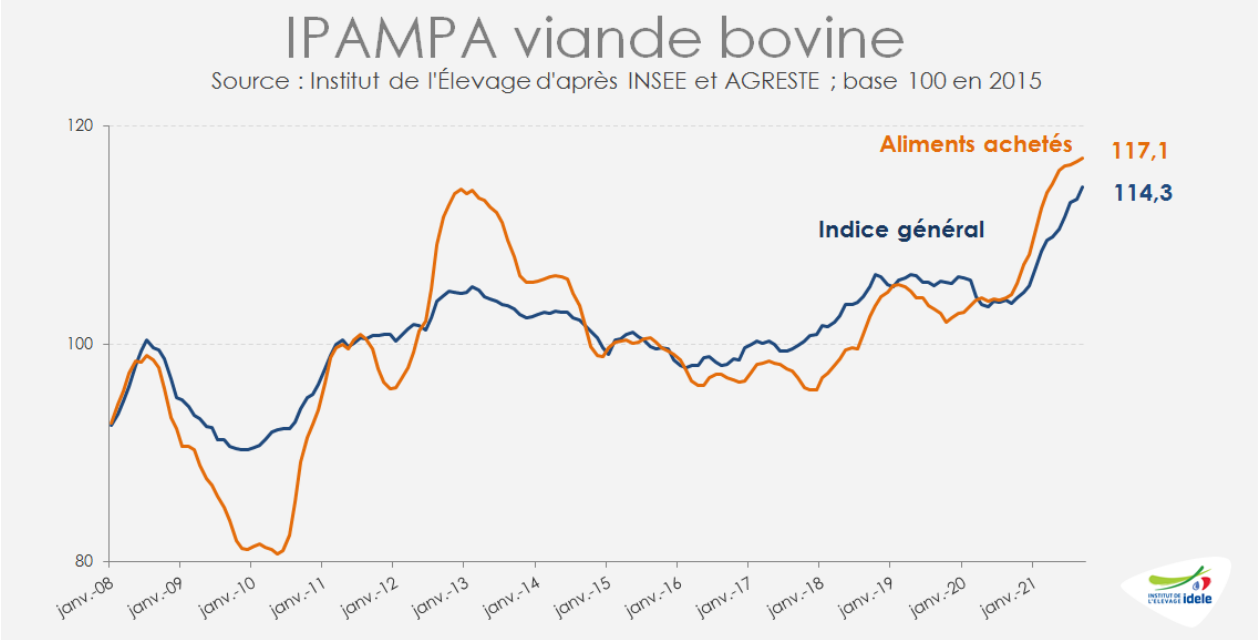
Forte hausse des prix des gros bovins mais inflation des charges

Dernière révision le 17 novembre 2021

La très forte inflation des charges est concomitante à la hausse des prix des bovins finis. En septembre, l'IPAMPA viande bovine était en hausse de +10% /2020, quand celle du prix moyen pondéré des gros bovins finis entrée abattoir atteignait+9% /2020. Si les prix des intrants (aliment, énergie, matériel…) resteront élevés dans les prochains mois, les fondamentaux du marché sont au vert pour les prix des bovins, la pénurie de viande sur le marché européen continuant d'orienter les prix à la hausse.

Des charges en forte hausse

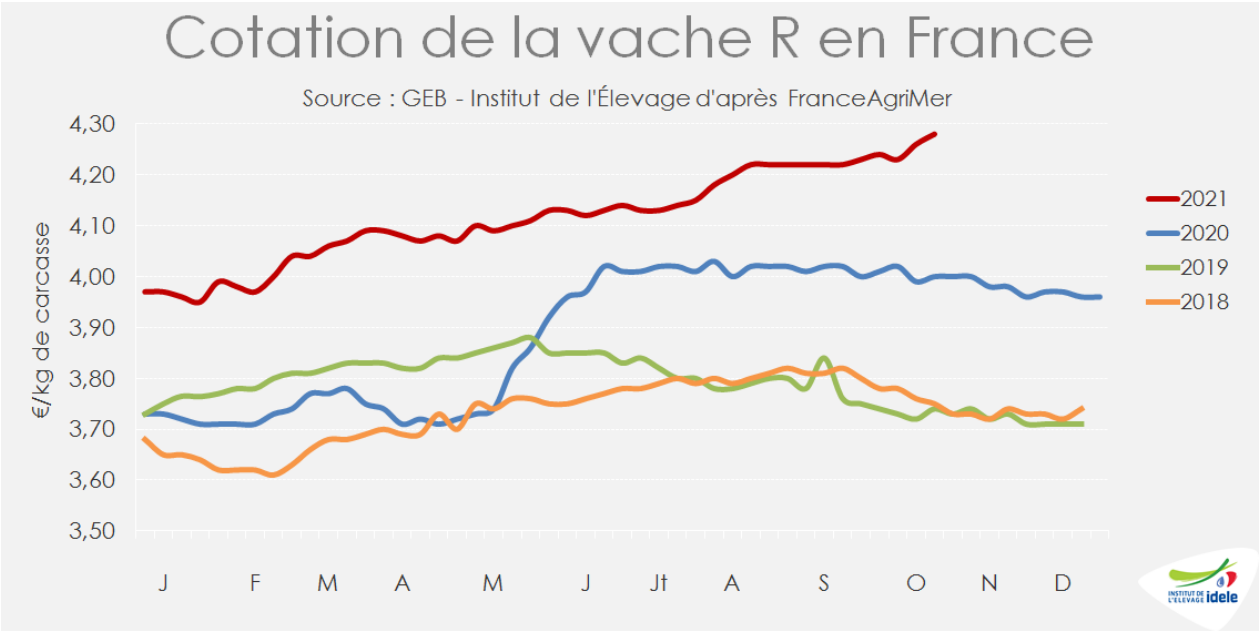
En septembre 2021, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) qui permet de mesurer l'évolution des charges dans les ateliers bovin viande, se situait au niveau record de 114,3 (+10% /2020 et +8% /2019). L'indice des aliments achetés, plus volatile, était à +12% /2020 et +14% /2019 et celui des énergies et lubrifiants à +37% /2020 et +3% /2019. L'IPAMPA viande bovine devrait rester élevé dans les prochains mois compte tenu des anticipations des prix des grains, des tourteaux et de ceux de l'énergie (lire zoom sur le marché des grains).



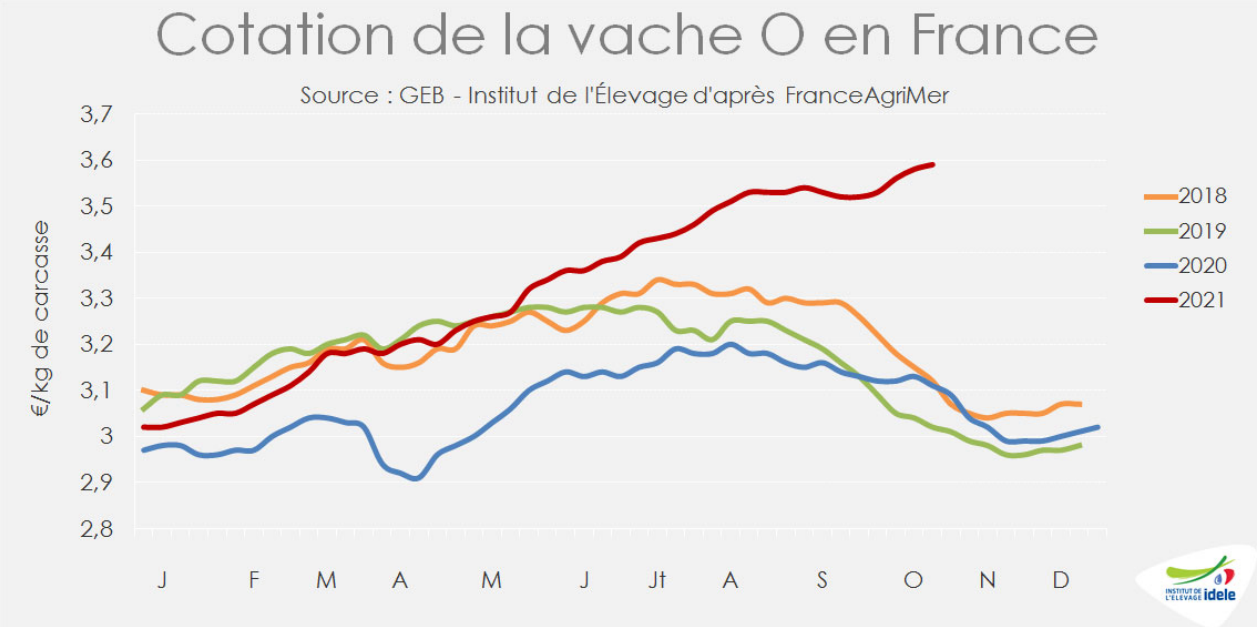
Face à cette flambée des charges, les prix des bovins finis se sont heureusement revalorisés. Le PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins finis entrée abattoir s'établissait en septembre à 3,91 €/kg de carcasse (+9% /2020 et +10% /2019). Il avait encore progressé en octobre, à 3,96 €/kg en moyenne sur le mois (+11% /2020 et +13% /2019) et atteignait 4,02 €/kg en semaine 44 (+12% /2020 et +16% /2019).

La vache R à 4,28 €/kg début novembre, la vache U à 4,90

L'offre limitée en France comme chez nos voisins européens continue de soutenir les prix des femelles. Les cours des vaches allaitantes ont encore gagné 5 à 6 centimes depuis le mois dernier. En semaine 44, la vache U cotait 4,90 €/kg (+8% /2020 et +10% /2019) et la vache R 4,28 €/kg (+7% /2020 et +14% /2019).



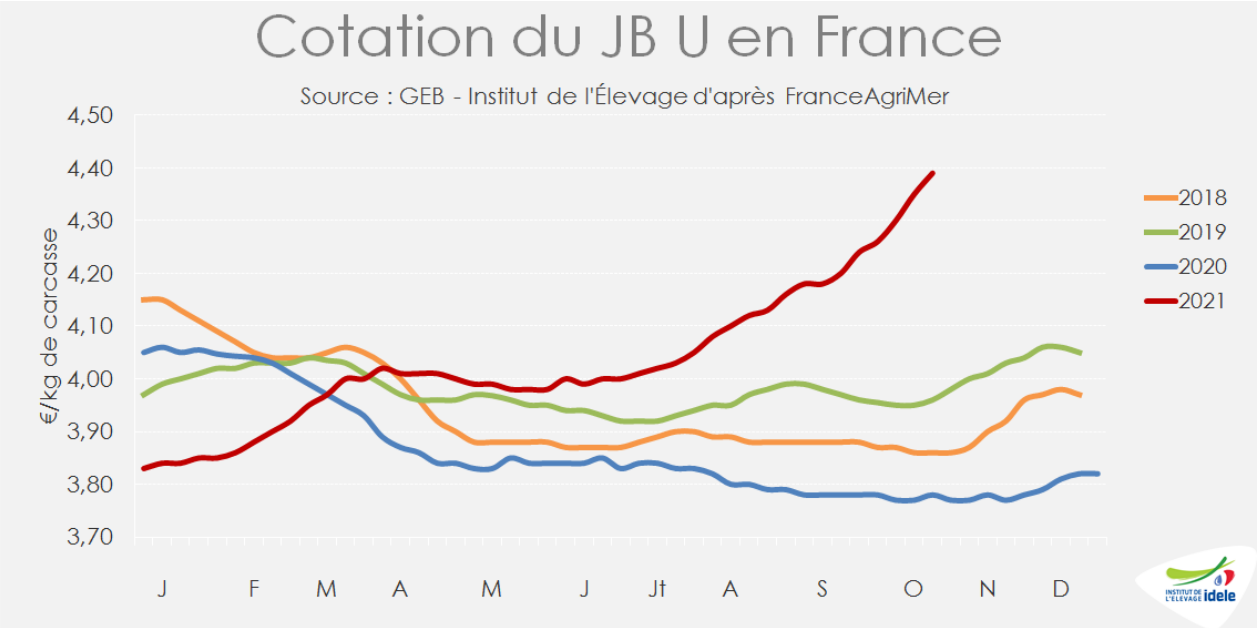
Les cotations des vaches laitières sont reparties à la hausse en octobre, contrairement à la tendance saisonnière habituelle. La vache O cotait ainsi 3,59 €/kg début novembre (+15% /2020 et +19% /2019) et la vache P 3,40 €/kg (+18% /2020 et +32% /2019).



En octobre, les abattages de femelles ont été particulièrement bas. Non seulement les cheptels sont en retrait (-1,7% /2020 pour les vaches laitières et -2,5% pour les vaches allaitantes au 1er octobre), mais la belle arrière-saison avait permis de maintenir de nombreux animaux au pâturage. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev basé sur les outils de plus de 1 500 tonnes de gros bovins, les abattages de vaches sur les semaines 40 à 43 étaient en baisse de -4% /2020 pour les laitières et de -2% pour les vaches de type viande. Ceux de génisses étaient en légère hausse (+1%) et ceux de bœufs en progression significative (+7%). Mais cette dernière catégorie concerne des volumes trop réduits pour compenser le manque de femelles sur le marché français.

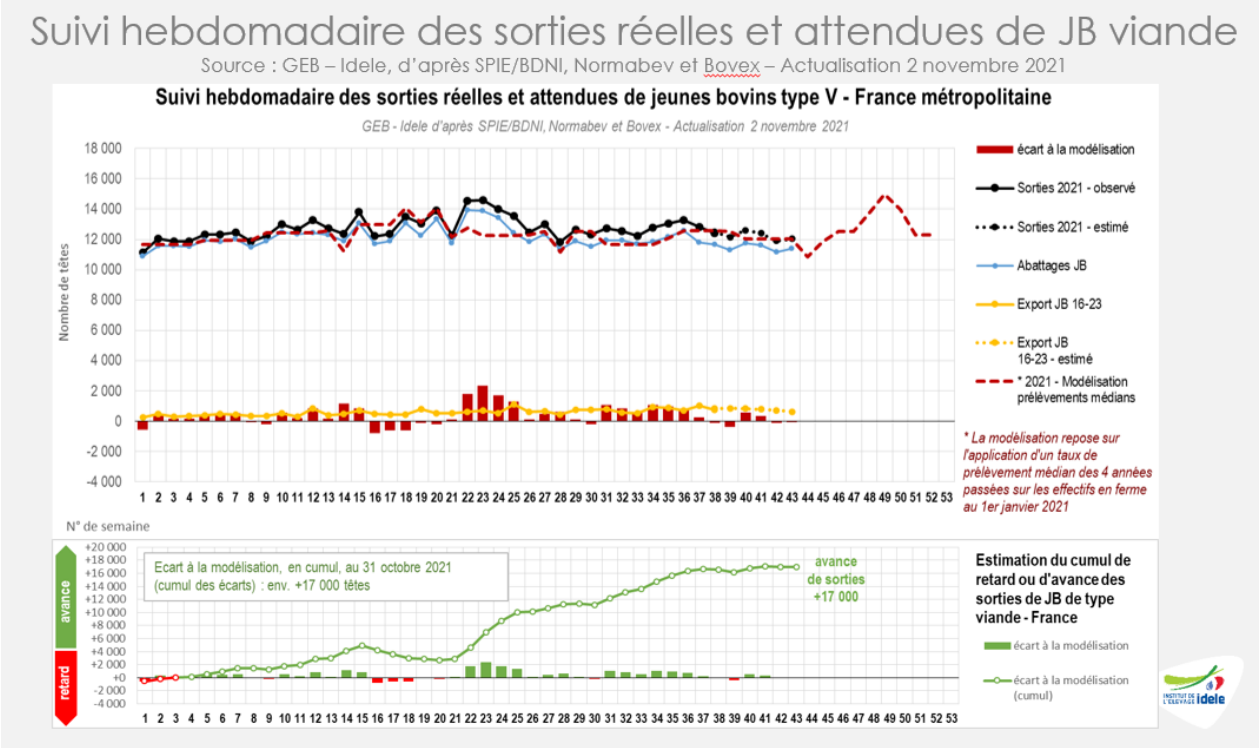
Les JB français profitent de l'envolée des prix sur le marché européen

La hausse des cours des jeunes bovins partout en Europe s'accélère et se transmet en France, d'autant que l'offre nationale est faible. Le JB U a encore gagné 15 centimes en 1 mois pour atteindre 4,39 €/kg de carcasse en semaine 44 (+16% /2020 et +11% /2019). Le JB R a gagné 17 centimes à 4,24 €/kg (+18% /2020 et +12% /2019). Le JB O s'est quant à lui renchéri de 8 centimes à 3,61 €/kg (+14% /2020 et +13% /2019).



Depuis maintenant plusieurs mois, les JB sont abattus plus jeunes qu'habituellement, leurs sorties étant anticipées afin de répondre à la demande du marché européen. A présent, la marchandise manque à l'appel. Les abattages de JB de type viande sur les semaines 40 à 43 étaient en retrait de -8% /2020 et ceux de JB de type lait de -24% !

Les sorties de JB viande depuis le début de l'année sont supérieures à la prévision issue du modèle MODEMO, ce qui traduit un rythme de prélèvement plus dynamique des mâles en ferme que la tendance des 4 années antérieures. Au 31 octobre, l'avance de sorties cumulée depuis le début de l'année atteignait +17 000 têtes.



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

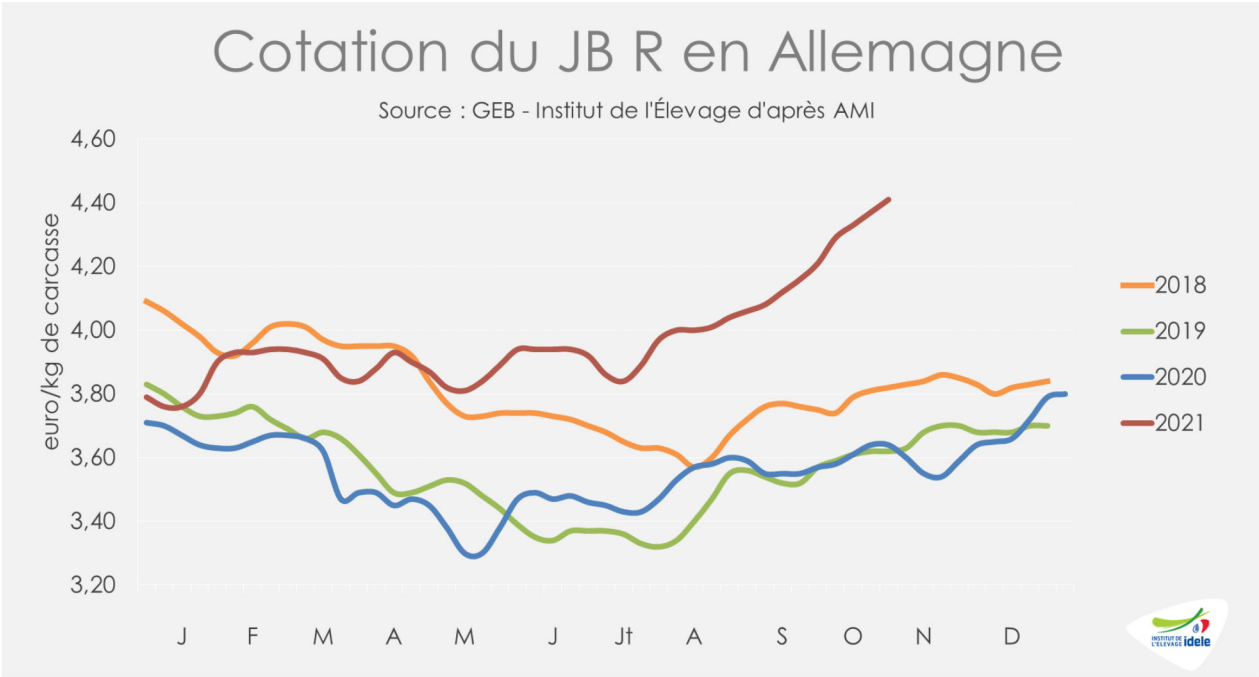
Les cotations poursuivent leur hausse

Dernière révision le 17 novembre 2021

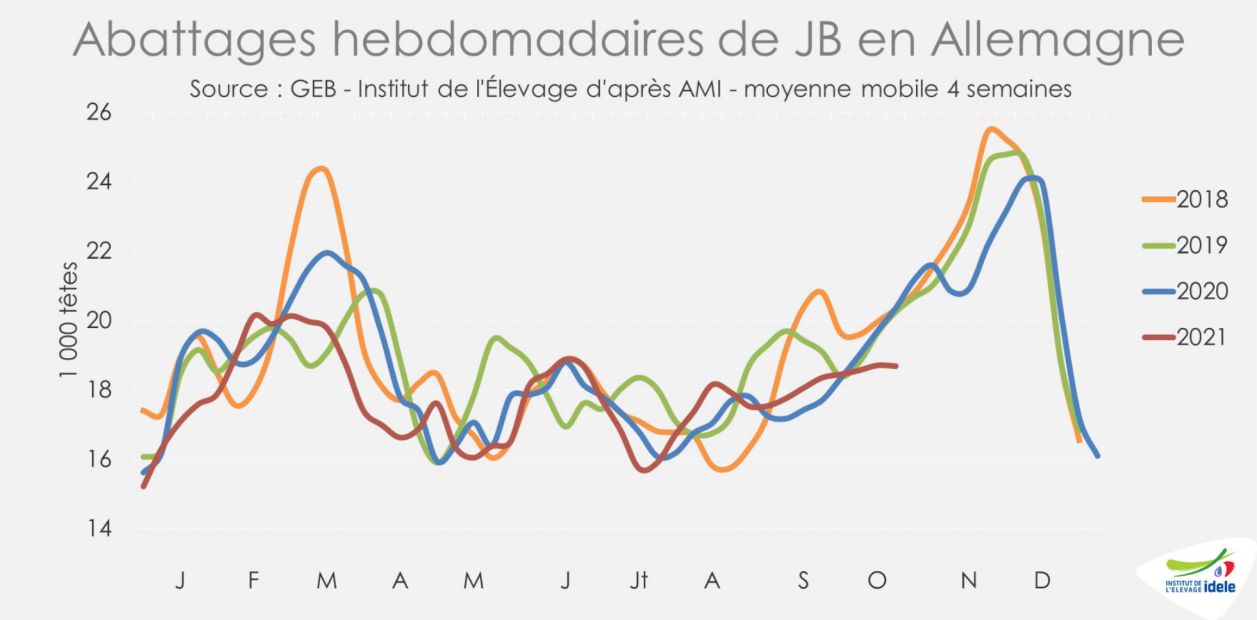
En Europe, l'offre globalement limitée en jeunes bovins, sauf en Espagne et jusqu'ici en Italie, continue de booster les cotations.

Allemagne : le JB R a dépassé les 4,40 €/kg de carcasse.

En **Allemagne**, les cours des jeunes bovins ont poursuivi leur hausse entamée au mois de juillet. En semaine 43, le JB U atteignait ainsi 4,51 €/kg de carcasse (+21% /2020 et +23% /2019) quand le JB R cotait 4,41 €/kg (+21% /2020 et +22% /2019) et le JB O 4,13 €/kg (+24% /2020 et +26% /2019).



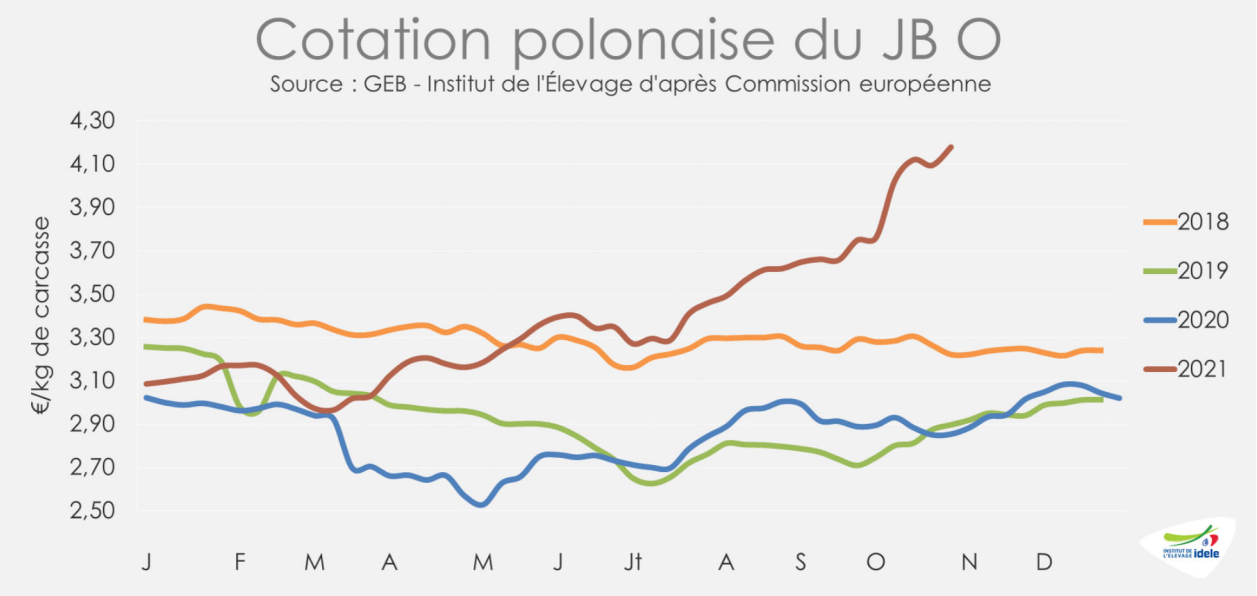
La baisse continue des effectifs relevée dans les dernières enquêtes cheptel se matérialise dans le manque de disponibilités et le recul des abattages. Sur les 5 dernières semaines disponibles (s.39 à 43) les abattages de gros bovins en Allemagne étaient en retrait (-2% /2020 et -5% /2019) selon l'indicateur hebdomadaire AMI. Le constat à la baisse était encore plus marqué pour les taurillons (-7% /2019 et 2020).



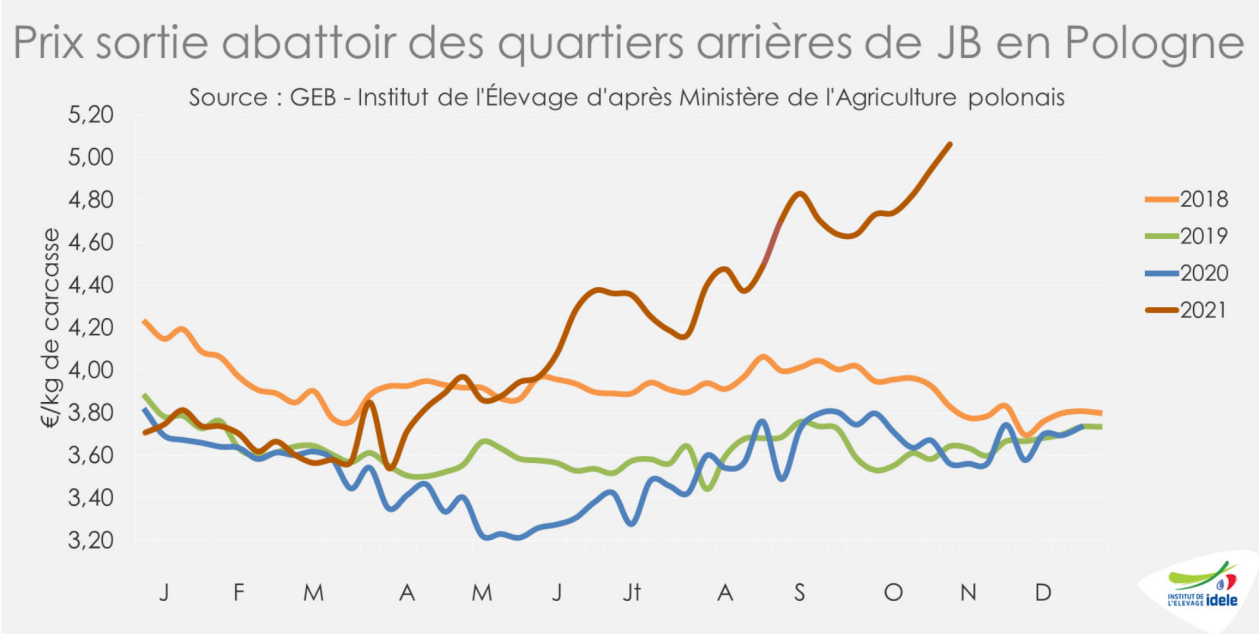
D'après les experts d'AMI, la demande des abatteurs en animaux mâles devrait perdurer alors que l'offre disponible reste très limitée. Avec l'approche des fêtes de Noël, la demande pour les pièces nobles comme les filets de jeunes bovins devrait continuer de soutenir les cotations, d'autant que les consommateurs se tournent toujours davantage vers la viande bovine au détriment de la viande de porc, dont les prix sont pourtant en baisse.

Pologne : le JB O a dépassé les 4 €/kg de carcasse

En **Pologne**, le JB O cotait 4,18 €/kg en semaine 44 (+46% /2020 ; +44% /2019 et +30% /2018). La demande de la restauration ne cesse de progresser partout en Europe et le manque d'offre continue d'orienter les prix à la hausse.



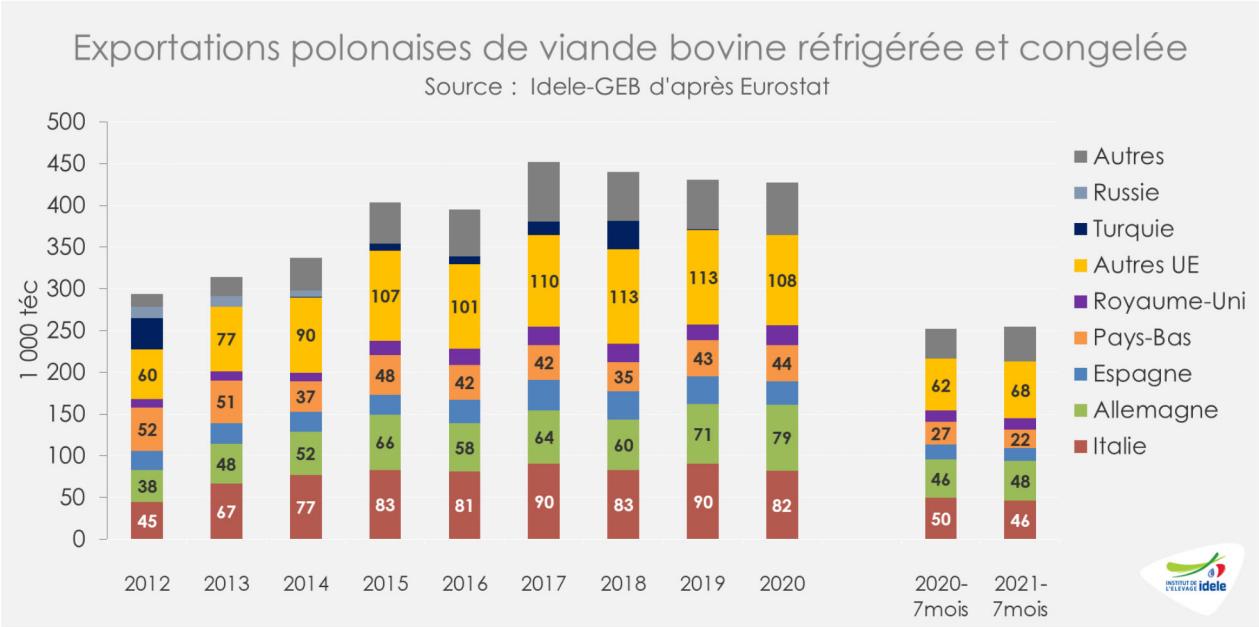
Les prix des quartiers de l'arrière de jeunes bovins, particulièrement prisés en restauration commerciale, ont continué de flamber. En semaine 43, le prix moyen d'un quartier arrière de JB sortie abattoir atteignait 5,06 € (+42% /2020 et +39% /2019) d'après les données du ministère de l'Agriculture polonais. C'est +33 centimes en un mois.



La hausse saisonnière du prix des quartiers avants, liée à la hausse de la demande pour les muscles à cuisson longue à l'entrée dans l'hiver, est beaucoup plus rapide que les années précédentes (+25 centimes en un mois). En semaine 43, les quartiers avants de JB polonais cotaient 3,15 €/kg de carcasse (+32% /2020 et +31% /2019).

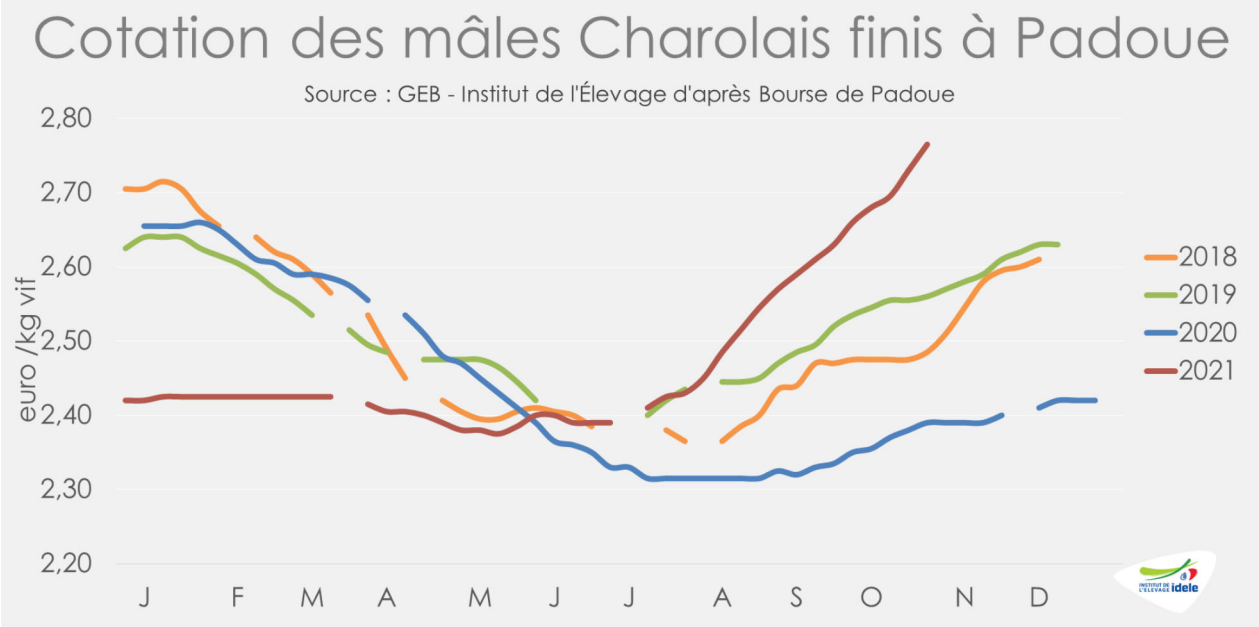
Face à la demande accrue en viande bovine polonaise, la production plafonne. Sur les 8 premiers mois de l'année, les abattages de gros bovins ont totalisé 373 000 téc (-1% /2020). Ceux de JB et de taureaux ont reculé à 217 000 téc (-5% /2020).

Sur les 7 premiers mois de 2021, les exportations de viande bovine polonaise réfrigérée et congelée s'étaient déjà redressées à 254 000 téc (+1% /2020 et +2% /2019). Les envois vers l'Allemagne (+3% /2020 à 48 000 téc), sur pays tiers ou des destinations habituellement secondaires en UE ont été particulièrement dynamiques contrastant avec un recul vers l'Italie, l'Espagne ou les Pays-Bas.

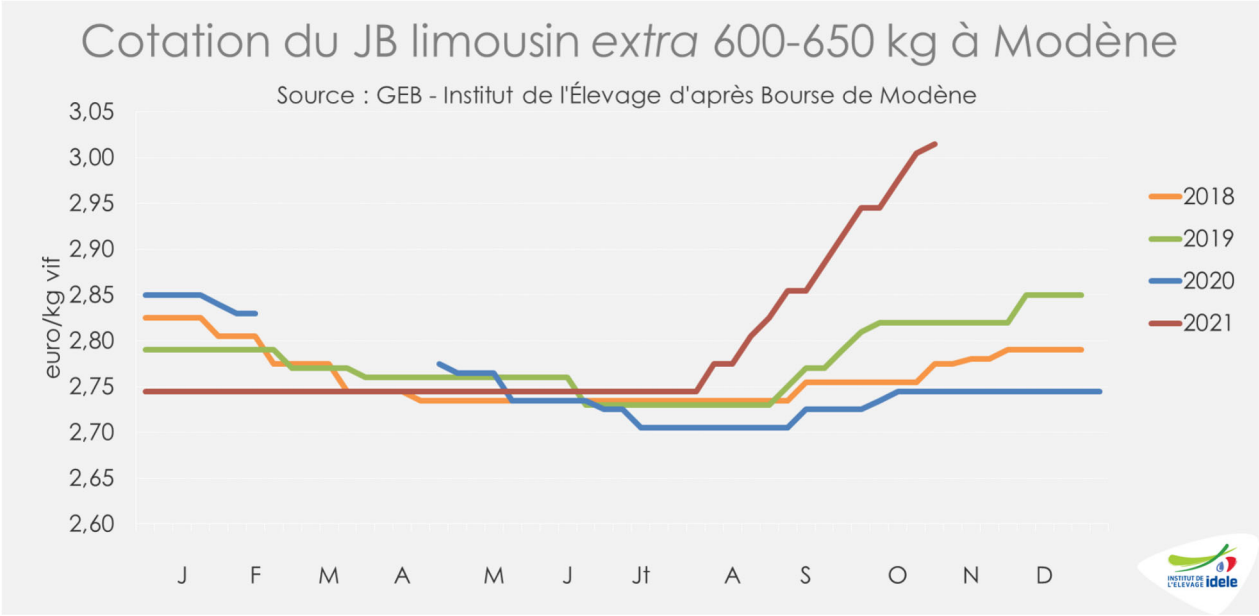


Italie : poursuite de la hausse des cours

En **Italie**, les cotations des JB sont très fortement à la hausse face à une relative pénurie à l'échelle de toute l'Europe. En semaine 44 à Modène, le cours du Charolais « *extra* » a atteint 2,94 €/kg vif et celui du Charolais « *prima qualità* » 2,83 €/kg vif. Pour les deux cotations, cela représente +10 centimes en un mois (+4%). Ces deux nouvelles cotations de la bourse de Modène ne permettent pas de comparaison pluriannuelle. La bourse de Padoue permet cette comparaison : la cotation des mâles charolais y a atteint 2,77 €/kg vif en semaine 44 (+16% /2020 et +8% /2019) soit 11 centimes de plus en un mois (+4%) et 38 centimes de plus depuis le début de l'année (+16%).

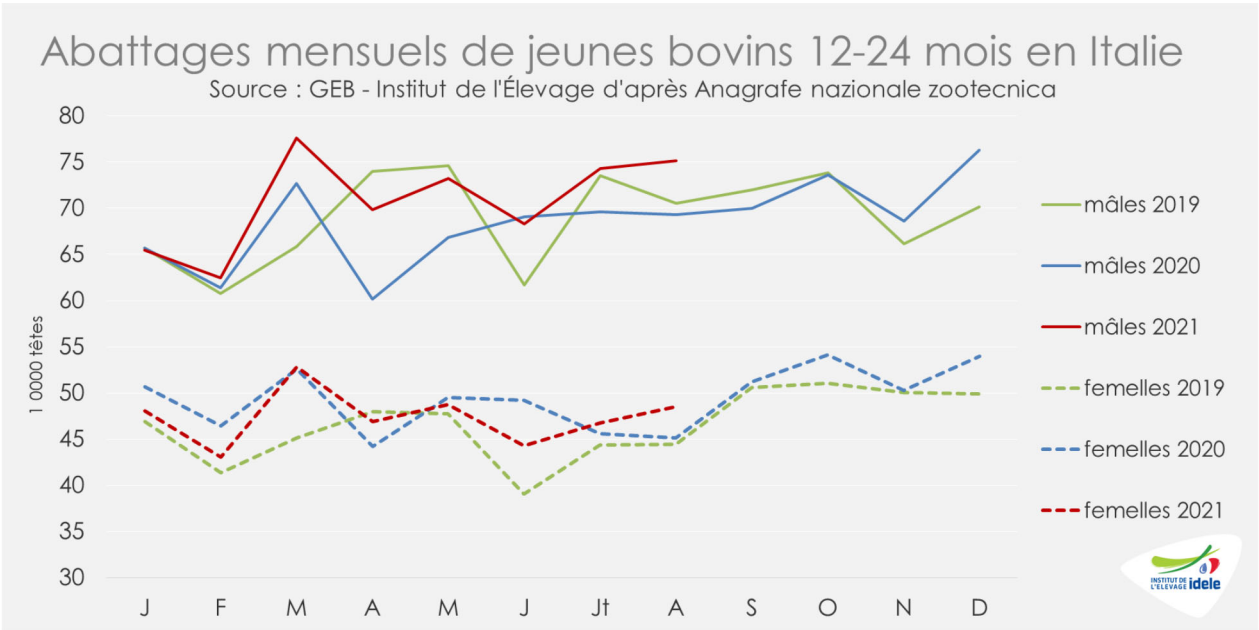


La tendance est la même pour le cours du mâle limousin *extra* à Modène, à 3,02 €/kg vif en semaine 44 (+10% /2020 et +7% /2019). C'est +7 centimes en un mois (+2%).



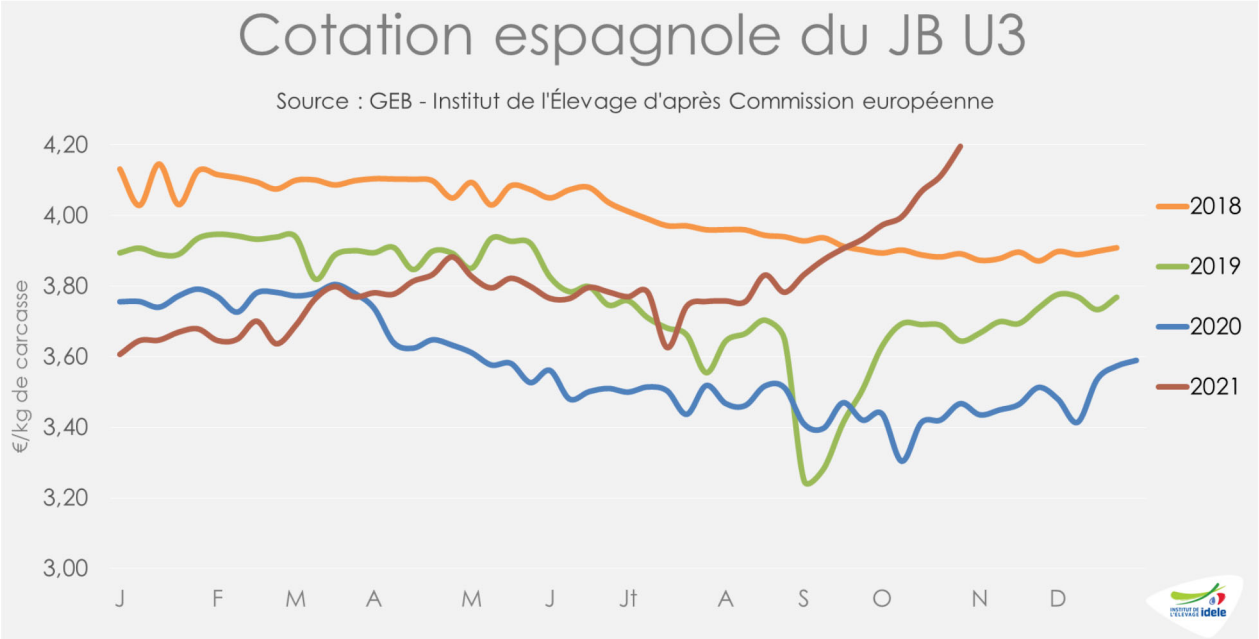
L'offre transalpine a pourtant été soutenue depuis le début de l'année. Sur les 8 premiers mois de 2021, 566 000 bovins mâles de 12 à 24 mois ont été abattus d'après la base de données sanitaires transalpine (+6% /2020 et +4% /2019). Cette évolution est à mettre en relation avec les nombreuses mises en place chez les engraisseurs italiens depuis le milieu de l'année 2020, qui ont profité du recul des prix des broutards français.

En parallèle, 379 000 femelles de 12 à 24 mois ont été abattues (-1% /2020, mais +6% /2019) confirmant l'intérêt des Italiens pour la « *scottona* ». Ce sont donc en tout plus de 945 000 jeunes bovins mâles et femelles qui ont été abattus entre janvier et août 2021 (+2% /2020 et +4% /2019).



Espagne : les prix profitent du contexte européen

En **Espagne**, le cours du JB U a poursuivi son redressement. En semaine 44, il atteignait 4,20 €/kg de carcasse (+21% /2020 et +15% /2019) soit 23 centimes de plus en un mois (+6%). Même constat pour le JB R qui s'est établi à 4,07 €/kg (+20% /2020 et +18% /2019), soit +17 centimes en un mois (+4%).



La poursuite de la reprise dans le secteur de la restauration en Espagne depuis plusieurs semaines continue de soutenir le marché espagnol de la viande bovine. D'après les opérateurs, les vacances de la Toussaint ont été particulièrement propices à la consommation en restauration commerciale et à la valorisation des arrières. Et la demande saisonnière en quartiers avants oriente également les cotations à la hausse.

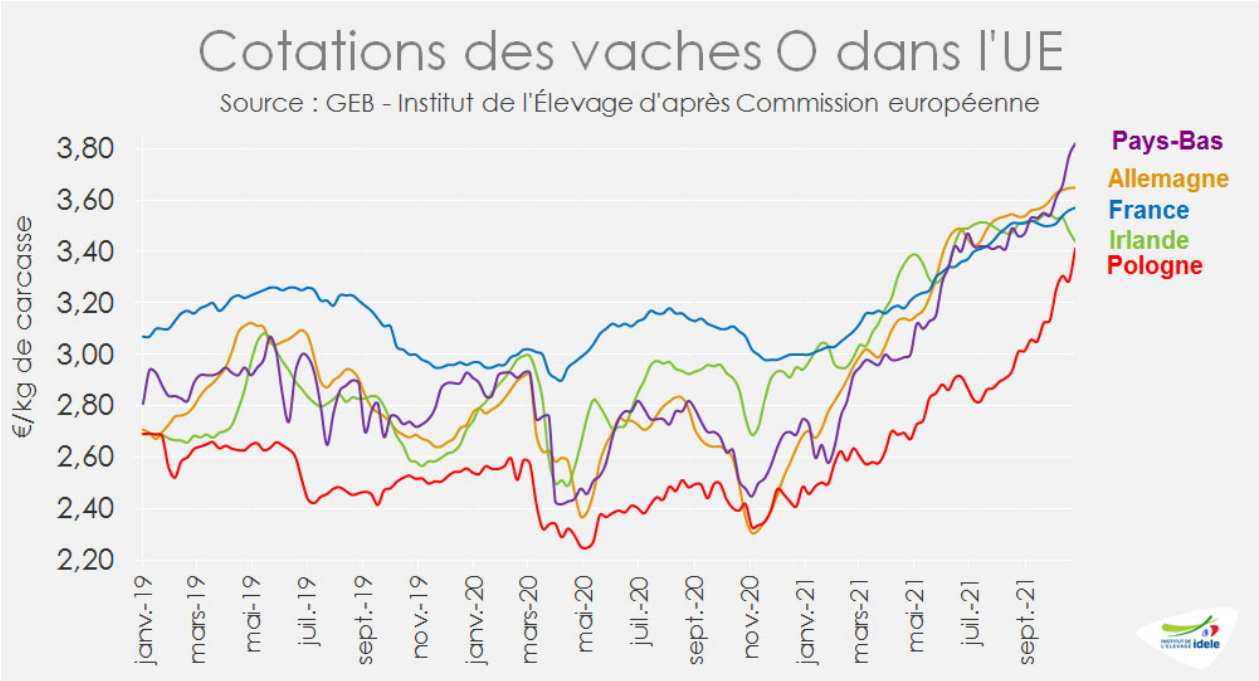
La demande soutenue a permis de maintenir l'orientation des cours à la hausse alors que les coûts de production des engraisseurs espagnols, très dépendants des achats d'aliment, ne cessent de croître.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Des prix record

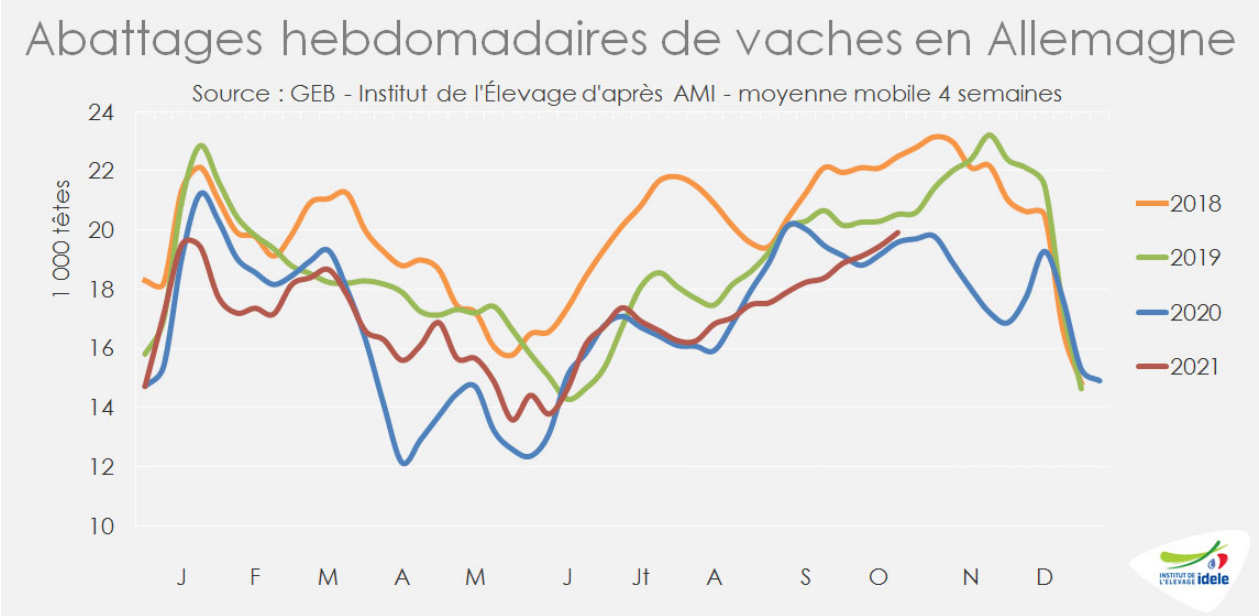
Dernière révision le 17 novembre 2021

Faute d'offre, les prix des vaches de réforme s'envolent dans tous les États membres, sauf en Irlande où ils restent orientés par un marché britannique moins demandeur de vaches. La vache O néerlandaise a atteint 3,82 €/kg début novembre, la vache O allemande 3,58 € et la vache O polonaise 3,41 €/kg.

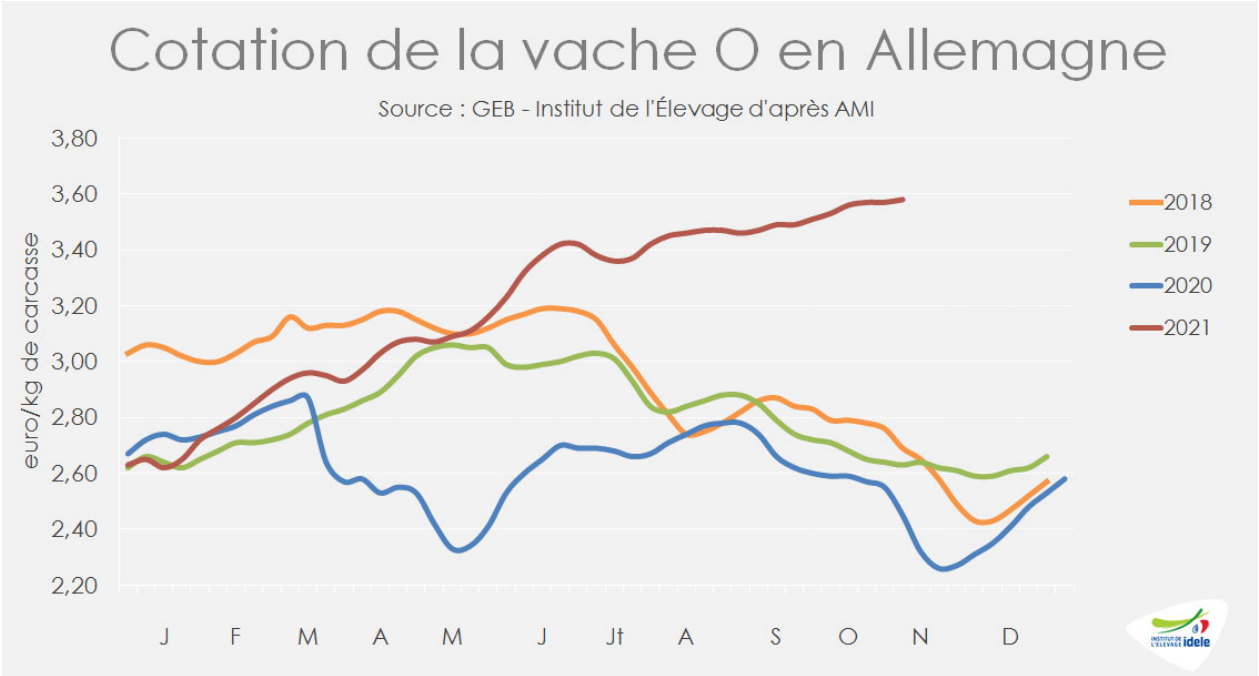


ALLEMAGNE : prix soutenus par le manque de disponibilités en gros bovins

En **Allemagne**, avec un cheptel bovin en retrait de plus de -2% dans l'enquête de juin, les abatteurs peinent à trouver des animaux pour faire tourner leurs outils. Sur les 8 semaines 36 à 43, les abattages de gros bovins ont enregistré un recul de -2% /2020 et de -6% /2019. La baisse est de -2% /2020 et -7% /2019 pour les vaches, -3% /2020 et -5% /2019 pour les génisses et -3% /2020 et -6% /2019 pour les JB.

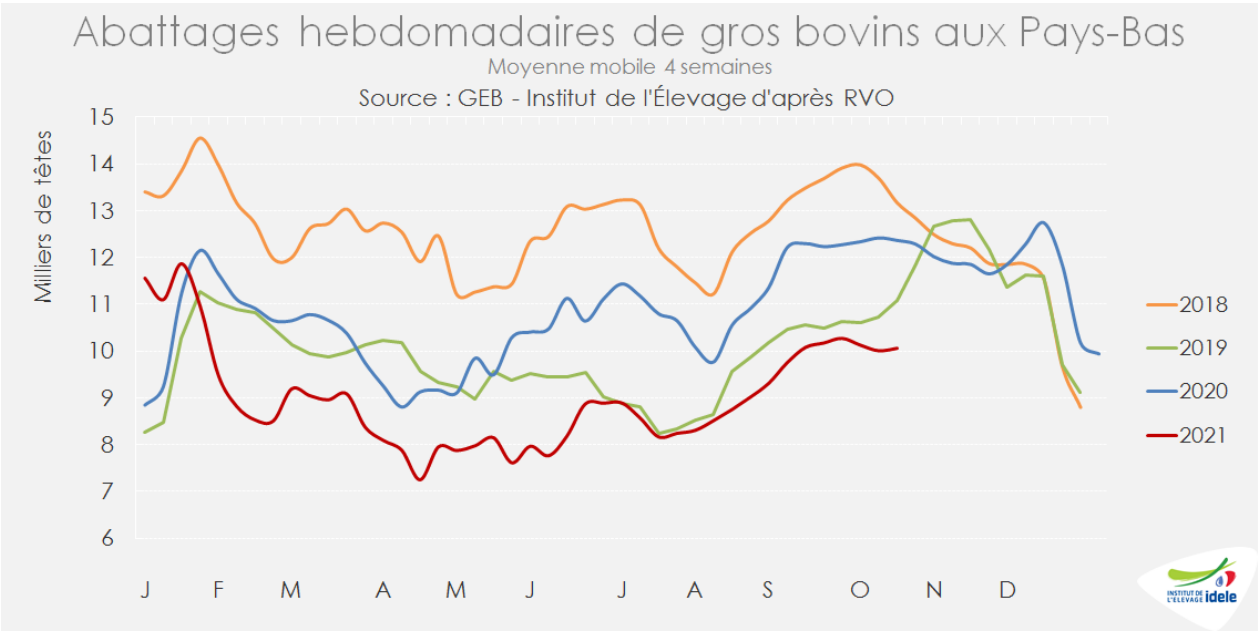


Ce manque d'offre booste les prix, même ceux des vaches qui rompent avec la traditionnelle baisse automnale. Ainsi, la vache O cotait 3,58 €/kg en semaine 44 (+46% /2020 et +36% /2019) et la vache R 3,78 €/kg (+41% /2020 et +33% /2019).



PAYS-BAS : une offre au plancher conduit à des prix jamais atteints

Aux **Pays-Bas**, les abattages de gros bovins sont en fort recul depuis le mois de mars et sont restés à un très bas niveau en octobre (-12% /2020 et -10% /2019 sur les semaines 39 à 43).

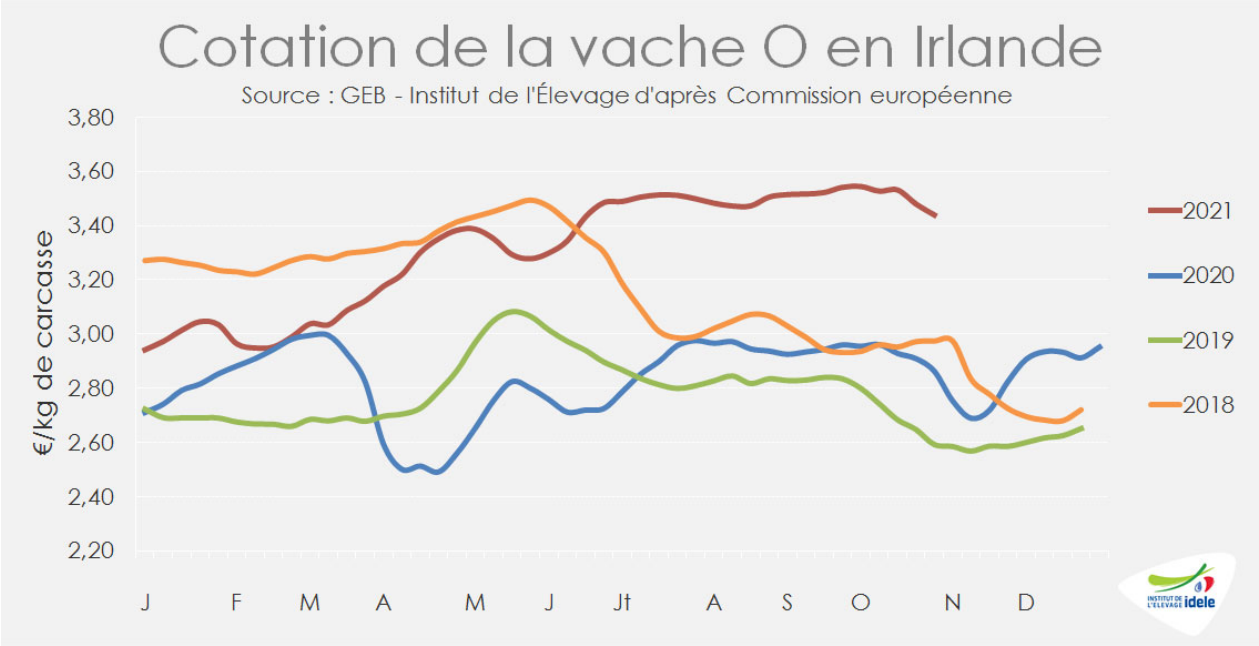


Ce fort ralentissement des abattages, alors que le marché européen manque de viande et que les découpeurs néerlandais recherchent des carcasses, induit une flambée des cours. La cotation néerlandaise de la vache O a bondi de 21 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,82 €/kg de carcasse en semaine 44 (+52% /2020 et +39% /2019).

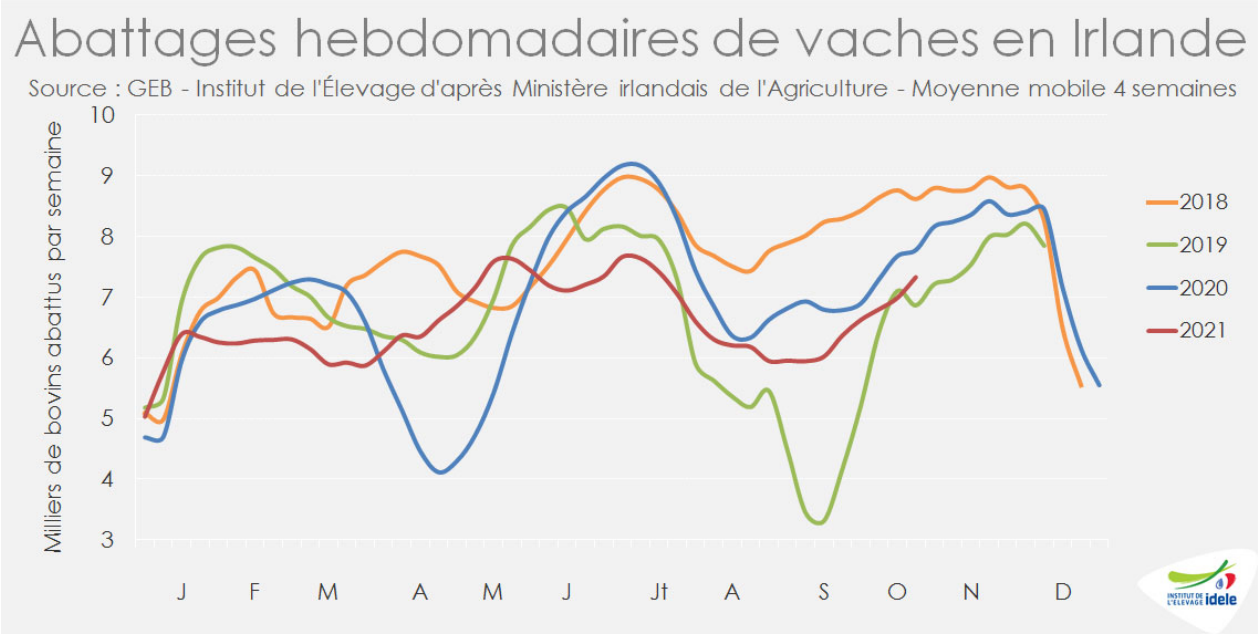
IRLANDE : Les prix des vaches restent élevés malgré un début de baisse saisonnière

En **Irlande**, la baisse saisonnière est enclenchée, en lien avec les prix sur le marché britannique et la hausse automnale des réformes. L'*Irish Farmers Association* regrette toutefois que les prix des vaches ne suivent pas ceux d'Europe continentale, qui représente le principal marché pour les vaches irlandaises, plutôt que les prix britanniques qui ne devraient rester directeurs que pour les bœufs et les génisses.

La cotation de la vache O restait toutefois élevée en semaine 44, à 3,44 €/kg de carcasse (+21% /2020 et +32% /2019). Celle de la génisse R se maintenait à 4,20 €/kg (+14% /2020 et +17% /2019) et celle du bœuf R à 4,15 €/kg (+15% /2020 et +21% /2019).



D'après l'indicateur du Ministère irlandais de l'Agriculture, les abattages de vaches sur les semaines 41 à 44 étaient intermédiaires entre ceux des deux années précédentes (-6% /2020, mais +7% /2019).

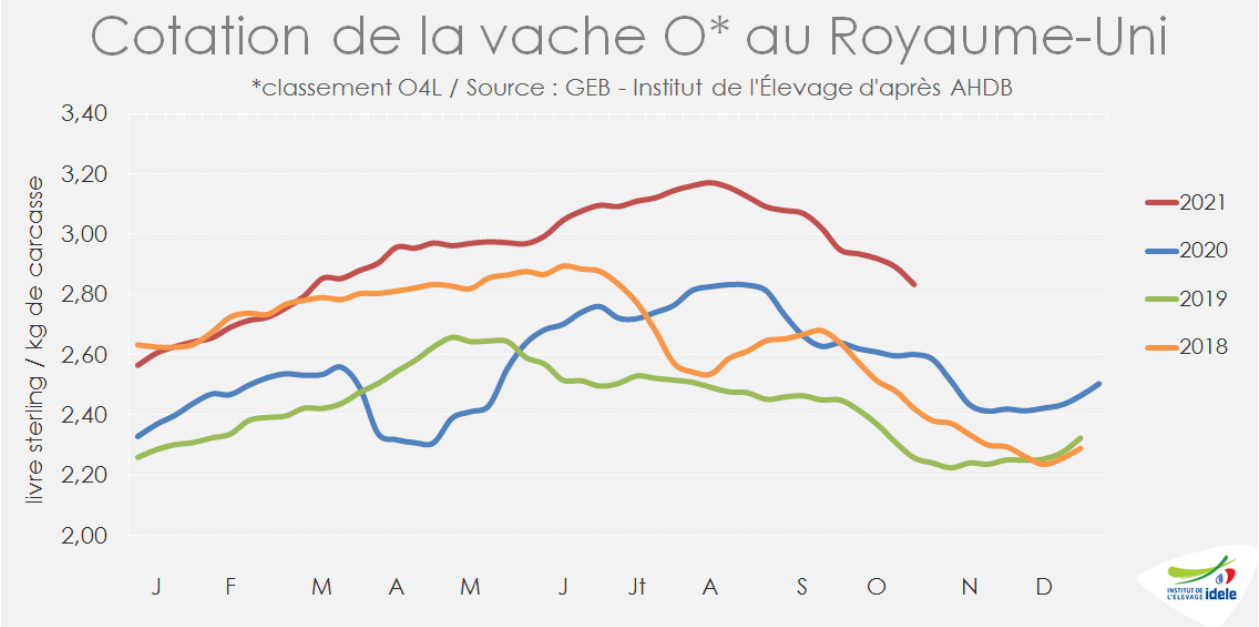


L'enquête cheptel de juin dénombrait 1,605 million de vaches laitières en Irlande, soit 36 000 de plus qu'en 2020 (+2,3%) et 940 000 vaches allaitantes (-42 000 têtes /2020 ou -4,4%).

ROYAUME-UNI : les abatteurs recherchent du *prime cattle* pour la saison des fêtes

Au **Royaume-Uni**, La « *Christmas kill period* » démarre et, avec elle, la recherche de bœufs et de génisses par les abatteurs. Les vaches de réforme ont moins la cote alors même que l'offre est en hausse avant l'hivernage, ce qui met les prix sous relative pression.

La cotation de la vache O4 est orientée à la baisse depuis la fin août. A 2,83 £/kg de carcasse en semaine 43, elle restait toutefois historiquement élevée pour la période (+9% /2020 et +25% /2019). Celles du bœuf R3 restait stable à 4,18 £/kg (+12% /2020 et +26% /2019) de même que celle de la génisse R3, à 4,17 £/kg (+11% /2020 et +27% /2019).

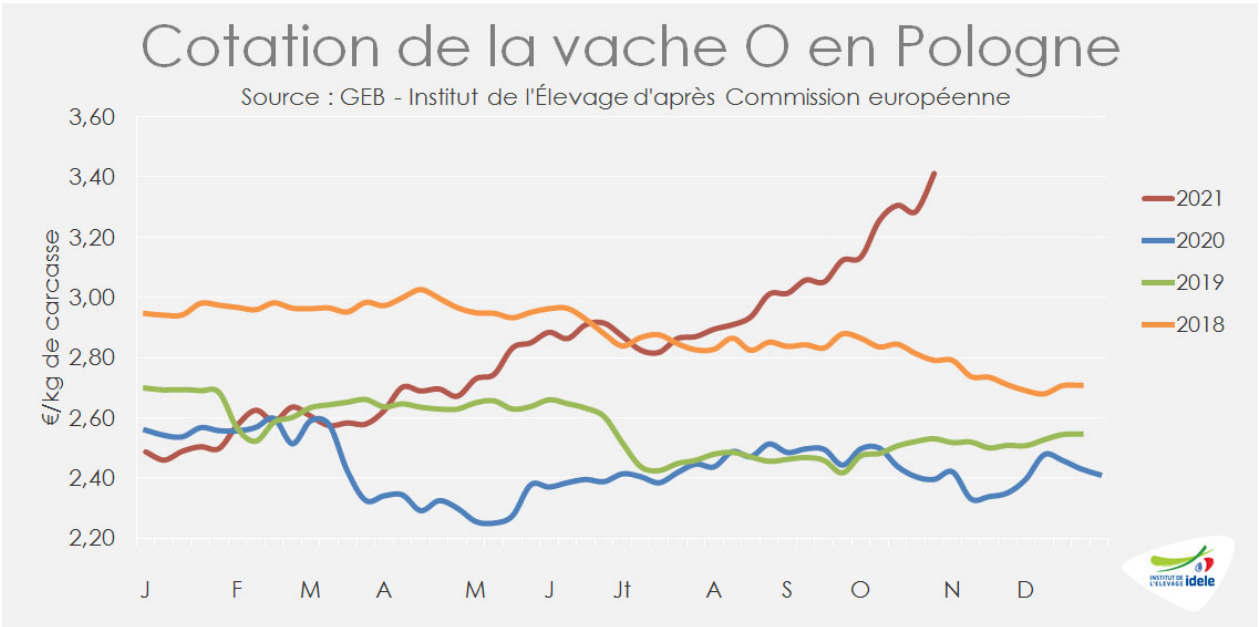


Cette année, les experts d'AHDB craignent que la flambée des coûts de l'aliment du bétail ne pousse les éleveurs à réformer davantage que les années précédentes. Sur les 4 semaines 40 à 43, le nombre de vaches abattues d'après l'indicateur hebdomadaire AHDB était intermédiaire entre 2020 et 2019 (+2% /2020 et -3% /2019) alors que les sorties de bœufs et génisses étaient en recul significatif (bœufs : -5% /2020 et -9% /2019 ; génisses : -2% /2020 et -4% /2019).

A la faiblesse de l'offre, s'ajoute un pénurie de main d'œuvre qui limite les capacités d'abattage et de découpe au Royaume-Uni. L'industrie de la viande, comme l'ensemble de la logistique (transport…), recourt en effet en grande partie à de la main d'œuvre étrangère. Or le *Brexit* a conduit de nombreux étrangers à quitter le Royaume-Uni, faute de visa de travail, attribués désormais au compte-goutte et pour des durées limitées.

POLOGNE : toujours plus haut

En **Pologne**, que ce soit en zlotys ou en euros, les prix des vaches ne cessent de battre des records. La vache O cotait 3,41 €/kg en semaine 44 (+36% /2020 et +32% /2019).



Face à la reprise de demande européenne, suite à la réouverture de la restauration, la production polonaise plafonne. 355 000 vaches ont été abattues sur les huit premiers mois de l'année, soit +3% qu'en 2020 (les réformes avaient été très ralenties lors du 1er confinement), mais pas plus qu'en 2019 (le scandale de l'abattage des vaches malades avait considérablement réduit les réformes sur la période) et beaucoup moins qu'en 2018 (-12%), dernière année « normale ».

Cette baisse s'explique par le fort recul, structurel, du cheptel polonais de vaches laitières qui n'étaient plus que 2,113 millions dans l'enquête de juin (-5% /2020).

Viandes bovines » Maigre »

Les prix stagnent

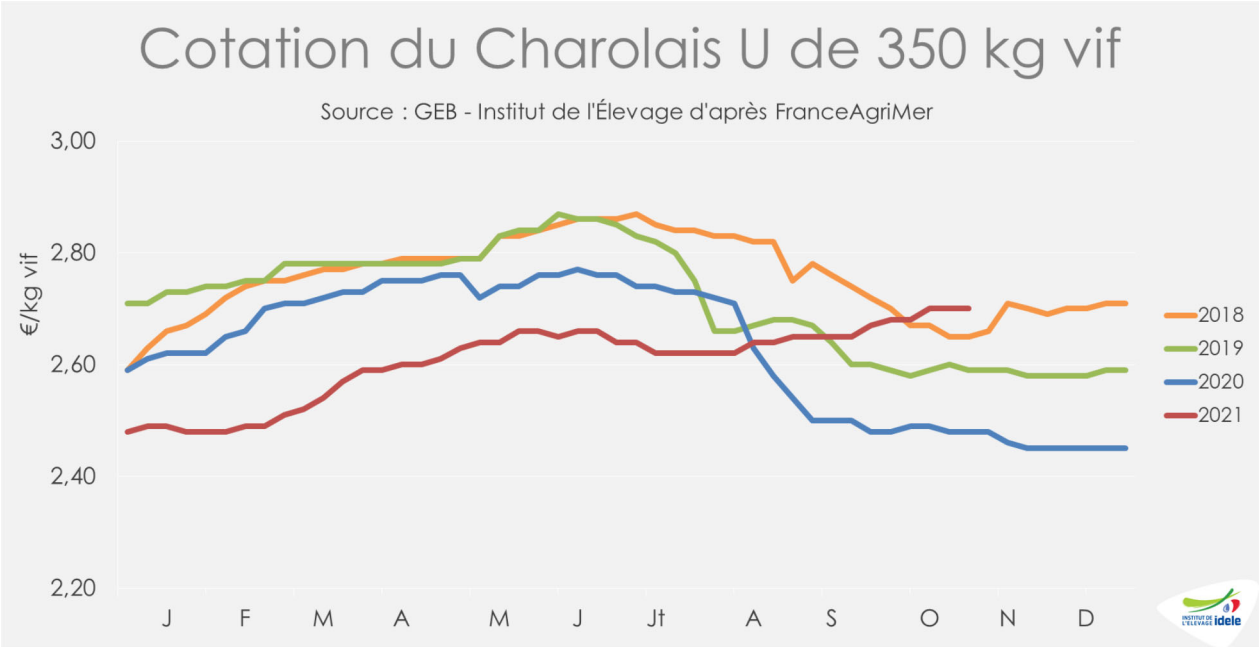
Dernière révision le 17 novembre 2021

Les cours des broutards se sont stabilisés ces dernières semaines alors même que les prix des JB ont continué à croître partout en Europe. Les exportations ont progressé depuis le début de l'année malgré l'érosion durable des disponibilités suite à la décapitalisation allaitante. Depuis début octobre, les tensions diplomatiques entre la France et l'Algérie compliquent les envois de broutards et inquiètent les opérateurs.

La hausse saisonnière des sorties stabilise les cours

Après plusieurs semaines de rebond, les cours des broutards se sont stabilisés malgré la hausse marquée des cotations des jeunes bovins partout en Europe. Les disponibilités d'animaux prêts pour l'export sont un peu plus importantes que les mois précédents, comme chaque année à l'époque de la rentrée en étable, mais cela ne devrait pas durer. Et les stocks restent bien plus bas que lors des automnes précédents (cf plus loin).

Les cours des Charolais ont dépassé leur niveau de 2018 et restent très supérieurs aux niveaux très déprimés de 2020. Le Charolais U de 350 kg cotait 2,70 €/kg vif en semaine 44, dépassant de 22 centimes la très faible cotation 2020 (+9%) et de 9 centimes celles de 2019 (+4%). Le Charolais U de 450 kg s'est quant à lui stabilisé à 2,56 €/kg (+24 cts /2020 et +13 cts /2019).

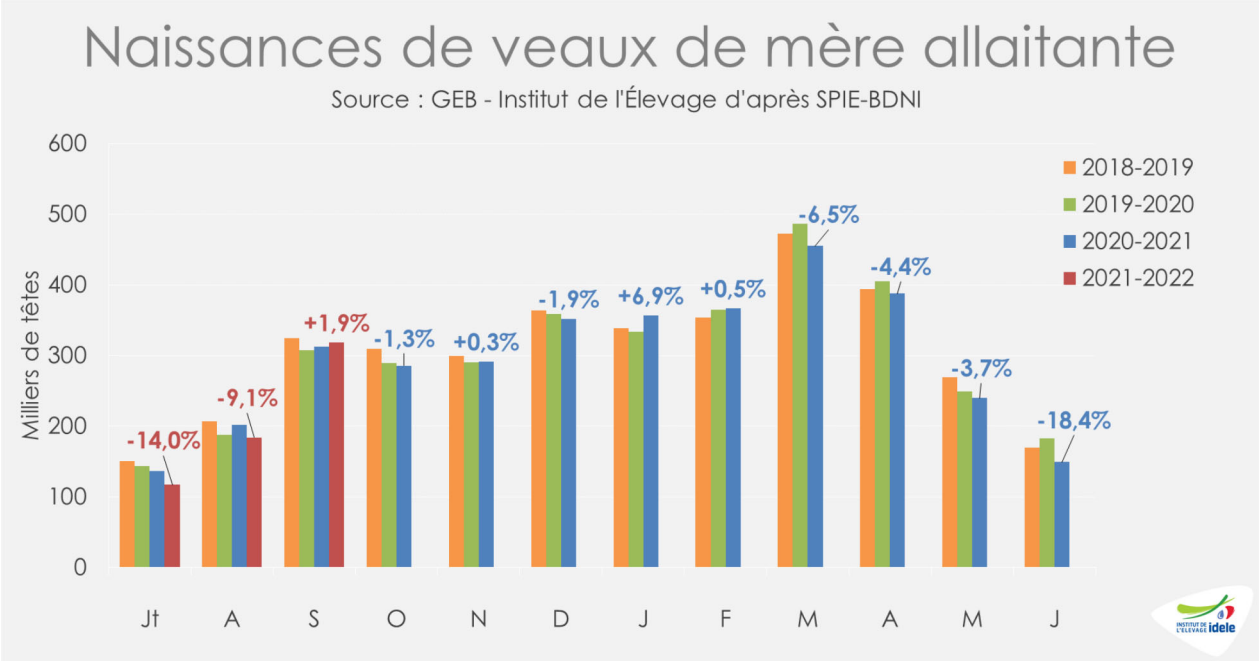


La cotation du Limousin E de 350 kg est stable à 2,81 €/kg depuis quatre semaines (+4% /2020, mais -3% /2019), tandis que les cours du Croisé R de 300 kg ont gagné +10 centimes pour atteindre 2,60 €/kg en semaine 44 (+11% /2020 et +3% /2019).

Les cours des laitonnes se sont également stabilisés. La Limousine E de 270 kg cotait 2,90 €/kg en semaine 44 (+6% /2020) et la Charolaise U de 270 kg 2,68 €/kg (+3%). La demande en femelles reste ferme.

Une offre durablement en baisse

Les naissances de veaux de mère allaitante se sont un peu redressées au mois de septembre. A 318 000 têtes, elles étaient en hausse de +1,9% /2020 (+6 000 têtes) et de +3,5% /2019. Cependant, en cumul depuis le début janvier 2021, elles restent en net recul de -3,7% /2020 (-99 000 têtes) et de -2,4% /2019.

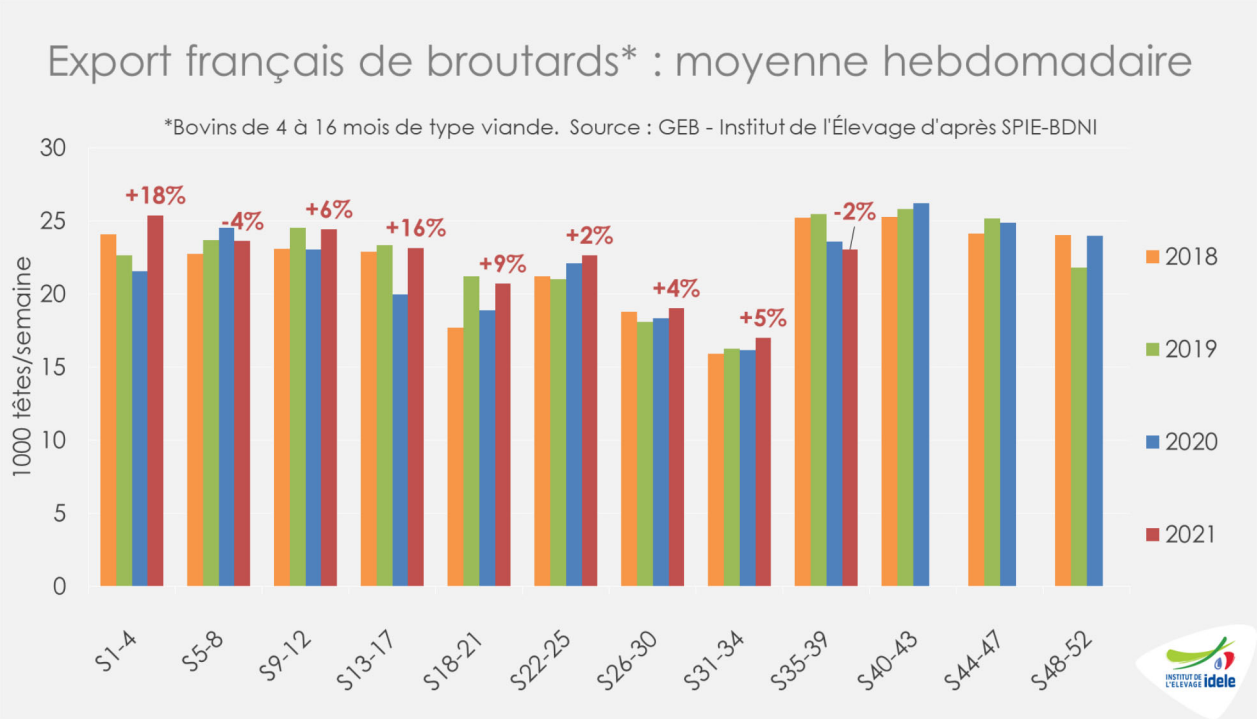


La baisse des naissances s'explique d'abord par la décapitalisation du cheptel allaitant, mais aussi par les mauvaises conditions de mise à la reproduction durant le printemps et l'été 2020, marqués par une forte sécheresse. La décapitalisation allaitante s'est accélérée depuis le début de l'année : les évolutions du nombre de vaches de type viande en BDNI sont passées de -1,4% /2020 au 1er janvier à -2,5% /2020 au 1er octobre (-95 000 vaches). Les vêlages de primipares ont quant à eux reculé de -7% /2020 sur les 9 premiers mois de l'année.

Les effectifs de mâles de race allaitante de 6-12 mois présents dans les élevages sont saisonnièrement plus élevés à l'automne. Cependant, avec 757 000 têtes au 1er octobre, ils étaient en repli de -1% /2020 et 2019. L'offre de broutards ne devrait pas s'étoffer dans les prochains mois : les stocks de mâles allaitants de 0 à 6 mois sont en forte baisse, à 650 000 têtes au 1er octobre soit -6% /2020 et -5% /2019, conséquemment au recul des naissances.

Les exportations sont robustes depuis le début de l'année

115 000 bovins viande de 4-16 mois ont été exportés en septembre (s35-39), en recul de -2% /2020 et de -9% /2019. Les femelles représentaient 30% des envois de la période (32% l'an passé à la même époque) et 34,2% des envois depuis le début de l'année (34,5% sur les 9 premiers mois 2020).



En cumul jusqu'à la semaine 42 (semaine du 18 octobre) les exports sont restés dynamiques avec 926 000 têtes expédiées à l'étranger (+3% /2020 et = /2019). La demande pour les broutards français n'a pas fléchi.

D'après les Douanes, 669 500 broutards ont été envoyés en Italie sur les 9 premiers mois de l'année, soit autant qu'en 2020 et en hausse de +2% /2019. Les envois de mâles de plus de 300 kg ont reculé de -5% /2020, tandis que les exportations de femelles de plus de 300 kg et de bovins de160-300 kg ont progressé respectivement de +13% et de +6%.

Les envois vers l'Espagne se sont effondrés de -30% /2020 en septembre : seuls 7 000 broutards ont été exportés. Le marché a été fortement perturbé par les changements de règles concernant la vaccination contre la FCO : depuis le 1er septembre, pour les animaux âgés de plus de 70 jours, seuls ceux vaccinés sont acceptés en Espagne. Sur 9 mois, les exportations se sont globalement maintenues d'une année sur l'autre (+1% /2020), mais elles sont en net recul de -24% /2019. A contrario, les exportations françaises de veaux nourrissons, principalement destinés au marché espagnol, ne faiblissent pas (Voir article Veaux nourrissons) : les engraisseurs espagnols remplacent les achats de broutards par l'importation de veaux laitiers malgré la hausse des coûts de l'alimentation.

Les exportations vers les pays tiers sont très dynamiques depuis le début de l'année (+26% /2020 sur 9 mois) grâce à la forte hausse des envois vers Israël (17 000 têtes, x2,5). En cumul sur 9 mois, les envois vers l'Algérie étaient en hausse de +6% par rapport à une année 2020 marquée par la chute des cours du pétrole et une insuffisance de devises. Ils restent néanmoins inférieurs de -17% à leur niveau record de 2019.

Perturbation des envois vers l'Algérie

Les envois vers l'Algérie sont de nouveau perturbés depuis début octobre en raison de la crise diplomatique avec la France. En réaction à l'annonce de la France de restreindre les conditions d'attribution des visas aux ressortissants des pays du Maghreb, l'Algérie a pris plusieurs mesures dont l'arrêt de l'octroi de nouvelles licences d'importations pour les produits français. Les envois de broutards ont pu continuer en octobre grâce aux licences déjà attribuées mais ils pourraient être stoppés dans les prochaines semaines si les tensions entre les deux pays ne s'apaisent pas.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

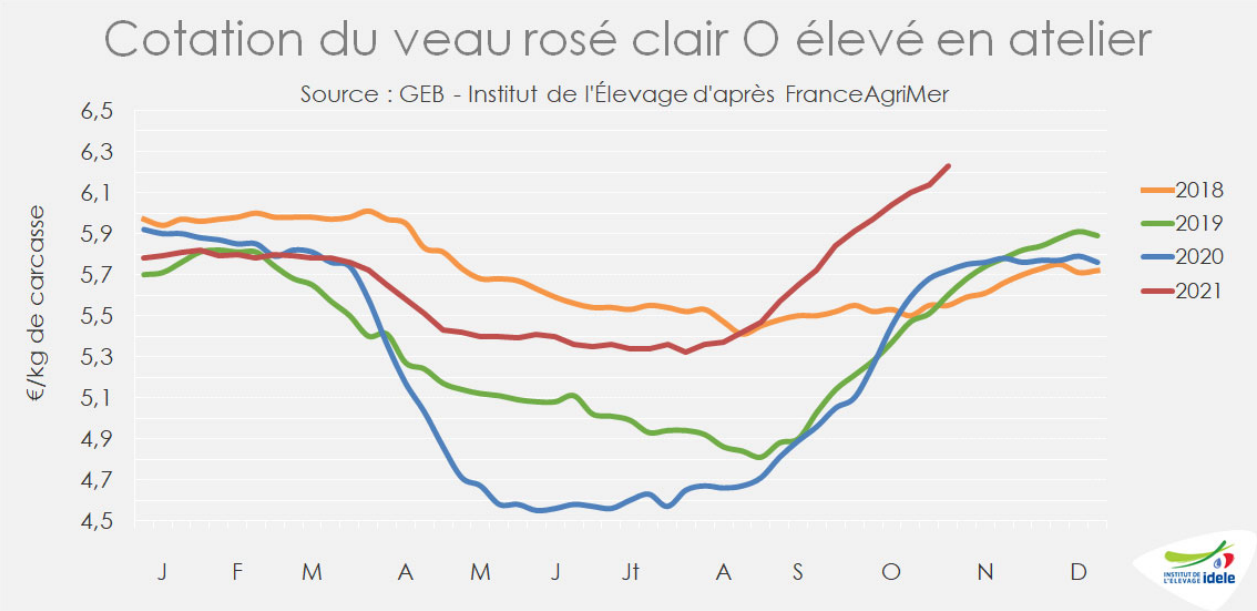
La cotation du veau gras s'envole

Dernière révision le 17 novembre 2021

La production réajustée à la baisse cet automne conduit à des records de prix des veaux gras en France. Mais ces prix élevés n'effacent pas les inquiétudes des intégrateurs et des éleveurs face à la flambée des aliments lactés, des céréales et du gaz.

Les cours ont poursuivi leur hausse

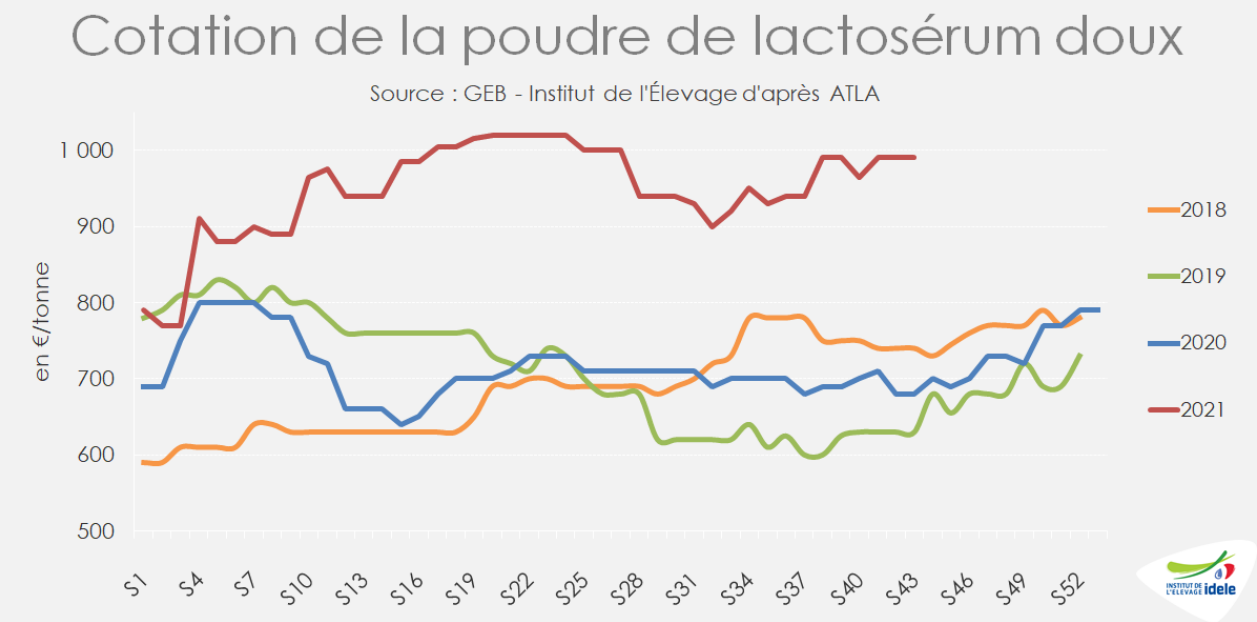
Le cours du veau rosé clair O élevé en atelier a poursuivi sa forte hausse (+6 cts/semaine sur les quatre dernières semaines) pour atteindre 6,23€/kg éc en semaine 44, soit +9% /2020 (+51 cts) et +11% /2019 (+63 cts), un cours inégalé depuis 2013 (alors déjà en pleine flambée des coûts) en cette période de l'année.



La cotation du veau R rosé clair élevé en atelier a également augmenté, mais à un rythme moindre : +15 cts en 4 semaines. Elle se situait en semaine 44 à 6,71 €/kg éc, soit +7% /2020 (+42 cts) et +11% /2019 (+64 cts).

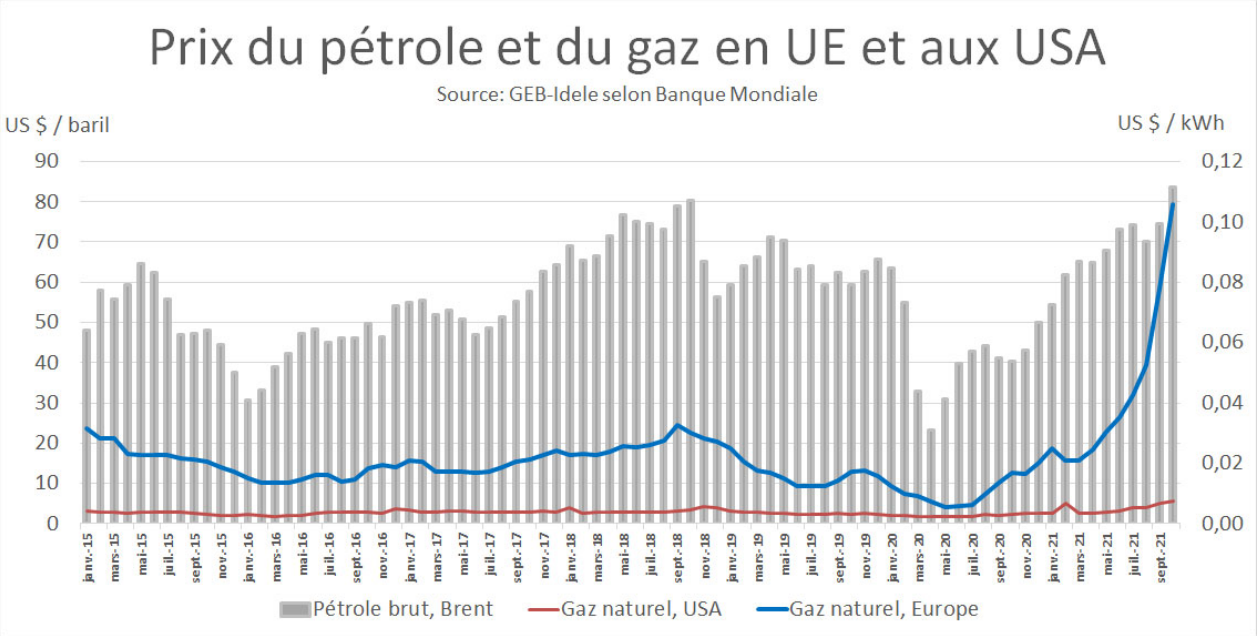
Les matières premières augmentent encore, gaz y compris

Le cours du lactosérum doux s'est stabilisé ce mois-ci à un niveau élevé : 990 €/t en semaine 43, soit +46% /2020.



Le prix de la poudre de lait maigre a quant à lui progressé en octobre. En s43, il atteignait 2 950 €/t (+35% /2020) et pourrait augmenter encore. La collecte laitière étant au mieux stable en Europe, les industriels transforment en priorité pour les produits à forte valeur ajoutée (ultra frais, fromages, etc) au détriment de la poudre de lait écrémé.

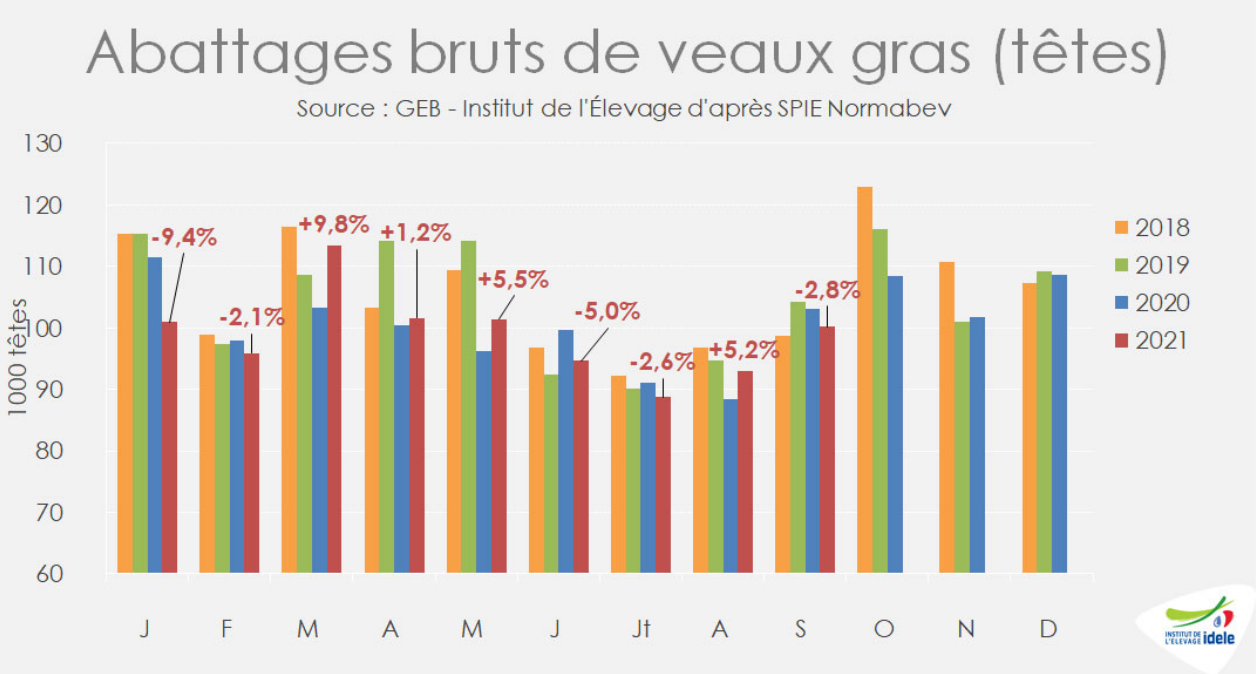
Les cours mondiaux élevés des céréales (voir Focus de *Tendances* de ce mois) font encore progresser l'IPAMPA des autres aliments pour veaux (partie fibreuse de l'alimentation). L'indice de septembre 2021 était de 113,6 points soit +12 pts /2020 et +13 pts /2019, pour un indice qui variait bien moins fort par le passé.



Enfin, le prix européen du gaz s'est envolé depuis avril en raison de l'offre contrainte en Russie puis de la forte demande chinoise à l'approche de l'hiver. En octobre il était à 0,106 US$/ kWh : c'est 6,3 fois plus qu'il y a un an ! Ceci va impacter les engraisseurs de veaux de boucherie chauffant l'eau au gaz et ayant des contrats d'approvisionnement à échéance.

Les abattages se maintiennent en septembre

Selon SPIE et Normabev, 100 000 veaux gras ont été abattus en septembre 2021, soit -2,8% /2020 (-2 800 têtes) et -3,9% /2019. Ce recul des abattages est dû au décrochage des importations pour abattage de veaux finis (- 2 500 têtes soit -45%), tandis que la production de veaux engraissés en France s'est maintenue.



En septembre, 15 000 téc ont été produits : -1,9% /2020 (-300 téc) et -1,7% /2019. Pour mettre en avant le produit, la viande de veau a été fournisseur officiel de l'*Omnivore Food Festival*, dédié aux restaurateurs qui s'est tenu du 11 au 13 septembre 2021.

En cumul de janvier à septembre, 890 000 veaux ont été abattus, un effectif équivalent à 2020 (-0,2%), mais en recul de -4,4% /2019, pour un volume de 132 000 téc (= /2020 et -3,5 % /2019).

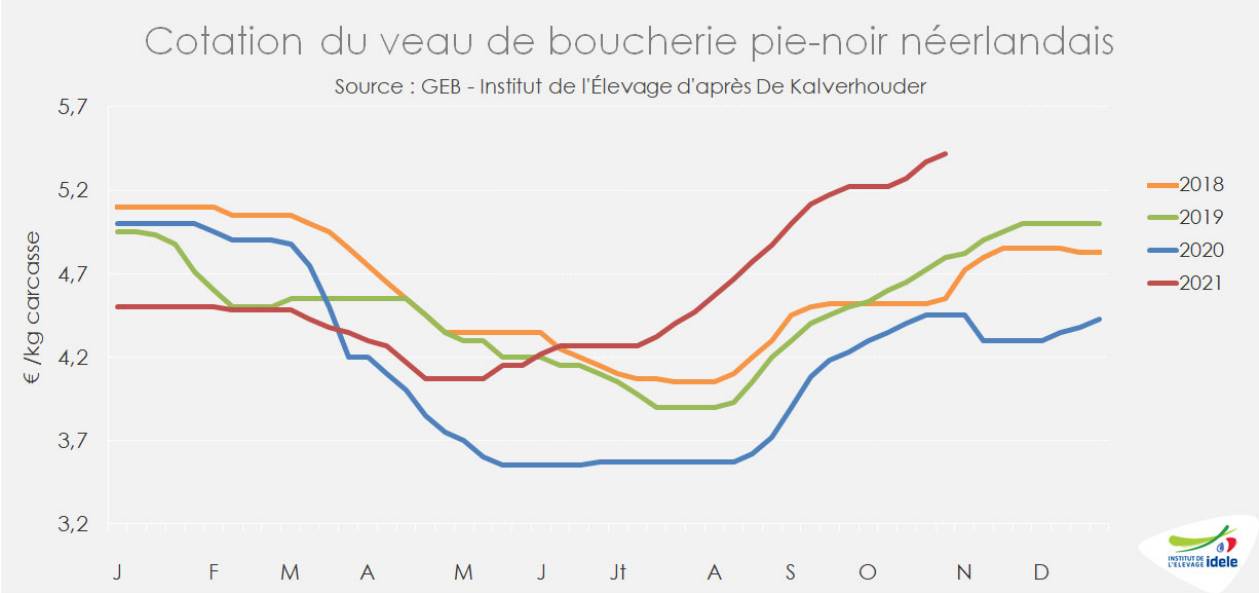
Des poids et âges moyens en hausse en septembre

En septembre 2021, le poids carcasse a dépassé son niveau de 2020 à 150,4 kg, soit +1,3 kg /2020 et +3,3 kg /2019. Cette hausse du poids moyen à l'abattage est concomitante avec la chute des abattages de veaux gras importés. En effet, sur les 5 400 veaux gras importés il y a un an pour abattage en septembre 2020, 1 400 pesaient moins de 160 kg.

L'âge à l'abattage en septembre était de 190,3 jours, toujours en retrait par rapport à 2020 (-2 jours), mais en hausse par rapport à 2019 (+2 jours).

Prix records aux Pays-Bas et en Italie

Alors qu'en semaine 40, **le prix du veau gras pie-noir néerlandais** battait son record de 2013, *De Kalverhouder* annonçait en semaine 44 une nouvelle hausse de +20 cts en 4 semaines, à 5,42 €/kg ec. Soit +28% /2020 et +13% /2019.



Selon Eurostat au mois d'août 2021, les Pays-Bas ont produit 18 100 téc, soit –3,8% /2020 mais +4,1% /2019. En cumulé sur janvier-août, les abattages néerlandais ont totalisé 143 500 téc, un volume quasi stable par rapport à 2020 (-0,3%), mais en net recul comparé à 2019 (-5,7%) année de surproduction.

A Modène en Italie, en s44, le veau gras pie-noir cotait à 6,35 €/kg éc, un niveau inégalé depuis plus de 10 ans (+31% /2020 et +9% /2019). Selon *Anagrafe Zootecnica*, les abattages d'août étaient dynamiques, comme en France le même mois, à 51 500 têtes (+1,6 % /2020 et +1,5% /2019). De janvier à août 2021, 396 000 veaux de boucherie ont été abattus en Italie (+0,2 % /2020 et -2,9 % /2019).

Les prix pourraient rester élevés dans les prochaines semaines

En France, avec des mises en places restreintes depuis plusieurs mois et l'approche des fêtes de fin d'année, toutes choses égales par ailleurs, les prix du veau gras pourraient rester soutenus, d'autant que la production néerlandaise serait limitée.

Aux Pays-Bas, l'offre en veaux gras devrait rester inférieure à la demande d'après les opérateurs néerlandais, ce qui pourrait contribuer à soutenir les prix jusqu'en fin d'année, si la RHD n'est pas trop impactée par la reprise du Covid-19 en Europe. En effet, aux Pays-Bas les bars et restaurants ferment désormais à partir de 20h et en Slovaquie ils sont porte close. Dans la région allemande de Saxe, les restaurants ne seront plus accessibles aux personnes simplement testées négatives au Covid-19, mais seulement aux vaccinés et guéris après avoir été infectés, tandis qu'en Autriche les personnes non vaccinées sont confinées depuis le 15 novembre.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

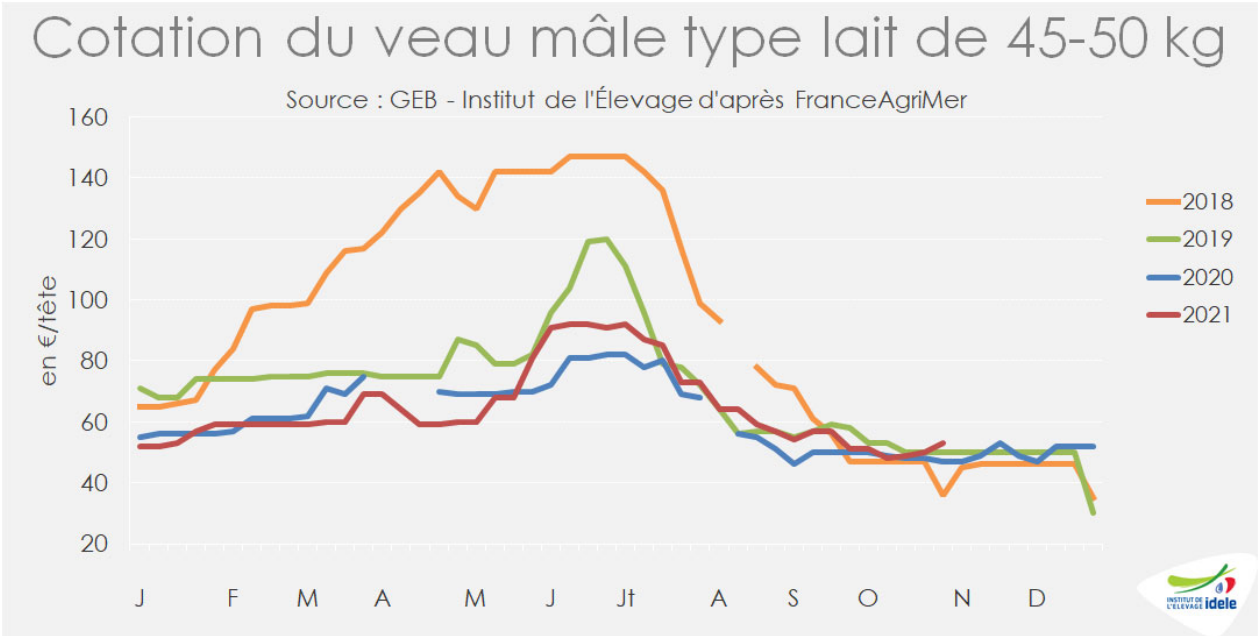
Les prix à l'étiage

Dernière révision le 17 novembre 2021

Le prix des veaux nourrissons est très bas en cette période de pic des naissances laitières. Les exportations, à 90% vers l'Espagne, sont très dynamiques : après avoir bondi en août de +33% /2020, elles ont encore progressé de +22 % /2020 en septembre.

Les cotations du veau nourrisson français restent basses

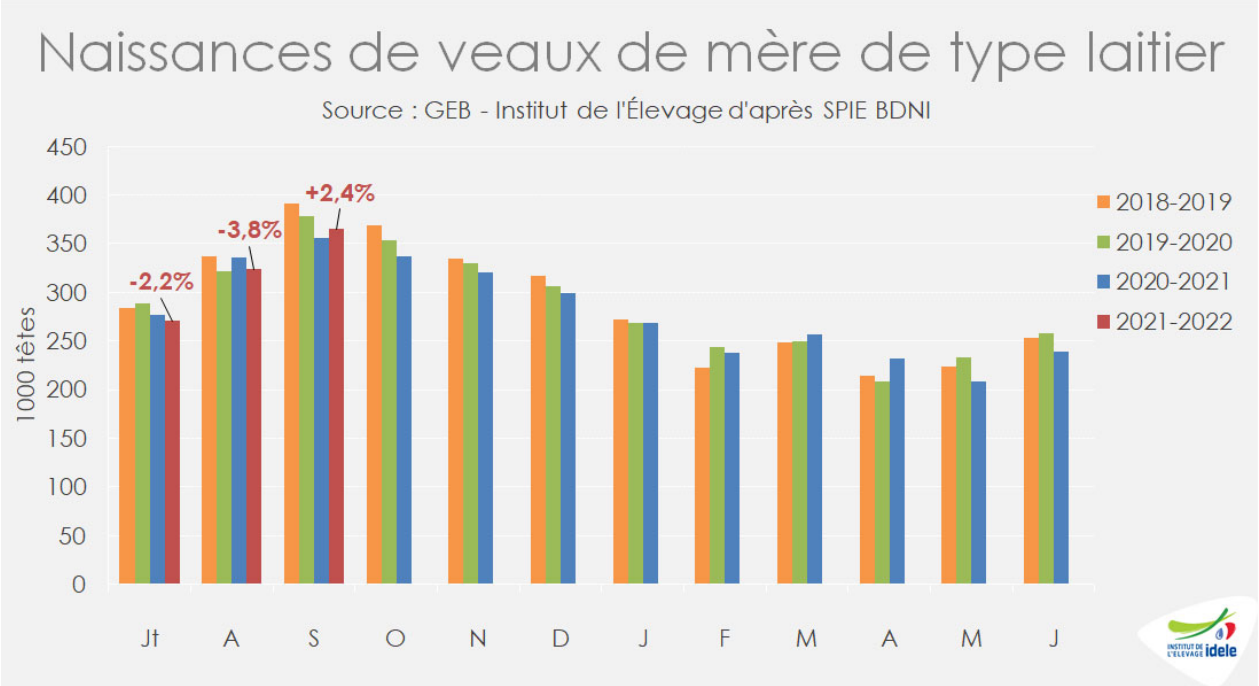
En semaine 44, le veau mâle laitier de 45-50 kg cotait en France 53 € /tête, proche du niveau plancher en cette période de pic des naissances laitières (septembre à novembre). Depuis le début de l'année, les abattages français de veaux gras sont stables comparé à 2020, année perturbée par le covid-19, mais ont reculé de -4,4% /2019. Ceux de JB laitiers chutent de -27% en 2021 comparé à la moyenne 2012-2019. Malgré tout, le prix du veau nourrisson en semaine 44 est légèrement supérieur au niveau de 2020 (+6 €) et de 2019 (+3 €) car l'Espagne est très demandeuse de jeunes veaux laitiers et croisés.



Le prix du veau mâle de type viande – englobant les veaux mixtes, croisés et de race à viande – a baissé de septembre à novembre en raison du pic des naissances. Il se situait à 145 € /tête en semaine 44 (-3 € /2020 et – 5 € /2019).

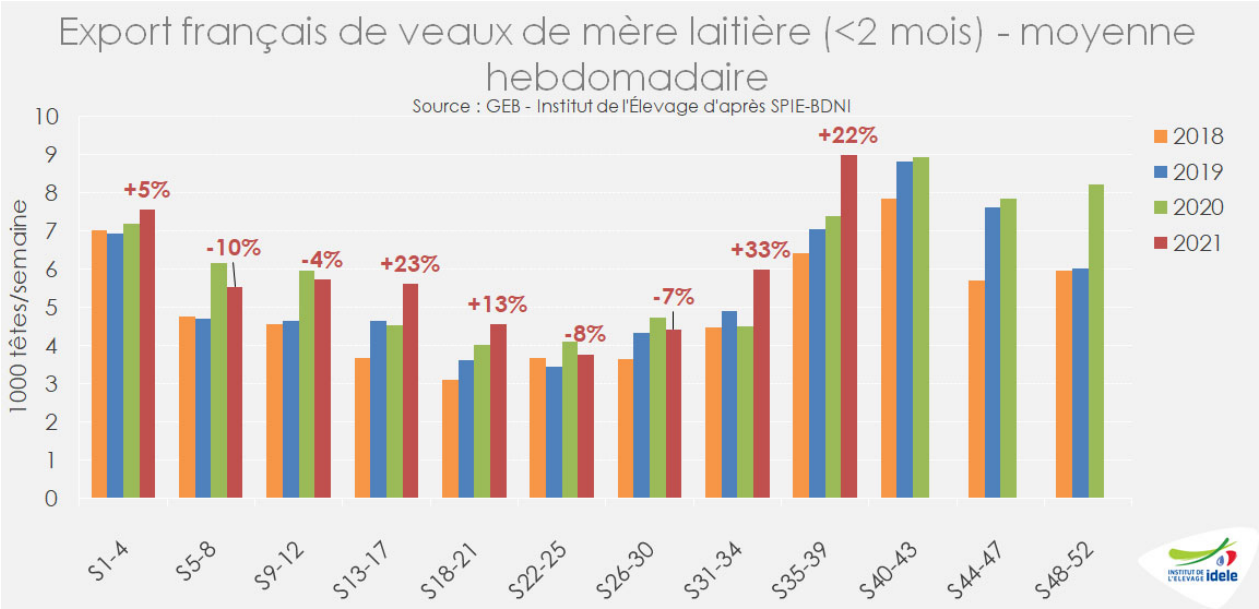
Des naissances de septembre intermédiaires entre 2019 et 2020

Selon SPIE-BDNI, 365 000 veaux de mère laitière sont nés en septembre 2021 (+2,4% /2020 et -4,0% /2019). Le pic des naissances est atteint. En cumul depuis le début de l'année, 2 402 000 veaux de mère laitière sont nés, soit -1,2% /2020 et -0,9% /2019. Cette baisse est légèrement inférieure à celle du cheptel de vaches laitières français qui était en recul au 1er octobre de -1,7% /2020.



Les veaux nourrissons tirés vers l'Espagne dès septembre

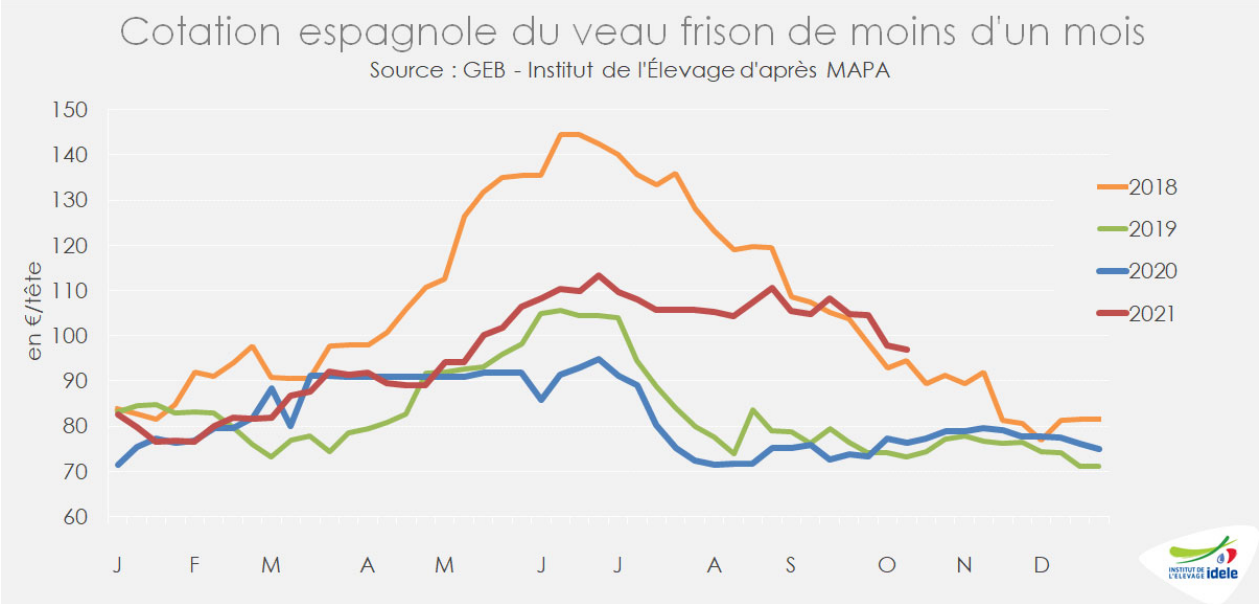
En période 9 (s35 à s39) les exports de veaux de mère laitière de moins de 2 mois ont bondi de +22 % /2020, après un mois d'août déjà très dynamique, portant le cumul depuis le début de l'année à 234 000 têtes (+8 %/2020 et même +19% /2019). Les veaux nourrissons exportés sont envoyés à 90% vers l'Espagne où ils sont engraissés en jeunes bovins de type « *terneros* », mâles et femelles.



Face au fort renchérissement des coûts alimentaires en Europe, les engraisseurs espagnols minimisent leur mobilisation initiale de trésorerie en se tournant vers le veau nourrisson, au détriment du broutard léger, plus cher à l'achat.

En Espagne la cotation du veau frison recule

La cotation du veau frison/pie-noir de moins de 2 mois est restée relativement ferme de juillet à fin septembre, aux alentours de 106 € /tête, du fait de la forte demande des engraisseurs espagnols. De s39 à s42, face aux disponibilités importantes en France, le prix du veau frison/pie-noir en Espagne a baissé tardivement par rapport au pic des naissances. Il cotait 97 € /tête en semaine 42, soit tout de même +27 % /2020 et +32 % /2019, mais un niveau proche de celui de 2018.


Cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MAPA
en €/tête
150
140
130
120
110
100
90
80
70
60
J
F
M
A
M
J
J
A
S
O
N
D
2018
2019
2020
2021

La hausse du prix du lait moins forte que celle des chaarges

Dernière révision le 17 novembre 2021

La production laitière ne progresse plus dans les grands bassins excédentaires, à l'exception de l'Argentine. Elle s'est même contractée en septembre dans l'UE-27 en raison d'un net reflux dans les trois principaux pays producteurs : Allemagne, France et Pays-Bas. L'effet incitatif de la hausse des prix du lait semble neutralisé par celle des charges.

Face à une production laitière stationnaire dans les principaux bassins excédentaires, la demande mondiale reste particulièrement dynamique notamment tirée par la Chine. Ce déséquilibre entraine les prix des principaux ingrédients laitiers à la hausse dans un contexte d'augmentation généralisée des matières premières à travers le monde. Leur forte remontée relancera-t-elle la production laitière dans les prochains mois ?

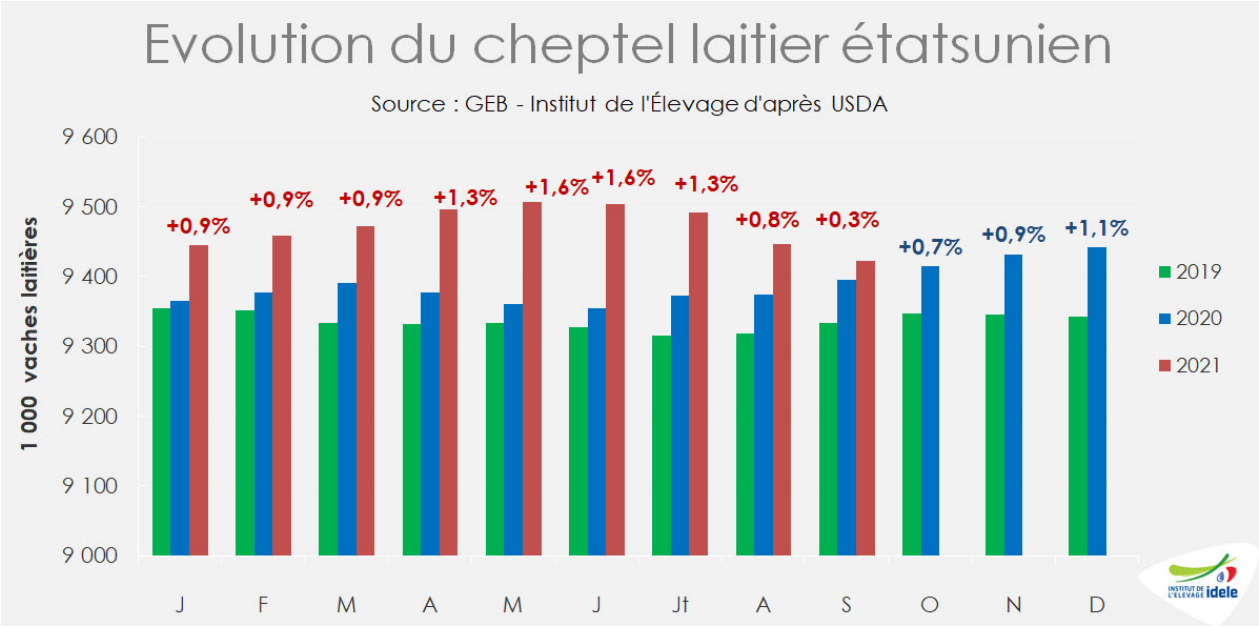
Baisse de la production en septembre dans les principaux bassins exportateurs

Dernière révision le 17 novembre 2021

Cela fait maintenant plusieurs mois que la croissance de la production européenne de lait est à l'arrêt. A cela s'ajoute des déceptions sur les volumes en Océanie. L'USDA a enfoncé le clou en publiant il y a deux semaines une production états-unienne quasiment stable en septembre, contre toute attente par les opérateurs. Le marché ne s'y attendait pas.

Etats-Unis : Croissance stoppée de la production laitière

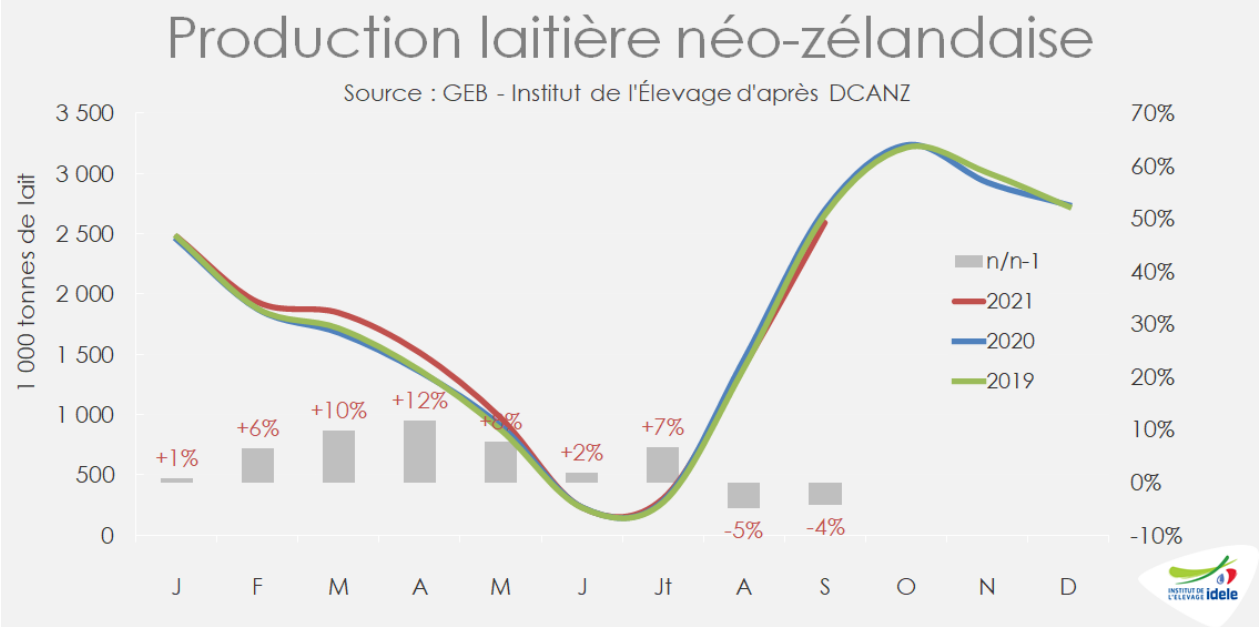
Aux **Etats-Uni**s, la croissance de la production de lait continue de s'éroder depuis les +4,7% de hausse au mois de mai dernier. Le mois de septembre surprend car la production ressort quasiment stable par rapport à l'an passé avec seulement 0,2% de hausse. Il s'agit de la plus faible progression depuis mai 2020 où le covid-19 avait perturbé la collecte. Cette baisse par rapport aux attentes est principalement due à une réduction du cheptel laitier depuis mai dernier. Entre août et septembre 2021, il a perdu 25 000 têtes, mais l'effectif reste nettement supérieur à celui de l'an passé. Aussi, la réduction de cheptel n'explique pas tout. L'est du pays est touché par une très forte sécheresse qui limite la possibilité de pâturage. Comme chez les principaux autres pays exportateurs, la très forte hausse de l'aliment complémentaire pousse les éleveurs à réfléchir à la formulation et à choisir parfois la baisse des volumes de lait produits. La production en Californie affiche une certaine stabilité, mais la production ressort en net recul dans les Etats de Washington, dans le Nouveau Mexique et dans une moindre mesure dans l'Arizona (respectivement -8%, -12,5% et -2%).



Océanie : Poursuite de la baisse des volumes au moment du pic laitier

En **Nouvelle-Zélande**, au mois de septembre, la production a reculé de -4% par rapport à l'an dernier. Celle de l'Australie s'affiche à -3% sur la même période. Pour ces deux pays, la collecte est perturbée par une météo pluvieuse. La pousse de l'herbe dans l'île du Sud néozélandaise a notamment été dégradée par rapport à la normale.

Les opérateurs les plus optimistes tablent sur un retour des volumes avec la réapparition du soleil dans les semaines à venir. Pourtant, les modèles météo semblent confirmer l'hypothèse de La Niña. Ce phénomène climatique se caractérise par des températures anormalement basses des eaux du Pacifique et modifie le climat en Océanie et Amérique du Sud. En général, cela se traduit par une plus forte pluviométrie en Océanie et un temps sec et frais en Argentine.

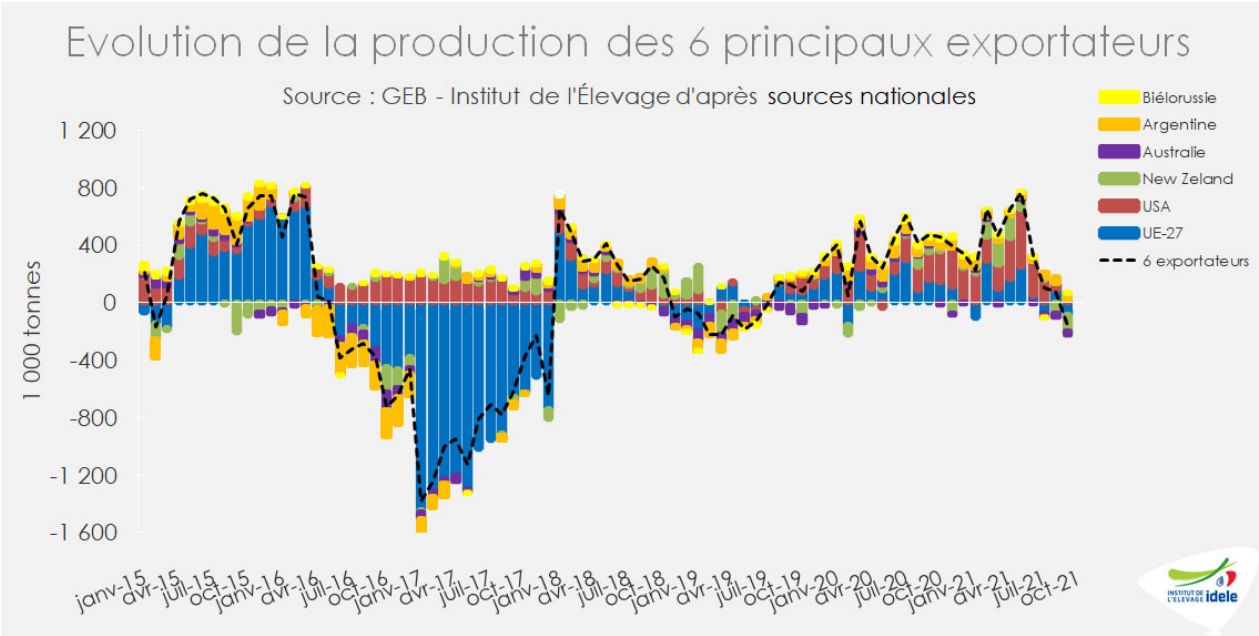


Argentine : Seul pays où la croissance reste d'actualité

La météo a pour le moment été optimale pour la production laitière car des pluies sont tombées régulièrement. Par ailleurs, la hausse des prix du lait permet de compenser la hausse du poste alimentaire et de conserver les marges alimentaires. Les voyants sont donc toujours au vert pour la production qui continue d'augmenter (+5% au mois de septembre /2020).

Recul de la production des six principaux exportateurs

La production cumulée des six principaux exportateurs a reculé en septembre d'une année sur l'autre pour la première fois depuis 2019. Elle est due à une moindre croissance dans les bassins dynamiques tels que les USA, des problèmes météo notamment en Nouvelle-Zélande et une baisse de la production structurelle chez les principaux pays producteurs de l'UE-27.



Dans les prochains mois, les coûts élevés des aliments du bétail décourageront probablement un rebond rapide de la production laitière chez ces pays exportateurs malgré des prix du lait incitatifs.

Lait de vache » Collecte laitière »

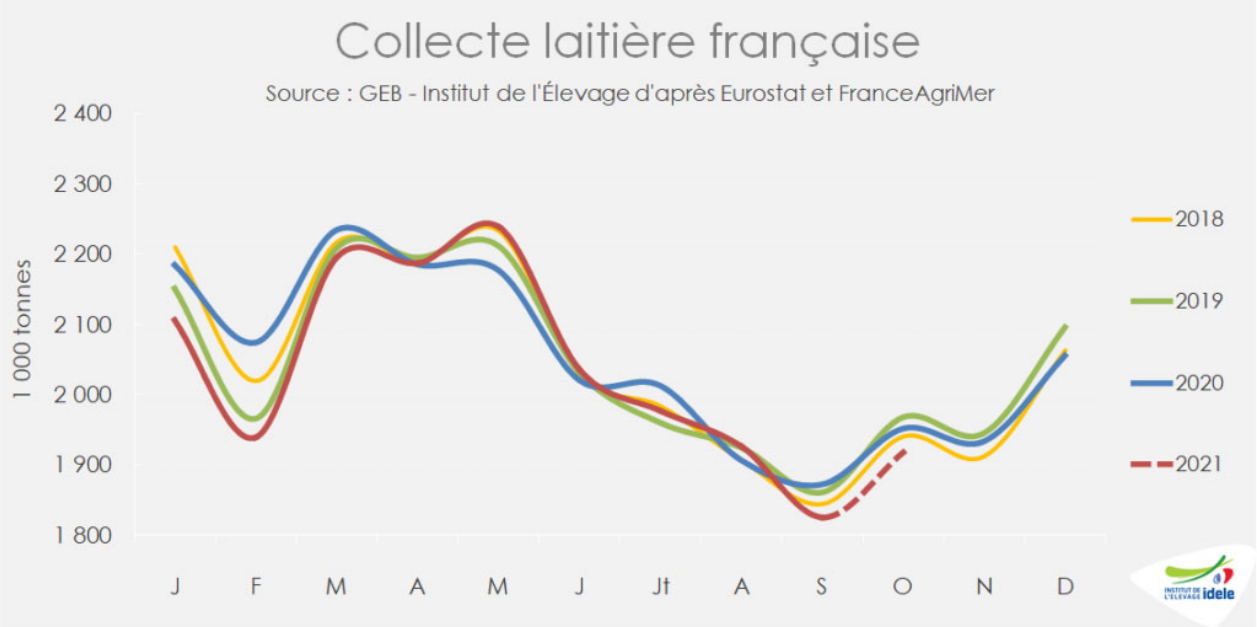
En France, la hausse des charges neutralise celle des prix

Dernière révision le 17 novembre 2021

En septembre, la collecte française a fortement décroché, et devrait rester en net recul en octobre. L'indice IPAMPA s'est de nouveau fortement apprécié, sous l'impulsion de la flambée des prix du carburant et des engrais azotés. La hausse du prix ne suffit donc pas à redresser la MILC, qui recule de nouveau d'une année sur l'autre, mais pourrait progresser en fin d'année puisque le prix du lait devrait resté soutenu.

Net décrochage de la collecte en France

En septembre, la collecte française s'est fortement repliée (-2,4% /2020) après avoir légèrement progressé en août. Il faut tout de même noter que la collecte avait été plutôt dynamique en septembre 2020 malgré la sécheresse particulièrement virulente dans le Nord et l'Est. Cette baisse relative concerne l'ensemble des régions, à l'exception de la Bourgogne-France-Comté (+1,6% /2020), notamment parce que les élevages météo sensibles en Comté dernier ont vu leur collecte progresser. Le repli est en revanche particulièrement marqué dans les Hauts-de-France (-4,5% /2020) et dans le Grand-Est (-5%), signe d'élevages globalement peu herbagers. Les livraisons reculent également en Bretagne (-2%), et en Normandie (-1,3%).

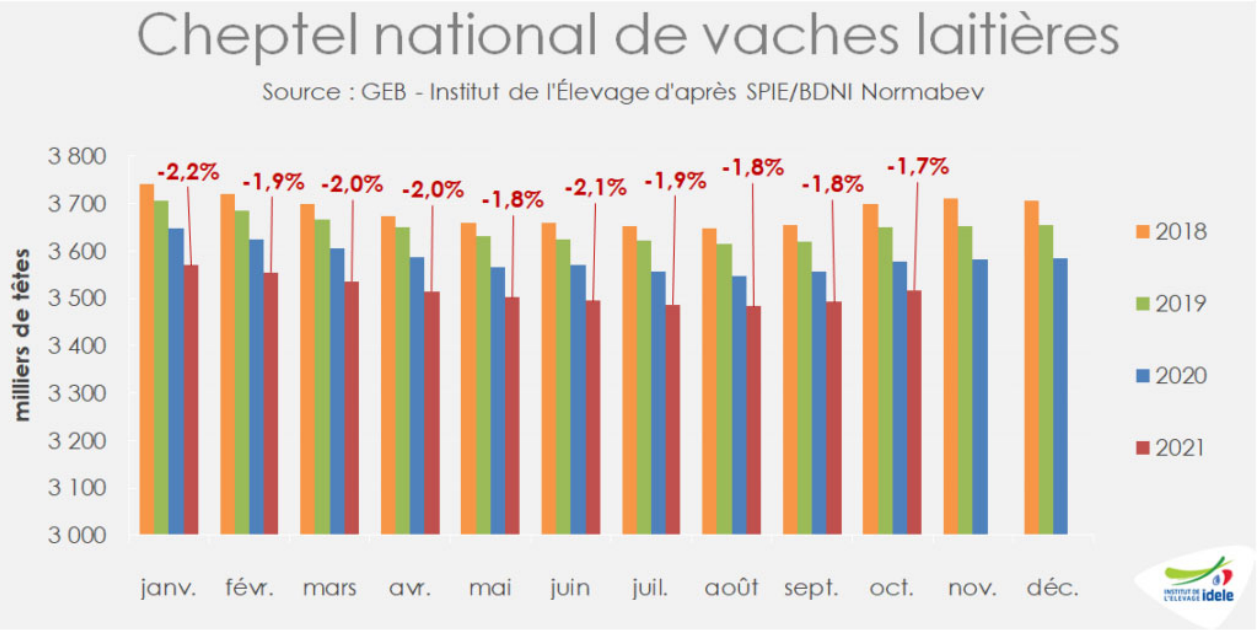


La baisse de la collecte se serait poursuivie sur octobre dans des proportions à peine moindres, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer.

Plusieurs explications peuvent être avancées pour expliquer ce repli :

Tout d'abord, le prix élevé de l'aliment (voir indice IPAMPA plus bas) pousse certainement au rationnement des concentrés. Or, la production dépend davantage des aliments azotés lorsque la pousse de l'herbe ralentit à partir de la fin d'été. Deuxièmement, les ensilages tardifs de maïs pourraient avoir poussé certains éleveurs à rationner les rations en attendant la récolte.

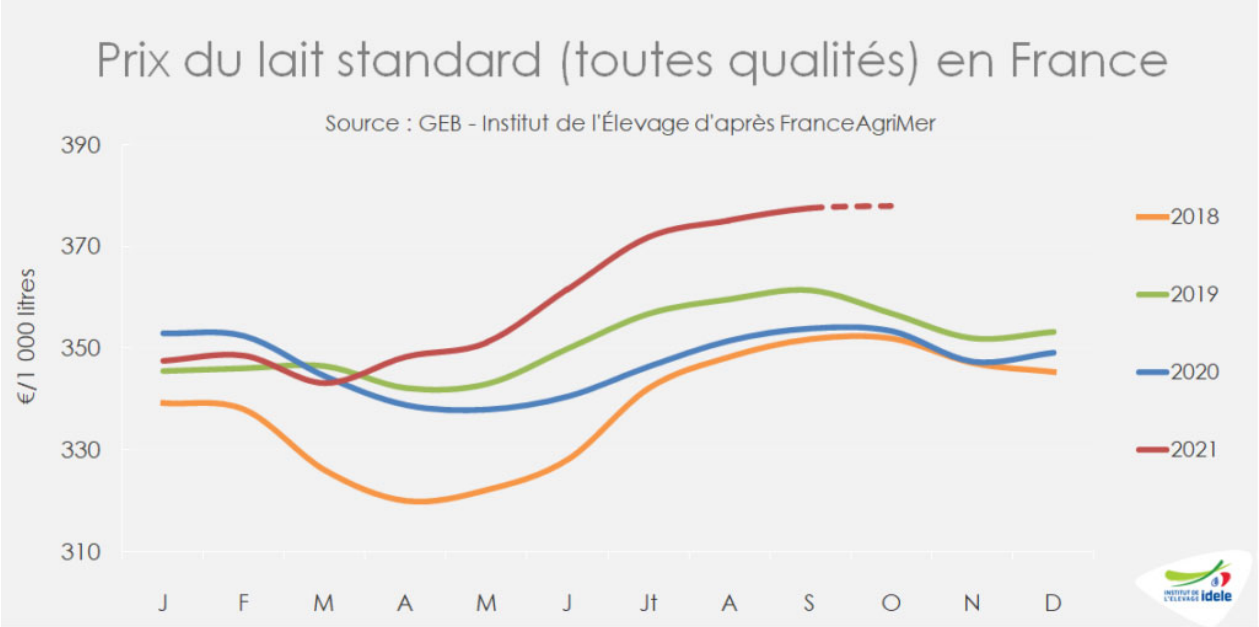
Enfin et surtout, le cheptel de vaches laitières est en recul de -1,7% /2020. Au cours de l'été, le repli du cheptel s'est toutefois légèrement réduit par rapport à 2020 (il était de -2,1% en juin), ce qui pourrait notamment être lié à la prolongation de lactations de vaches non pleines. En effet, les fortes disponibilités fourragères ont poussé les éleveurs à optimiser la valorisation des pâtures, ce qui pourrait expliquer la baisse des réformes observée ces derniers mois. L'érosion du cheptel pourrait donc s'accélérer dans les prochains mois.



Enfin, les données SPIE/BDNI indiquent un recul des vêlages depuis mai, particulièrement marqué en août. Ce repli est supérieur à l'érosion globale du cheptel de vaches laitières, et se matérialise donc par un décalage des lactations. Puisque le pic de lait intervient dans les premiers mois de lactation, le décalage des vêlages pourrait avoir contribué à ce recul de la collecte de septembre / octobre. Toutefois, le nombre de vêlages est repassé au-dessus de l'an dernier en septembre, et l'effet inverse pourrait donc se produire dans les prochains mois.

La hausse du prix du lait se poursuit en France

En France, d'après FranceAgriMer, le prix standard tous laits confondus s'est établi à 378 €/1 000 l en septembre, soit +0,6% en un mois. Il affiche une hausse de +6,7% /2020 (+24 €/1 000 l). Le prix réel tous laits a quant à lui dépassé la barre des 400 €/1 000 l, ce qui n'était plus arrivé depuis 2014. Depuis plusieurs mois, l'évolution du prix est conforme à la saisonnalité habituelle, et suit la pente de l'an dernier, mais à un niveau sensiblement supérieur. Selon l'observatoire de *l'Eleveur laitier*, les prix du lait devraient se maintenir cet automne au niveau de septembre, alors que la tendance est habituellement à la baisse à cette période.



IPAMPA : la hausse des charges neutralise celle des prix

En septembre, l'indice IPAMPA a signé un nouveau record, à 113,8 pts, soit une légère hausse d'un mois sur l'autre (+0,7%) et un bond de +10% d'une année sur l'autre.

La hausse du prix de l'aliment contribue pour environ 4 points sur les 10 points de croissance sur un an. Même s'il ne s'agit pas du poste qui a connu la plus forte progression, il est celui qui pèse le plus en absolu. Les 6 points restants de hausse se partagent équitablement entre la hausse du prix du carburant (+2 pts), celle des engrais (+2 pts) et celle des biens d'investissements (+2 pts).

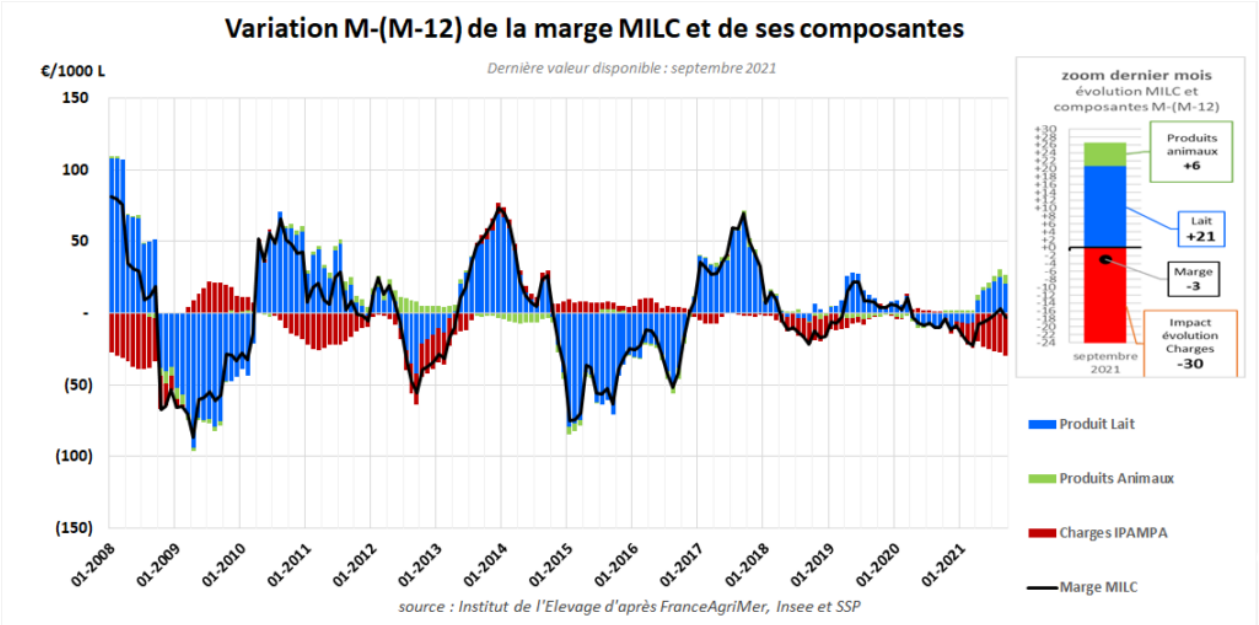
Sur un mois, la hausse de l'indice émane pour moitié de celle des engrais et amendements (+8% /août) et pour un tiers de la hausse des carburants.

MILC : La hausse des charges neutralise celle du prix du lait

En septembre 2021, la MILC s'établit à 102 €/1 000 l. D'une année sur l'autre, elle a reculé de nouveau de -3 €/ 1000 l après s'être nettement redressée cet été (+13,5 € entre juin et août 2021), grâce à la hausse des prix du lait et des vaches de réformes. La MILC a progressé entre août et septembre mais de façon inférieure à sa saisonnalité habituelle, en raison de la hausse des charges, alors que l'évolution des prix des produits est similaire à celle de l'an dernier (+0,7% d'un mois à l'autre).

Sur 12 mois glissants, la MILC s'établit à 91,3 €/1 000 l, soit bien en deçà de son niveau de l'an passé à pareille époque (-8 €/1 000 l) et sous la moyenne 2007-2019 (99 €/1 000 l).

Sous réserve d'une stabilisation des charges en fin d'année, la MILC pourrait toutefois connaître une hausse continue à partir de novembre, avec un prix du lait probablement mieux orienté que fin 2020.



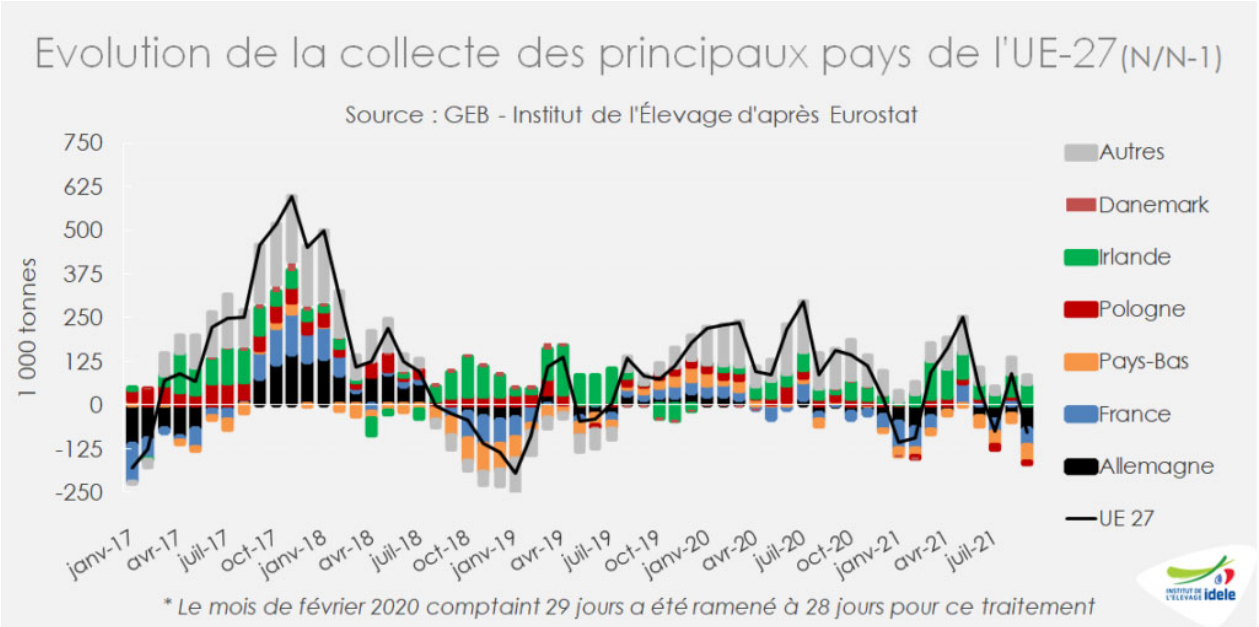
Lait de vache » Collecte laitière »

Baisse de la collecte dans l'UE-27 malgré la hausse du prix du lait

Dernière révision le 17 novembre 2021

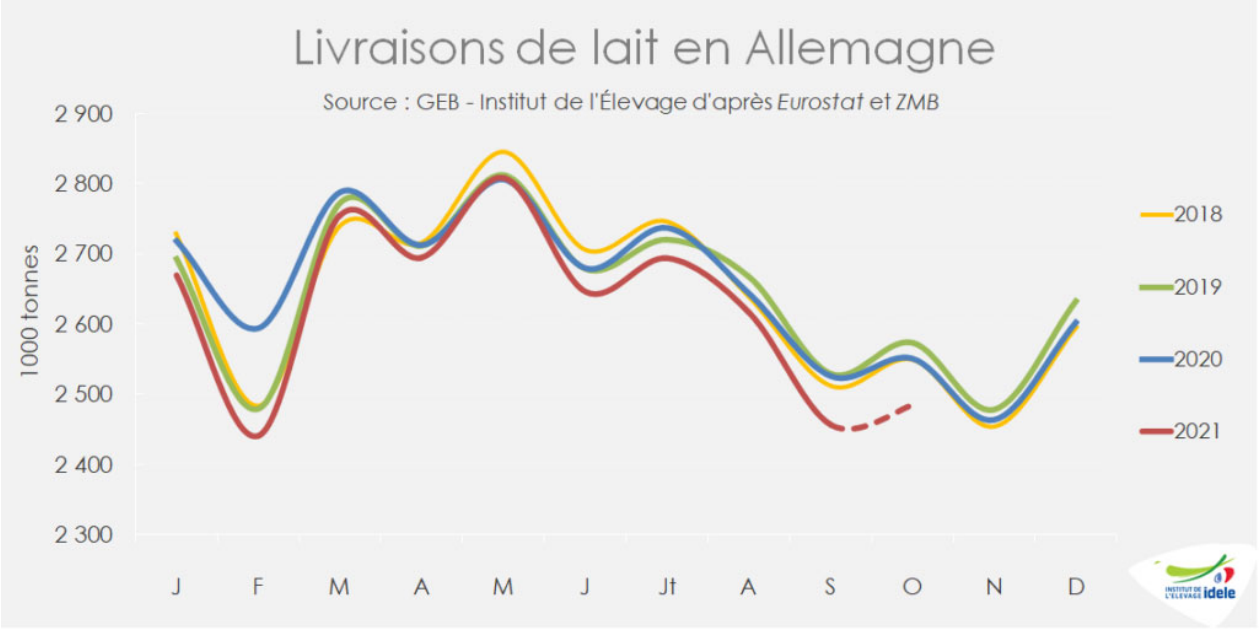
Dans l'UE-27, la collecte de lait de vache s'est contractée en septembre, en raison du repli observé chez les principaux producteurs européens que sont l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. L'effet incitatif de la hausse des prix du lait semble neutralisé par celle des charges, et la progression de la productivité laitière est insuffisante pour compenser la réduction du cheptel, particulièrement forte dans ces 3 pays. La collecte serait restée peu dynamique en octobre, mais la hausse des cours des commodités devrait se traduire par une progression des prix des prix du lait plus incitative en fin d'année.

En septembre, la collecte européenne a reculé de -0,7% /2020 après avoir faiblement progressé en août. Le décrochage des livraisons dans les 3 principaux producteurs européens (Allemagne, France et Pays-Bas) n'a pas été compensé par les croissances dynamiques en Irlande et en Italie. En cumul depuis le début de l'année, la collecte européenne demeure en légère hausse de +0,3% /2020 (effet année bissextile corrigé).



En Allemagne, baisse saisonnière prononcée

Le décrochage de la collecte européenne en septembre est d'abord lié à un recul très net de la collecte allemande (-2,8% /2020 ou -70 000 t). Il s'agit du plus faible volume livré en septembre depuis 2016.

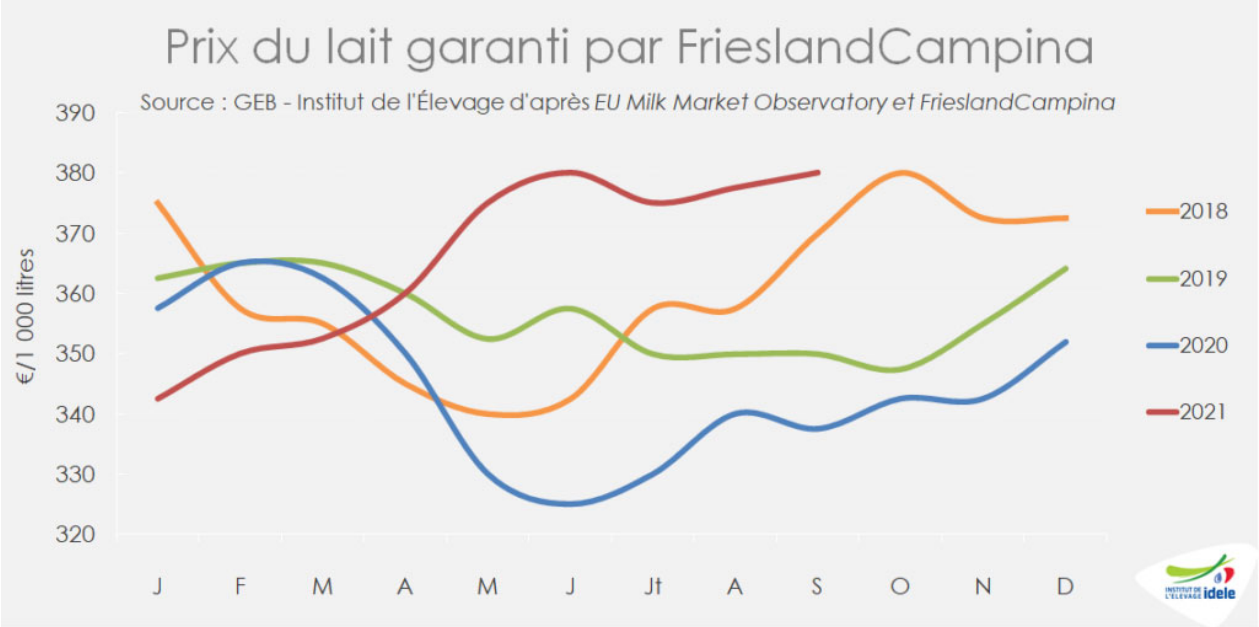


Selon les enquêtes hebdomadaires d'*AMI*, cette tendance baissière se serait poursuivie en octobre, et la collecte pourrait de nouveau reculer de 2 à 3%. Le creux de collecte étant traditionnellement plus tardif qu'en France *(autour de début novembre, le rebond apparent sur le graphique est lié au nombre de jours plus important en octobre qu'en novembre)*, les disponibilités laitières européennes restent donc limitées et soutiennent le prix du lait sur le marché spot.

Cette baisse de la collecte allemande peut paraître surprenante au regard de la nette hausse du prix d'une année sur l'autre. Le prix 32/38 s'est en effet établi à 356 €/1 000 l, en hausse de +13% / 2020. Deux raisons principales expliquent ce paradoxe : d'abord, la hausse des charges atténue l'effet incitatif à la production de cette hausse des prix. Ensuite, le cheptel de vaches laitières s'érode plus vite qu'en France, particulièrement dans les Länder de l'Est.

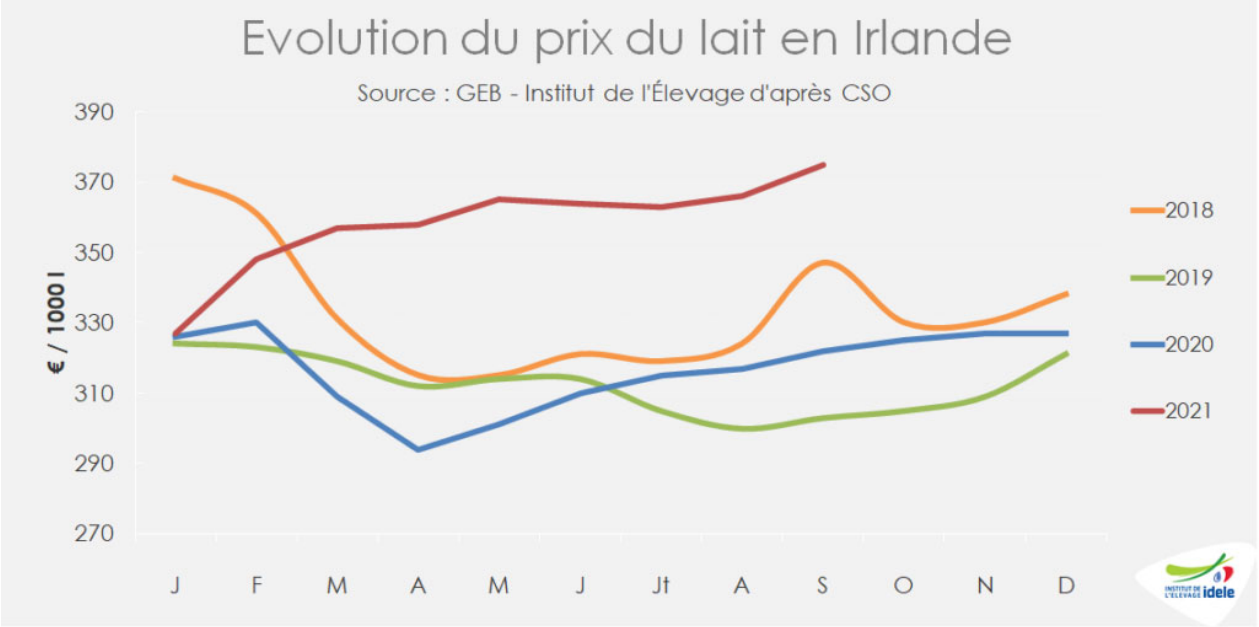
Effondrement de la collecte aux Pays-Bas

Aux **Pays-Bas**, 3ème pays laitier de l'UE-27 le recul de la collecte s'est encore accentué en septembre, de -4% /2020 (-46 000 t), soit un niveau inférieur de -7% par rapport à septembre 2017. La faible revalorisation du prix de base du lait par Friesland Campina en septembre (375 €/t) a peu incité les exploitations néerlandaises à produire, alors que celles-ci subissent de plein fouet la flambée du prix des aliments, en raison de leur faible autonomie. Friesland Campina a en revanche fortement revalorisé son prix de base en octobre (395 €/t) , puis en novembre (412 €/t) ce qui laisse entrevoir une collecte plus dynamique dans les prochains mois.



Collecte toujours croissante en Irlande et en Italie, stable en Pologne

L'Irlande poursuit sa marche en avant avec une collecte toujours dynamique (+7,4% /septembre 2020). En cumul depuis le début de l'année, la croissance des livraisons s'élève à +6%. Comme l'Irlande exporte une grande partie de son lait, son prix du lait est très connecté au cours des commodités. A 375 €/1 000 l en septembre, le prix de base du lait bénéficie de la hausse la plus forte depuis un an de tous les États membres (+53 € soit +16% /2020). Cette progression devrait se poursuivre dans les prochains mois au regard de la revalorisation du prix du lait de base payé par Glambia en octobre (+9 €/1 000 l) et de la hausse des cours mondiaux des commodités laitières.



La Pologne, 5ème producteur européen, voit sa collecte légèrement marquer le pas cette année, après avoir connu une croissance ininterrompue depuis depuis plusieurs années. Après une légère progression sur le premier semestre (+1% /2020, effet bissextile neutralisé), la collecte polonaise s'est établie au même niveau que l'an dernier au 3ème trimestre.

Enfin, la collecte italienne (4ème producteur européen) poursuit sa croissance ininterrompue depuis fin 2019. Entre janvier et août, elle a crû de +3,3% /2020, après avoir déjà connu une hausse de près de +4,7% l'an dernier.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Hausse généralisée des cours mondiaux

Dernière révision le 17 novembre 2021

Face à une production laitière ralentie dans les principaux bassins excédentaires, la demande mondiale reste particulièrement dynamique notamment tirée par la Chine. Ce déséquilibre entraine les prix des principaux ingrédients laitiers à la hausse dans un contexte d'augmentation généralisée des cours mondiaux des matières premières.

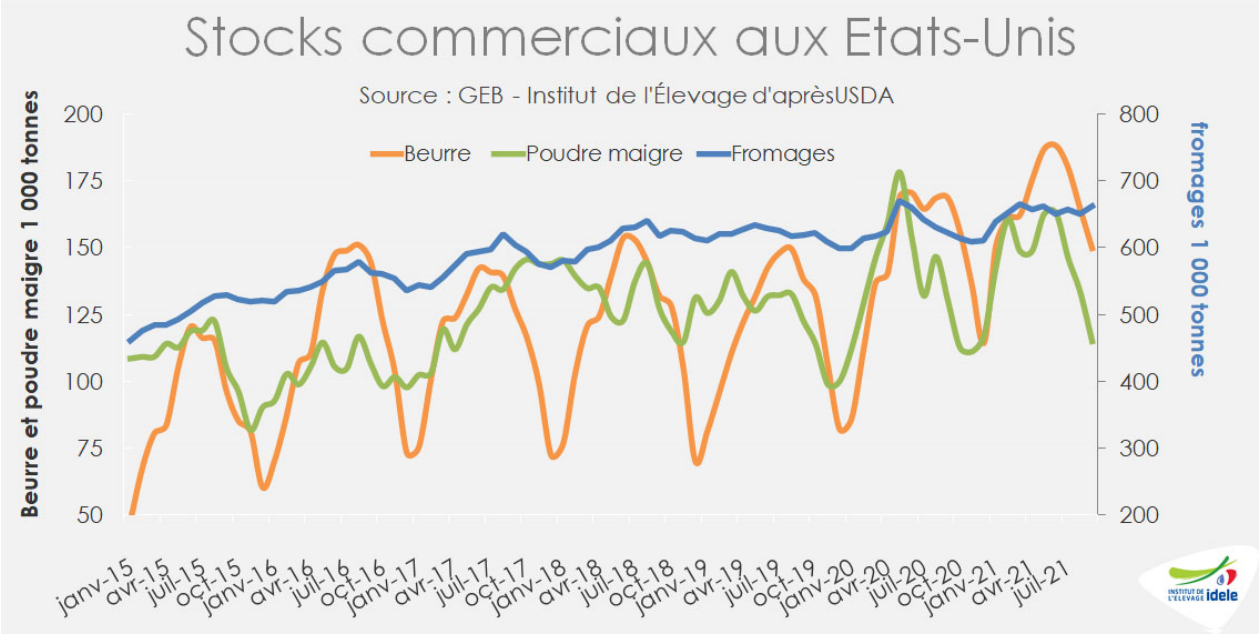
Fromages : Fabrications privilégiées

Les tendances de hausse de consommation de fromages à l'échelle mondiale restent d'actualité. Cela pousse les transformateurs à choisir d'orienter davantage l'équation laitière vers les fromages. Dans ce contexte, la production de fromages est en hausse aux USA (+155 000 t sur les neufs premiers mois de l'année/2020) et en Europe (+107 000 t sur la période janvier-août 21 /2020). Sans avoir les chiffres de production en Nouvelle-Zélande, nous pouvons supposer qu'il en est de même au vu de la hausse de +16% des exportations sur les neuf premiers mois de l'année (soit +37 000 t) et de la très forte hausse des prix du cheddar lors de la dernière enchère du Global Dairy Trade qui reviennent au plus haut depuis 2014.

Dans l'UE, la production de fromages est en hausse chez tous les pays membres sauf cinq, tirée par une forte demande intérieure. Néanmoins, selon certains opérateurs, les stocks sont quasiment inexistants. Dans ce contexte, la hausse des prix des fromages européens semble inéluctable sur les prochains mois.

Par ailleurs, la plateforme de marché à terme EEX lance ce mois-ci la publication d'indices de prix pour deux types de cheddar, du gouda et de la mozzarella, ce qui permettra à la filière d'avoir des références de prix transparentes pour ces qualités.

Aux Etats-Unis, la production de fromages au mois de septembre a surpris par son ampleur, il s'agit d'un record mensuel de production pour cette période de l'année. La dynamique export se vérifie, malgré les problèmes logistiques mondiaux, notamment vers les marchés habituels des USA comme le Mexique, le Japon et le Canada. Néanmoins, celle-ci ne suffit pas à absorber la hausse des fabrications et les stocks affichent des niveaux là aussi records pour un mois de septembre. Usuellement, les stocks baissent une fois le pic laitier passé, ce qui n'est pas le cas cette année. Les produits laitiers étant majoritairement consommés en restauration hors-domicile aux Etats-Unis, le covid-19 a peut-être limité le retour des consommateurs dans la restauration collective. Les opérateurs pensent néanmoins que la consommation intérieure devrait rebondir dans les semaines à venir avec les festivités notamment de *Thanksgiving*.



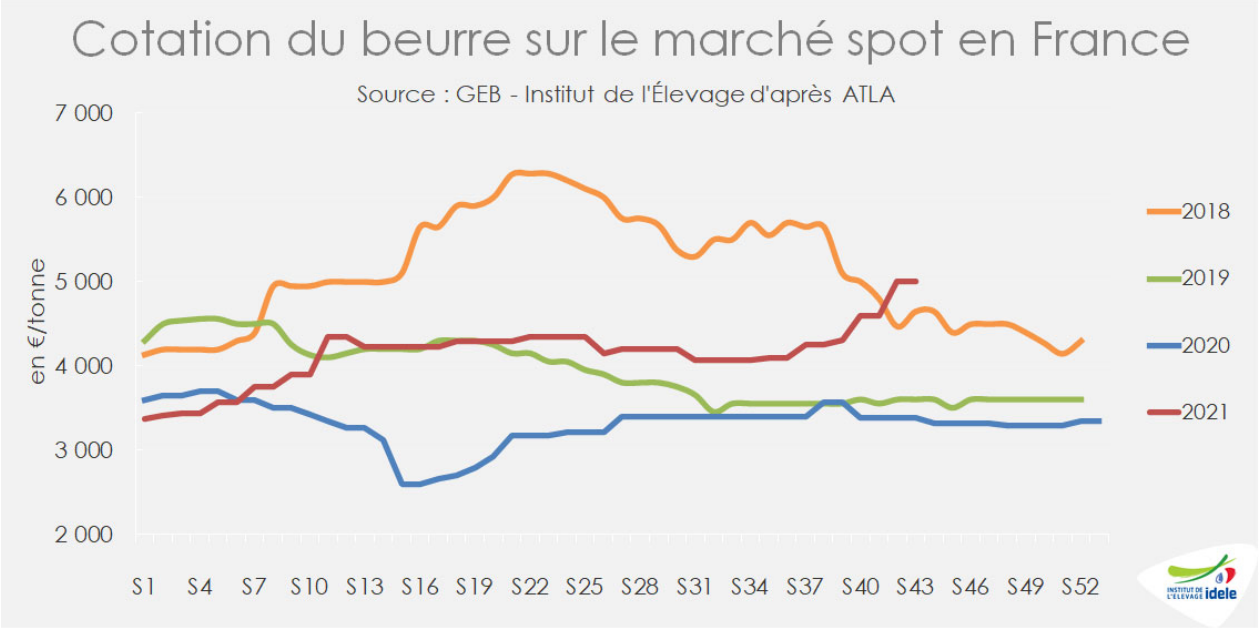
La publication de ces données de production et de stocks a entrainé à Chicago une baisse des prix du lait Class III (lait à destination de la production de fromages) qui est repassé sous ceux du Class IV (lait à destination de la fabrication du beurre et de la poudre) pour la première fois depuis janvier 2014. La rentabilité de la production de fromages pourrait se détériorer au profit des ingrédients laitiers, ce qui restera à surveiller dans les mois à venir.

Cette hausse de la production de fromages chez les principaux exportateurs dans un contexte de stabilité de la collecte laitière renforce la moindre disponibilité de lait liquide cru vers d'autres filières de transformation, notamment les ingrédients laitiers tels que le beurre et la poudre de lait écrémé.

Ingrédients laitiers : entre moindres fabrications et forte demande

Le beurre et la poudre de lait pâtissent de la moindre croissance de collecte chez les principaux exportateurs mais également de choix de transformation préférentiellement tournés vers les fromages ou la crème.

Le marché de la **matière grasse** est extrêmement tendu. Chez les principaux pays producteurs européens, il n'y a pas quasiment pas de disponibilité sur le marché spot, ce qui se traduit par une forte hausse des prix. Le cours du beurre a franchi les 4 000 €/t à la fin de l'été et s'affiche dorénavant au-dessus des 5 000 €/t. La hausse de production en Irlande permet à la production européenne de ne baisser que de -1% d'une année sur l'autre sur les huit premiers mois de 2021, mais le manque de beurre se fait fortement sentir sur le marché français et allemand. Il faut dire que les prix de la crème s'apprécient fortement sur le spot et n'incitent pas le barattage.



Aux Etats-Unis, la concurrence est importante pour la matière grasse entre les fromages et la crème qui sont orientés vers le marché domestique. Les opérateurs s'attendent à une accentuation des problèmes logistiques avec la recrudescence des cas de covid-19 en Chine comme ailleurs dans le monde et cherchent donc à privilégier le marché intérieur. Dans ce contexte, les stocks de beurre, records au mois de juin dernier, ont fortement baissé au mois de septembre. Les opérateurs ne s'attendaient pas à une telle consommation en un mois.

Sur la poudre de lait écrémé, en Allemagne, premier producteur européen, les fabrications sont en recul de près de 11% sur les neuf premiers mois de l'année, soit -34 000 t. En France, la baisse est plus modeste (-1,2% et environ 3 000 t). Quant à la Pologne, les fabrications ont reculé de -7% et -9 300 t. Ces pertes ne sont pas compensées par la hausse en Irlande de près de 15% (+16 400 t) et celle des Pays-Bas (+34% et 16 700 t). Ainsi, dans l'UE-27, la production de poudre maigre a baissé de -26 000 tonnes depuis le début de l'année, soit -2,4% sur les huit premiers mois. Les volumes ont principalement chuté en début d'année 2021.

Les exportations européennes de poudre maigre sont demeurées globalement stables sur huit mois, mais avec une forte augmentation des volumes vers la Chine au détriment du marché historique de l'Algérie.

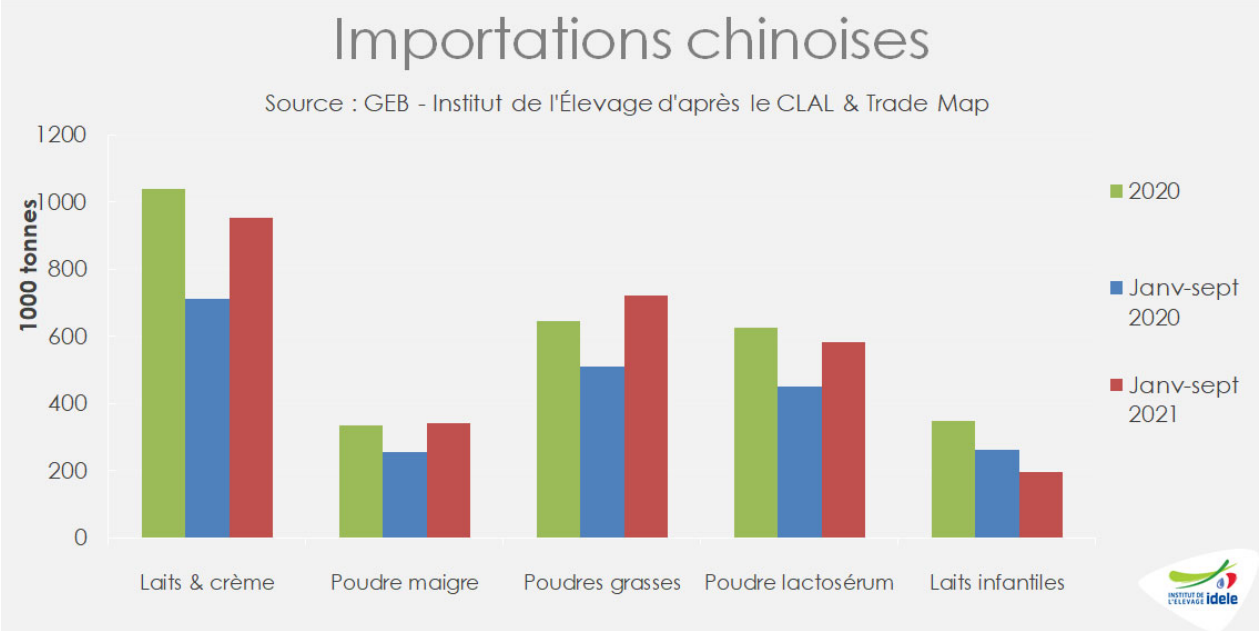
Les fabrications de poudre de lait écrémé devraient également être en baisse en Nouvelle-Zélande au vu de la contraction des exportations sur 9 mois(-8% /2020) combinée à une forte hausse des prix lors de la dernière enchère du GDT (au plus haut depuis sept ans).

Du côté des USA, la production commence à se replier par rapport à l'an dernier (-11 000 t sur janvier-septembre) après un fort démarrage en début d'année 2021. Les Etats-Unis profitent de la moindre présence de l'UE-27, la Nouvelle-Zélande et l'Australie à l'export pour gagner des parts de marchés. Il faut dire que l'origine US reste la moins chère encore pour le moment. Cependant, dans le même temps, la consommation intérieure a baissé et les stocks de de poudre maigre avaient retrouvé en septembre leur niveau de l'an dernier, après avoir fortement baissé depuis le mois d'août. L'excédent laitier découlant du pic saisonnier pourrait donc être en train de disparaitre.

En résumé, la hausse des cours de la poudre de lait écrémé est liée à une moindre offre d'une part et une forte demande, notamment de la Chinedont les importations ont bondi de +34% /2020 à +342 000 t sur neuf mois. Pour le reste de la demande internationale, globalement les principaux importateurs ont réduit leur besoin face à la forte hausse des prix mondiaux. Ceci pourra être un premier frein à la poursuite de la hausse sauf forte dégradation de la production. Le deuxième frein pourrait être la demande chinoise.

Quid de la demande chinoise ?

L'ampleur des importations chinoises de produits laitiers depuis le début de l'année ont une nouvelle fois surpris les opérateurs. Une partie de la hausse des cours actuelle est notamment due à cette forte demande chinoisecar la consommation de l'empire du Milieu cache par ailleurs de moindres velléités d'achats de la part d'autres pays importateurs.



La tendance haussière actuelle est donc en partie soumise aux futurs achats asiatiques. De nombreux signaux alertent sur un possible retrait de la Chine à court terme notamment des chiffres d'imports au mois de septembre moins conséquents qu'attendus.

Par ailleurs, le marché chinois se referme au fur et à mesure que les cas de covid-19 augmentent avec des activités portuaires à l'arrêt.

L'évolution des cours des ingrédients laitiers dépendra donc de l'évolution des flux de produits laitiers vers la Chine et de celle de la collecte de lait chez les principaux exportateurs.

Apports restreints et cours en hausse

Dernière révision le 17 novembre 2021

Les disponibilités sont toujours limitées sur le marché intérieur français. D'un côté, les importations françaises de viande ovine restent faibles, du fait principalement d'un manque d'approvisionnements en provenance du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande.

De l'autre les sorties d'agneaux des élevages français sont réduites malgré des importations d'agneaux vifs plutôt élevées qui n'ont fait que contrebalancer des exportations toutes aussi importantes.

Viande ovine » France »

Le manque d'offre soutient la cotation

Dernière révision le 17 novembre 2021

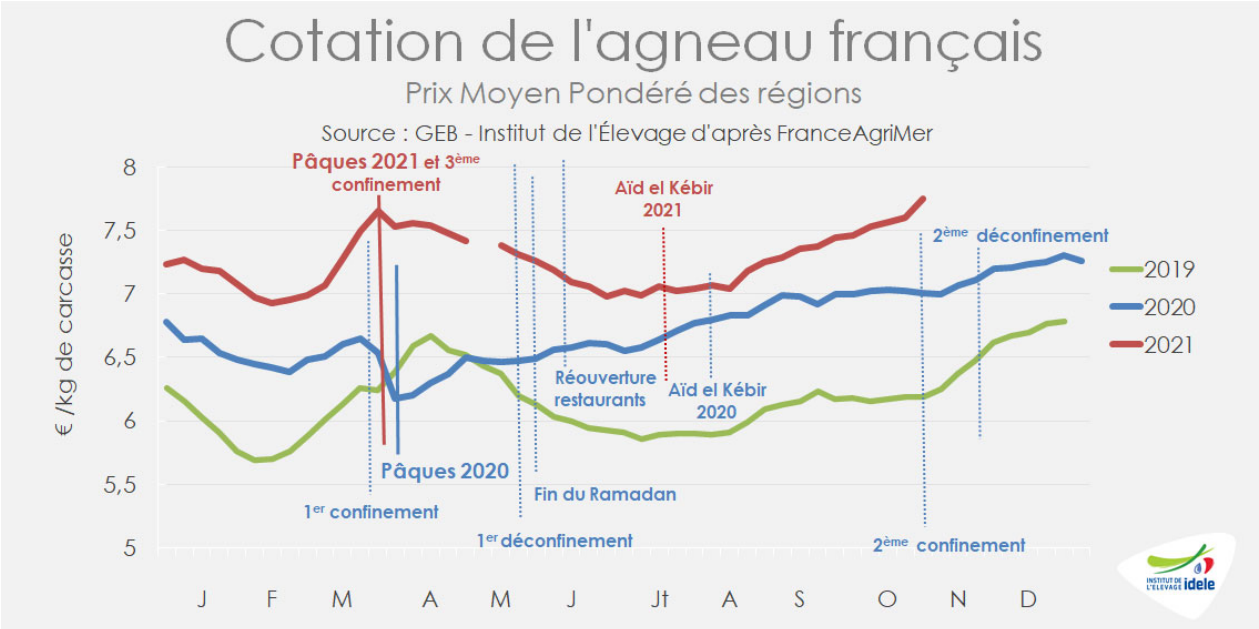
L'alourdissement des carcasses a permis une légère hausse de la production abattue de viande ovine en septembre, malgré des effectifs en recul. Les importations de viande ovine ont toutefois poursuivi leur tendance à la baisse, alors même que les exportations étaient par ailleurs dynamiques, limitant d'autant plus le disponible dans l'Hexagone.

La cotation française continue de croître

A 7,75 €/kg en semaine 44 (se terminant le 7 novembre), la **cotation** française a poursuivi une hausse saisonnière très prononcée, débutée fin juin. L'écart était alors de +0,74 € /2020 et +1,56 € /2019.

L'offre, toujours réduite, contribue à accentuer la hausse saisonnière des cours. Les abattages français étaient en légère hausse en septembre, mais les importations de viande ovine sont demeurées faibles tandis que les exportations étaient dynamiques.

Les cours sont certes historiquement élevés, mais dans le même temps la flambée des prix des intrants impacte les coûts de production. **L'IPAMPA** ovin viande continue son inexorable hausse. En septembre 2021, il atteignait 114,4 points (+10,2 points /2020).



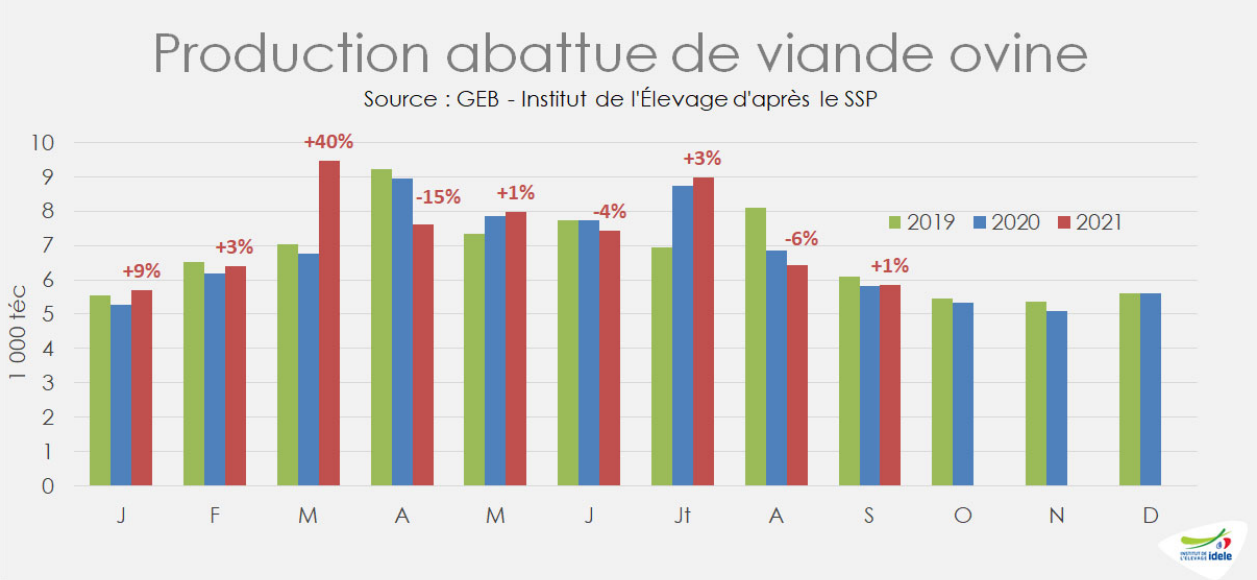
Une production abattue en légère hausse en septembre

En septembre 2021, la **production abattue** était de 5 900 téc, en hausse de +1% /2020, malgré une baisse des effectifs d'agneaux abattus (-1%) et une légère hausse des réformes (+1%). L'alourdissement des carcasses des agneaux (+1%) comme des réformes (+2%) explique cette augmentation des volumes abattus.

En effet, les sorties d'agneaux des élevages français étaient en léger recul d'une année sur l'autre en septembre (-1%) et la hausse des importations d'agneaux vivants (+4 300 têtes) a été presque totalement contrebalancée par l'augmentation conjointe des envois (+ 3 800 têtes).

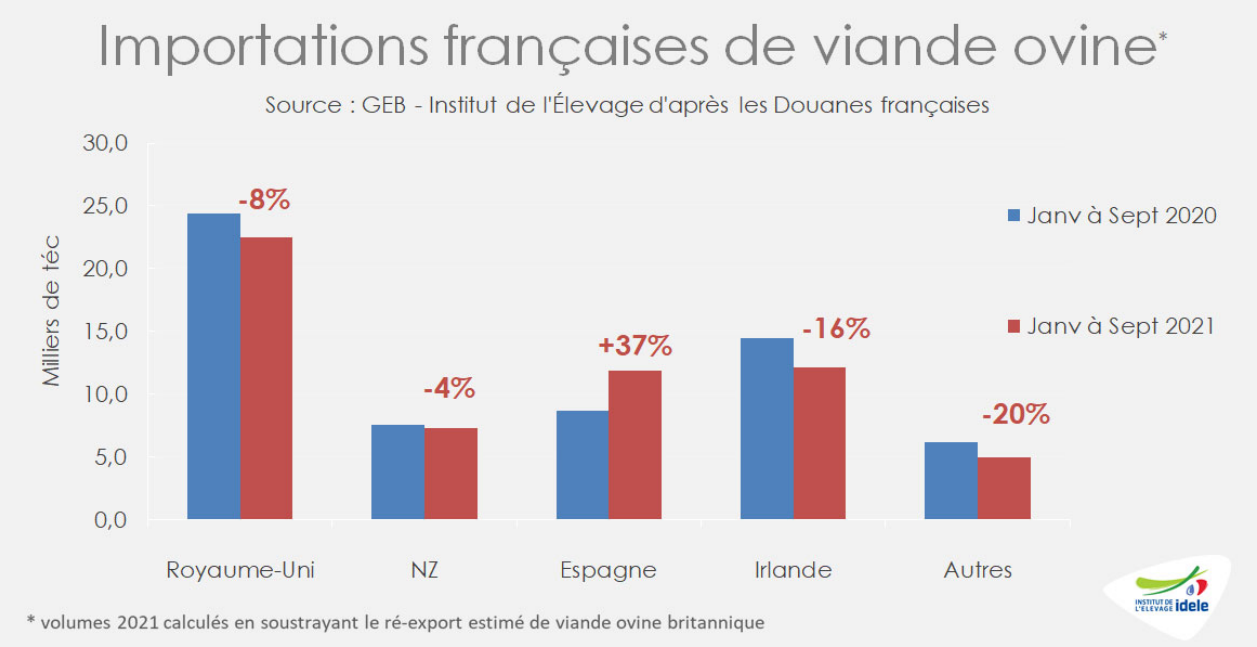
Sur les 9 premiers mois de 2021, les abattages d'ovins ont atteint 65 800 téc, en hausse de +3% /2020 et de +2% /2019.

Les sorties des agneaux des élevages français seraient restées en-deçà de leur niveau des années précédentes pour le reste de l'automne, selon les opérateurs.



Les importations de viande ovine restent amoindries

En septembre, les **importations** de viande ovine destinées au marché français ont poursuivi leur repli d'une année sur l'autre (-7% /2020, à 6 500 téc), toutefois moins prononcé que les mois précédents. Les achats en provenance d'Irlande ont légèrement augmenté, pour la première fois depuis le début d'année : +1%, à 1 700 téc. Les importations de viande d'Espagne sont reparties à la hausse (+3% /2020), alors que la tendance est restée baissière en provenance du Royaume-Uni (-6%) et de Nouvelle-Zélande (-6%). Sur 9 mois, les importations de viande ovine s'élevaient à 58 200 téc, soit -4% /2020 et -14% /2019. Les faibles volumes de viande importée font grimper leur prix d'achat.



Sur 9 mois, la **consommation calculée par bilan**, estimée à 118 000 téc, accuse une légère baisse d'une année sur l'autre, de -1,7%, mais une chute de -7% /2019. Le disponible de viande ovine sur le marché français demeure historiquement faible et donc préoccupant sur l'évolution de la demande intérieure.

Viande ovine » UE et monde »

Disponibilités limitées et flux entravés

Dernière révision le 17 novembre 2021

Les difficultés logistiques liées à la pandémie de Covid-19 persistent et perturbent fortement les flux mondiaux. Les envois néozélandais sont particulièrement impactés, notamment par le manque de conteneurs, alors même que la demande européenne s'est récemment réanimée à l'approche des fêtes de fin d'année. Cela tend davantage le commerce mondial de la viande ovine et, dans un contexte d'approvisionnements déjà restreint, embrase les prix.

Royaume-Uni : abattages réduits et prix soutenus

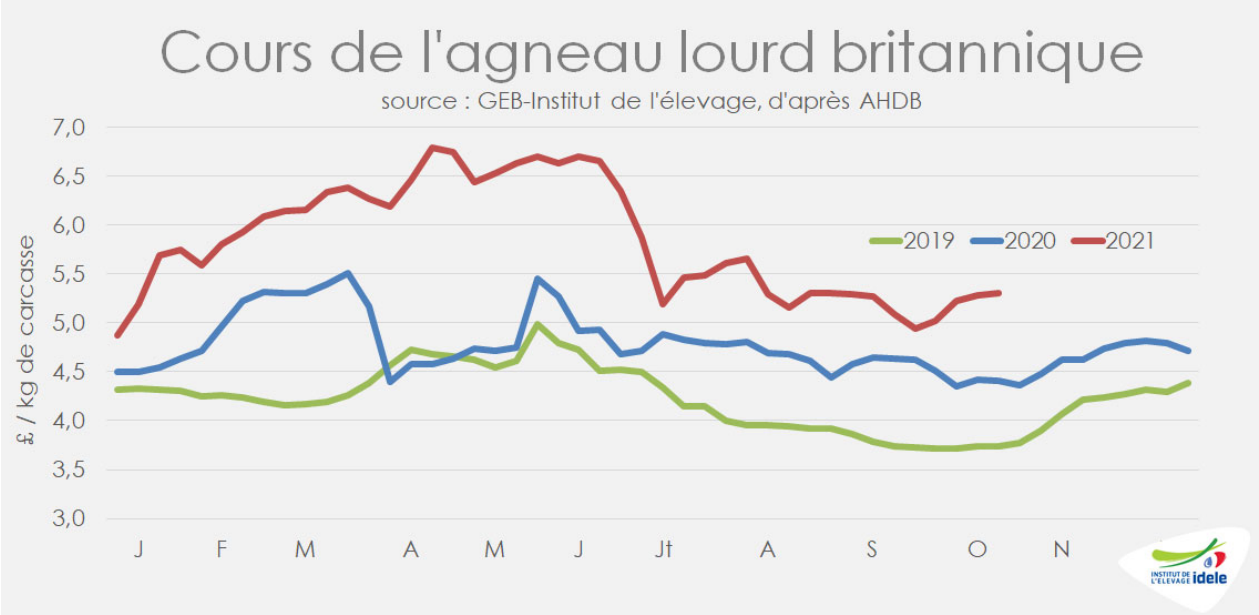
Les services statistiques du gouvernement écossais ont récemment annoncé une hausse du nombre d'agneaux en Écosse, de +1% /juin 2020 à 3,35 millions de têtes. A l'échelle du Royaume-Uni, cette évolution atténue légèrement la baisse des effectifs d'ovins en Angleterre de -4% /juin 2020.

La **cotation** britannique a continué de se déprécier en octobre pour atteindre 5,30 £/kg en semaine 43, soit+ 0,89 £ /2020 et +1,56 £ /2019. Malgré cette baisse saisonnière, les prix relativement élevés de l'agneau découlent d'approvisionnements limités.

Les **abattages** britanniques étaient toujours en repli d'une année sur l'autre en septembre (-15% / 2020, à 23 000 t) et la légère hausse des importations de viande ovine en juillet et août, grâce aux exportations néozélandaises, n'a pas permis de contrebalancer cette tendance.

Sur 8 mois, les **envois** britanniques de viande ovine ont chuté de -25% d'une année sur l'autre en volume et de -6% en valeur, selon HMRC.

Après l'Australie, le Royaume-Uni a conclu le 20 octobre dernier un **accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande**, qui prévoit l'élimination sur 15 ans des droits de douanes qui s'appliquent à l'agneau.

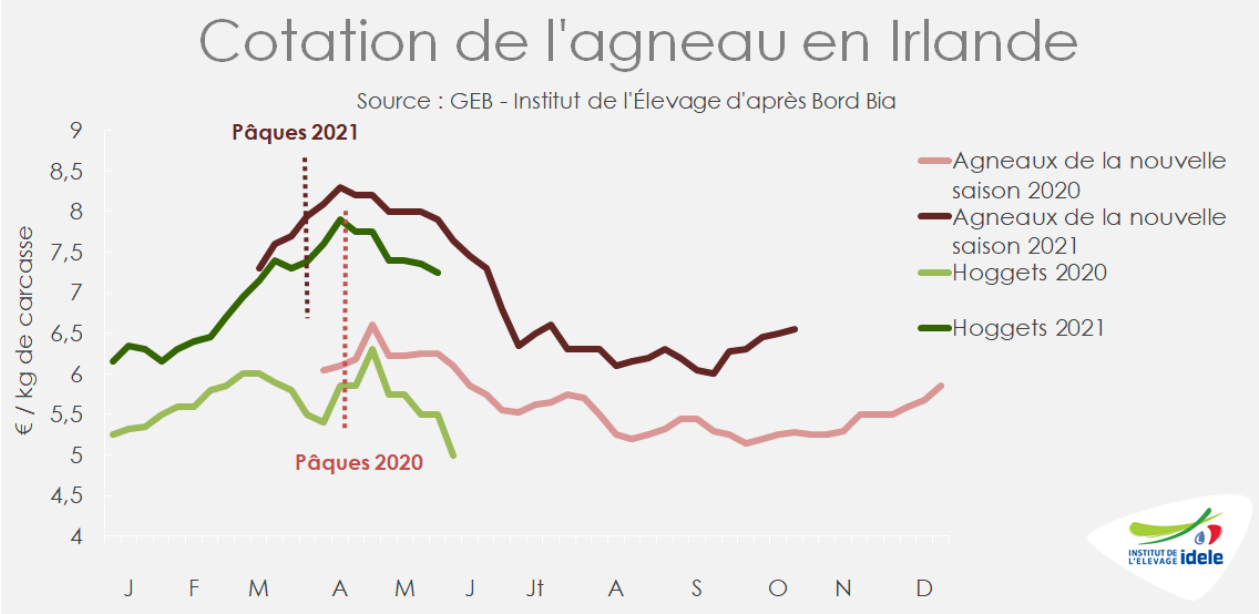


Irlande : des opportunités pour les fêtes de fin d'année

La **cotation** de l'agneau lourd irlandais a poursuivi sa hausse saisonnière en semaine 43 (se terminant le 31 octobre), à des niveaux toujours très élevés : 6,55 €/kg, soit +1,27 € /2020 et +2,03 € /2019 !

En septembre Les **abattages** ont égalé le niveau élevé de l'an dernier, et nettement dépassé les effectifs de 2019 (+16%). Les exportations ont ainsi nettement repris et, pour la première fois, progressé d'une année sur l'autre (+4% /sept. 2020), signe d'une douce reprise du commerce international pour l'Irlande.

A l'approche de Noël, Les **expéditions** pourraient s'intensifier vers le Royaume-Uni, si la Nouvelle-Zélande est dans l'incapacité d'honorer ses clients britanniques en raison de la pénurie de containers. Selon *AHDB*, seuls trois cargos contre six d'ordinaire ont été affrétés pour les fêtes de Noël, dont l'un arrivera avec du retard.



Espagne : un déficit en Europe qui stimule les envois espagnols

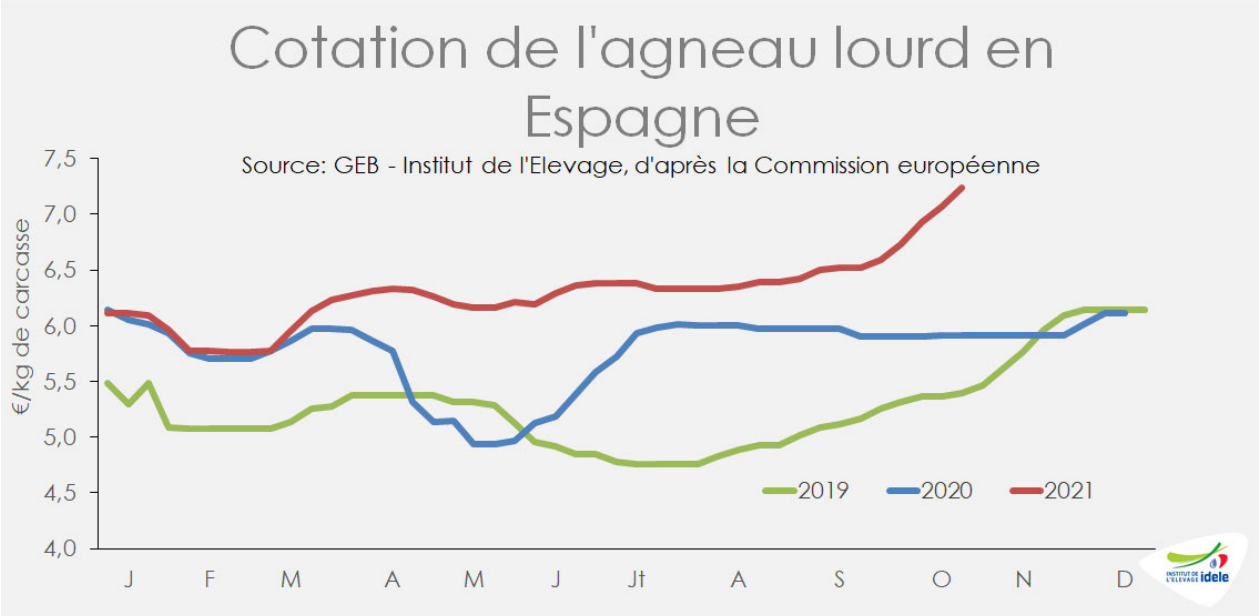
En Espagne, la cotation espagnole ne cesse de croître depuis fin août, atteignant 7,24 €/kg en semaine 43 ! La forte demande sur le marché extérieur soutient les prix de l'agneau.

L'offre espagnole atteint son creux saisonnier et tant que celle-ci restera à de bas niveaux, les prix continueront de grimper de façon traditionnelle. Jusqu'en août au moins (données les plus récentes), les abattages étaient plus élevés que les années précédentes.

La **production** abattue sur 8 mois a augmenté de +6% /2020. Les achats d'agneau par les Espagnols resteraient à de faibles niveaux, en raison de la cherté de la viande.

En revanche, les **exportations** de viande ovine ovine restent quant à elles dynamiques, notamment vers l'Allemagne. Les volumes exportés ont bondi de +32% sur 8 mois comparé aux niveaux 2020 et 2019.

Les envois d'ovins vifs espagnols sont quant à eux moindres qu'en 2020, -6% d'agneaux vivants exportés sur 8 mois, même s'ils se sont redressés en août (x 3/2020).

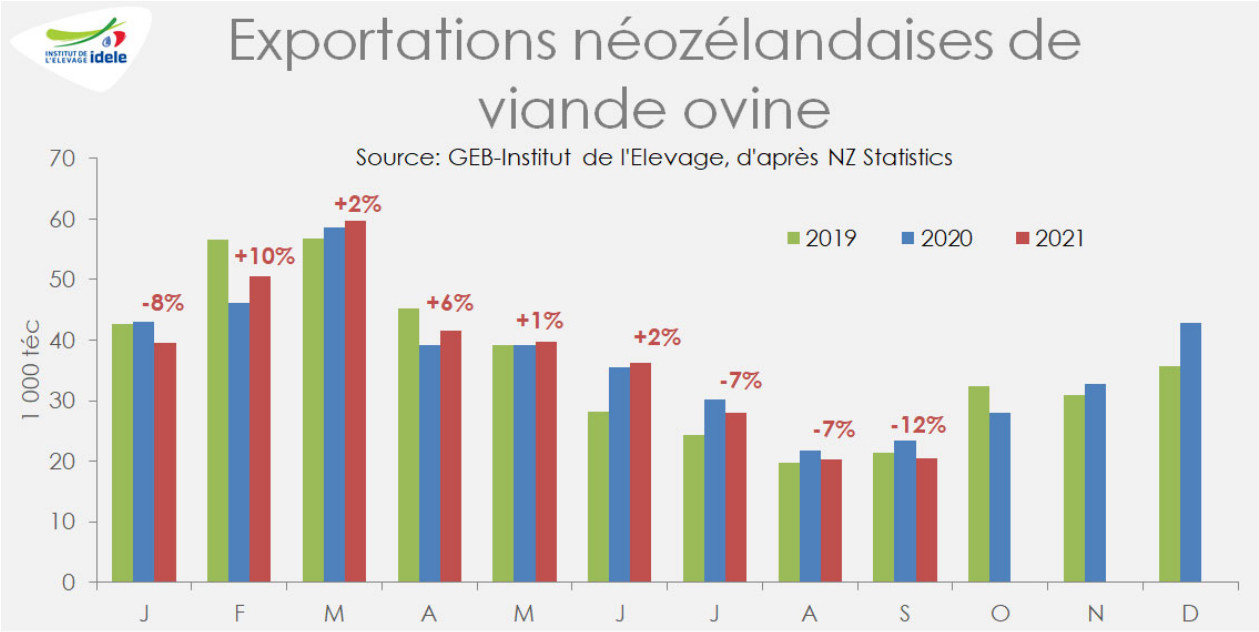


Nouvelle-Zélande : des envois contraints par des difficultés logistiques

En Nouvelle-Zélande, en septembre, **les abattages** d'agneaux étaient stables d'une année sur l'autre, et ceux de réformes ont baissé de -1% /2020. Au total, la production abattue a diminué de -1% /2020, à 25 200 téc. De janvier à septembre, la production cumulée a reculé de -2% /2020 : la hausse des réformes (+3%) n'a pas permis de contrebalancer la réduction du nombre d'agneaux abattus (-5%).

Les **exportations** ont conjointement baissé de -12% en septembre, principalement vers le Royaume-Uni (-53%) et l'Allemagne (-76%), tandis que les envois vers la Chine (+5% /2020) et les USA (+9%) sont restés en hausse. Sur 9 mois, les envois néozélandais de viande ovine sont stables comparé à l'an passé.

Malgré de bonnes commandes pour les fêtes de fin d'année, les envois pour l'Europe au départ de la Nouvelle-Zélande sont freinés par la pénurie de conteneurs.

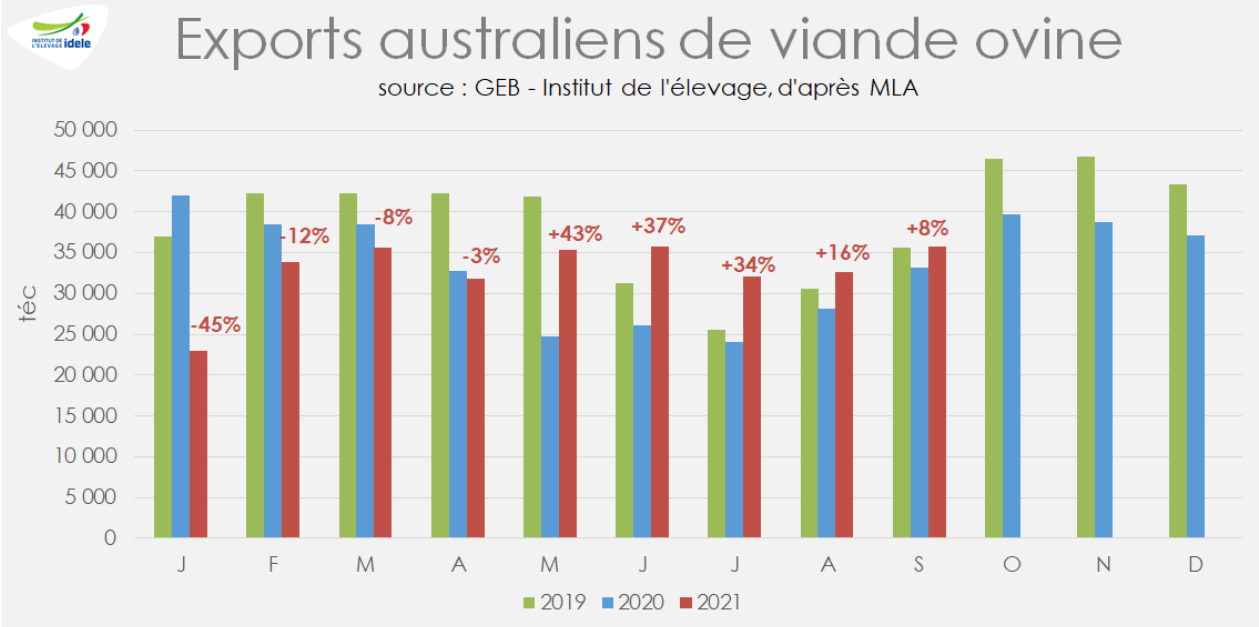


Australie : des perspectives positives pour 2021-2022

Selon un rapport récent de *MLA*, la récente reprise économique aux États-Unis et au Moyen-Orient serait propice à un regain de la demande pour la viande d'agneau australienne, et soutiendrait la cotation. En revanche, le **cours** des réformes devrait légèrement baisser compte-tenu d'un affaiblissement de la demande chinoise, lié à la hausse de la production porcine en Chine. Les exportations australiennes d'ovins vivants devraient elles aussi augmenter, conjointement à la croissance économique au Moyen-Orient.

Les conditions saisonnières favorables dans les États de l'Est devraient encourager les éleveurs à continuer de **reconstituer** leurs troupeaux. L'offre australienne en viande ovine devrait donc y rester modérée.

Sur la saison en cours 2021-2022, **les abattages** d'agneaux devraient toutefois croître de +3% et les réformes rebondir de +13%. L'alourdissement des poids de carcasse pourrait conduire à un rebond de la production abattue, de +8% /2020-21. Les exportations de viande ovine sont aussi prévues à la hausse, de +6% /2020-21.


Exports australiens de viande ovine
source : GEB - Institut de l'élevage, d'après MLA
téc
50 000
45 000
40 000
35 000
30 000
25 000
20 000
15 000
10 000
5 000
0
-45%
-12%
-8%
-3%
+43%
+37%
+34%
+16%
+8%
J
F
M
A
M
J
J
A
S
O
N
D
2019
2020
2021

Des fabrications fromagères limitées par les disponibilités

Dernière révision le 17 novembre 2021

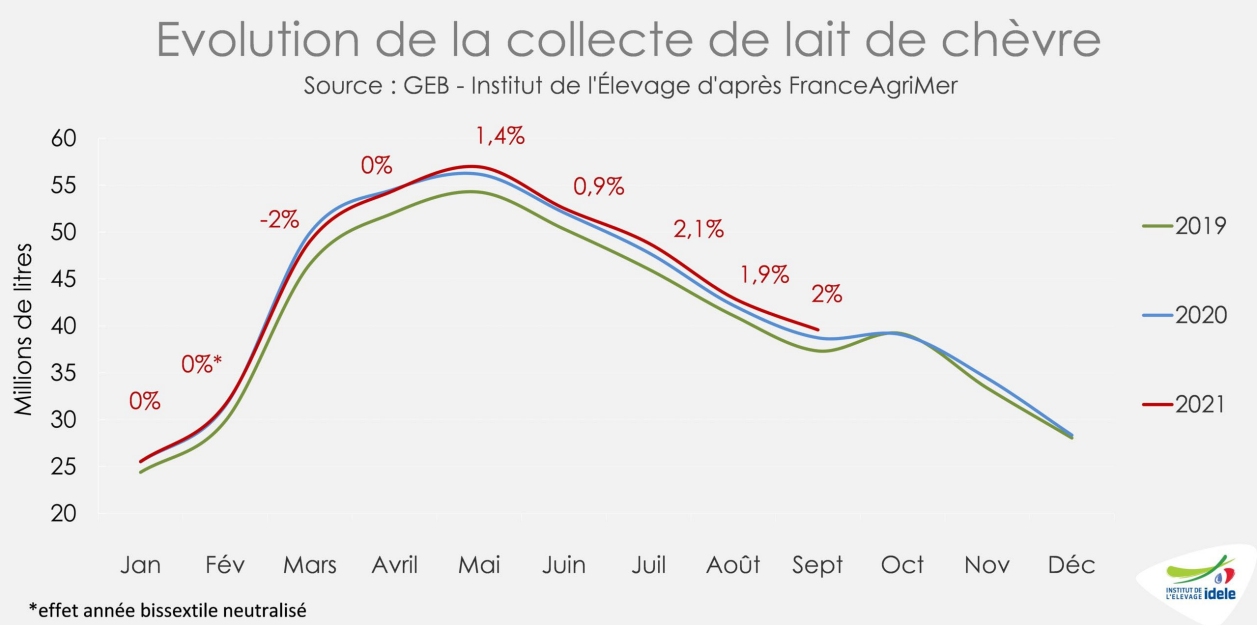
Les transformateurs ont limité leurs importations de produits de report caprins, face à une collecte nationale relancée. Dans ce contexte, l'approvisionnement industriel est resté limité, ce qui s'est répercuté sur les fabrications de fromages.

Sursaut de la collecte estivale et des fabrications

Dernière révision le 17 novembre 2021

La collecte nationale de lait de chèvre a progressé au 3ème trimestre, après un début d'année morose. Cette évolution a préservé les fabrications industrielles de fromages au lait de chèvre qui, malgré l'effondrement des importations, ont enregistré un sursaut en août et septembre.

La collecte estivale comble le retard accumulé au 1er semestre

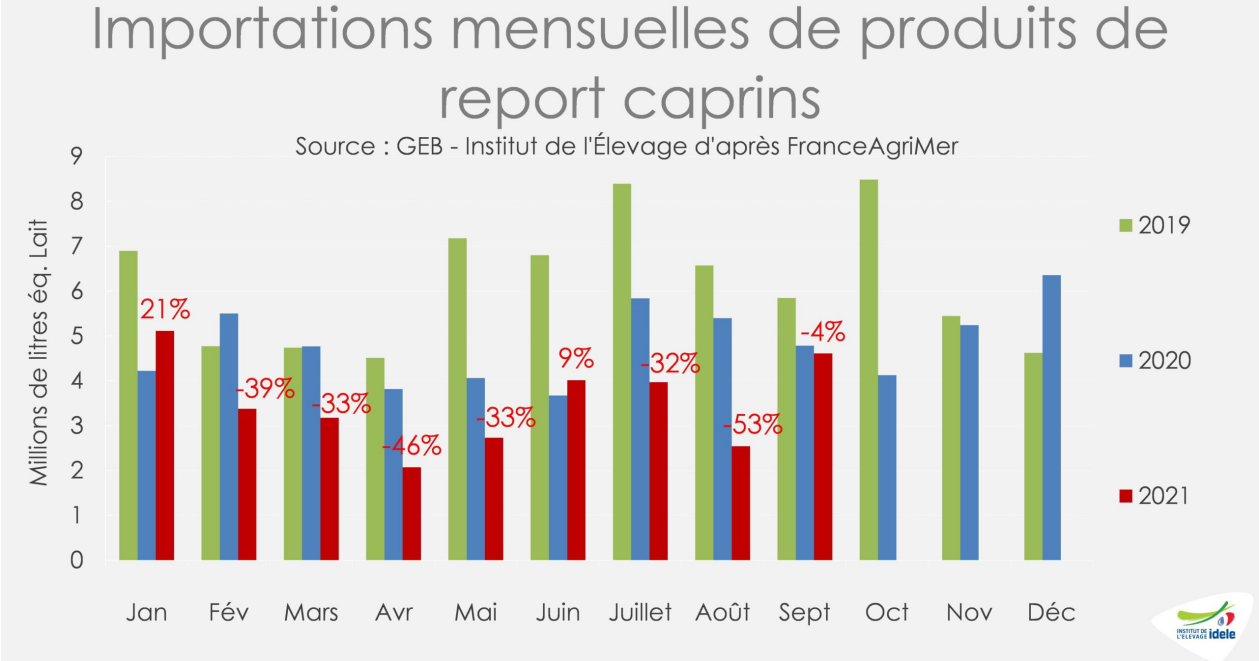


Avec un peu moins de 40 millions de litres livrés en août (+2% /2020), la collecte française poursuit sa baisse saisonnière, avant le rebond attendu en octobre. Au total, le cumul annuel s'établit à un peu plus de 401 millions de litres collectés, soit +1% par rapport au niveau atteint en 2020 (après neutralisation de l'effet année bissextile).

Après un démarrage laborieux au 1er trimestre (-1% /2020), imputable aux fourrages récoltés à l'automne de qualité médiocre et aux épisodes de froid intense qu'a connu la France pendant l'hiver (qui ont freiné les performances zootechniques des chèvres), la collecte s'est enfin redressée au printemps (+1% au 2ème trimestre) et continue sur cette belle lancée (+2% au 3ème trimestre). En effet, les températures clémentes de l'été, ainsi que l'incorporation des bons fourrages récoltés au printemps ont favorisé la production laitière.

La bonne maîtrise des lactations longues et le démarrage, plutôt encourageant, des lactations des troupeaux dessaisonnés devraient permettre de voir la collecte française progresser encore au dernier trimestre.

Les importations toujours réduites



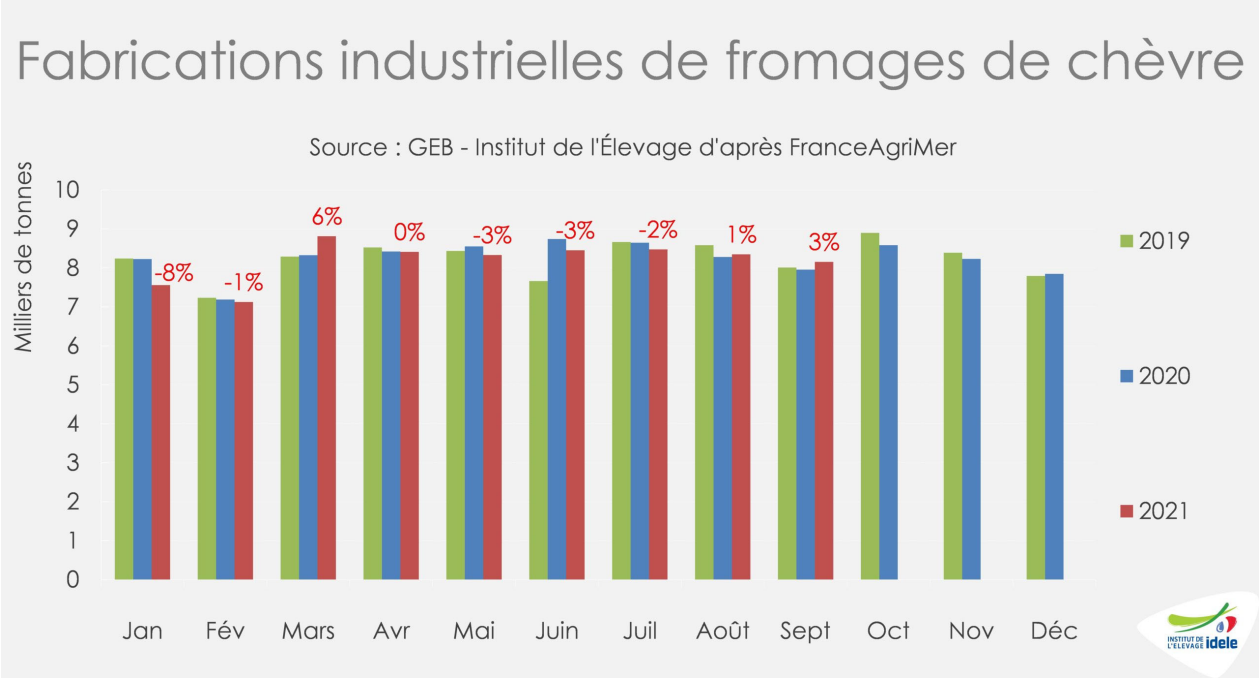
Avec 27 millions de litres, le volume cumulé des importations de produits de report caprins au 3ème trimestre accuse une chute de -25% d'une année sur l'autre (et -43% /2019).

En effet, alors qu'elles avaient bondi de +9% au mois de juin, les importations se sont à nouveau effondrées en juillet et août (-32% /2020 et -53% respectivement). Elles ont ensuite évolué moins défavorablement en septembre (-4%), avec 4,6 millions de litres importés.

Les importations de lait ne devraient pas remonter aux niveaux d'avant la crise sanitaire. Les transformateurs français privilégient désormais la ressource laitière française, considérant de plus en plus le lait importé comme une variable d'ajustement de l'approvisionnement.

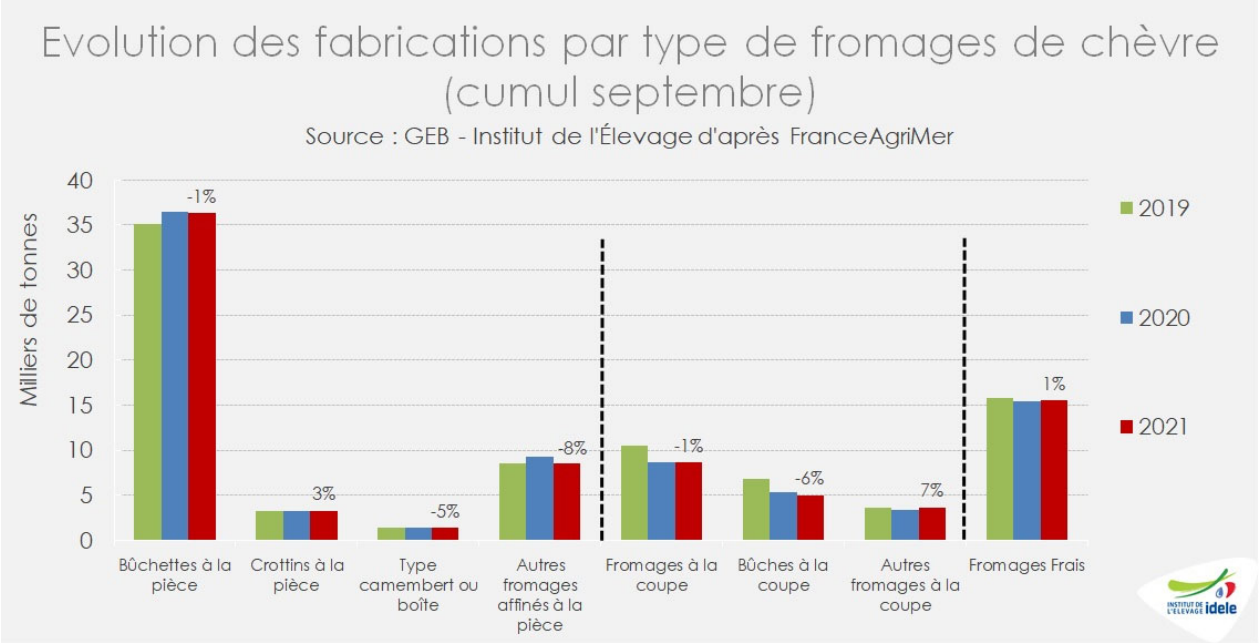
Avec un peu plus de 433 millions de litres cumulés depuis le début de l'année, l'approvisionnement total des transformateurs français (collecte et importations) a reculé de 7,4 millions de litres (soit -2% /2020).

Sursaut des fabrications fromagères au 3ème trimestre



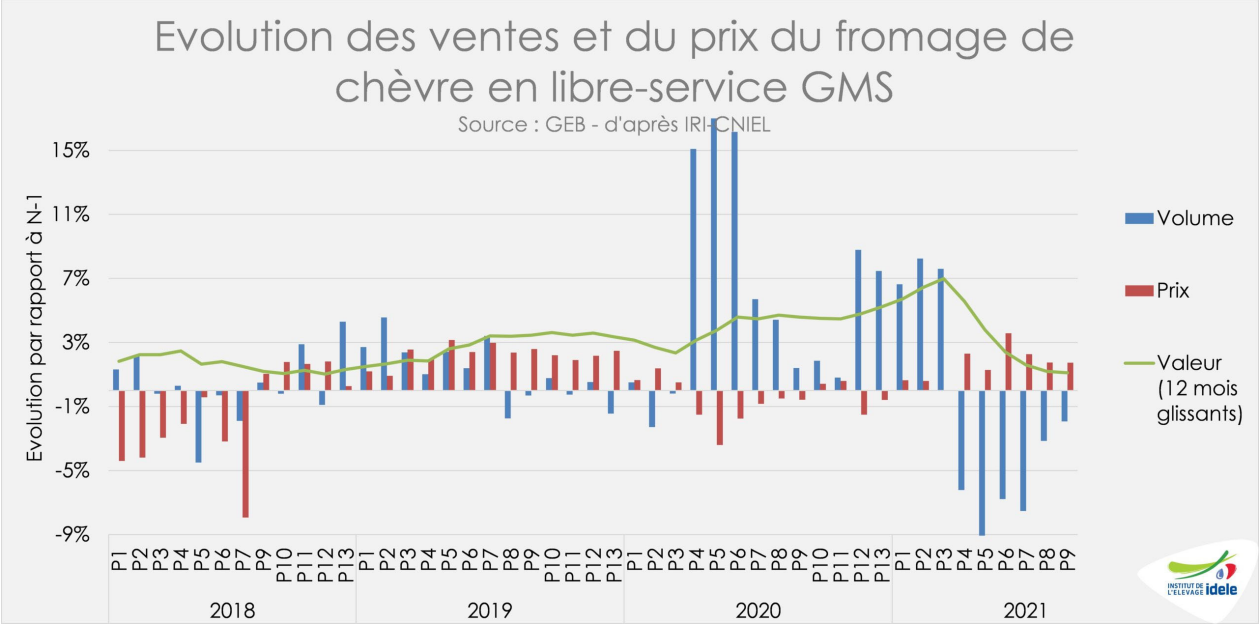
Le redressement de la collecte nationale, ajouté au sursaut des importations en septembre, a favorisé le rétablissement des fabrications industrielles de fromages au 3ème trimestre, portées à 25 000 t (+1% /2020). Sur l'année, les fabrications fromagères ont toutefois légèrement reculé de -1% /2020, à 76 600 t.

Cette évolution est principalement imputable à celle des bûchettes à la pièce (qui représentent la moitié des fabrications totales). A 36 300 t, leur production cumulée sur 9 mois a reculé de -1% /2020. Les fabrications de fromages à découper ont connu une évolution analogue (-1% /2020), à 8 600 t. Seuls les fromages frais ont vu leurs volumes produits augmenter (+1%), s'établissant à 15 500 t produites.



D'un autre côté, 10,6 millions de litres de lait de chèvre ont été embouteillés sur l'année, soit -4% d'une année sur l'autre. En effet, la demande pour ce type de produit semble être arrivée à maturité, impactée également par le phénomène plus large de déconsommation du lait conditionné. Seules les fabrications d'ultra-frais, yaourts et desserts lactés, ont progressé, avec un rythme de croissance de +6% /2020 sur l'année, s'établissant à 10 600 tonnes.

La demande des ménages se stabilise



Les ventes en libre-service des GMS, qui absorbent près de la moitié des fabrications totales de fromage de chèvre, sont stables d'une année sur l'autre, en Cumul Annuel Mobile à P9 (fin août).

En effet, la réouverture de la RHD signe la fin du report de la consommation à domicile, phénomène enregistré pendant les épisodes de confinement de 2020 et 2021.

Cette stabilisation de la demande se fait dans un contexte de revalorisation du prix de vente des fromages de chèvre, de +2% d'une année sur l'autre, à 12,10 € /kg en moyenne pondérée.

D'autre part, les exportations continuent leur progression. Le cumul des exportations a progressé de +5% /2020, à 18 000 t sur 9 mois. Si elles sont toujours en deçà des volumes enregistrés en 2019 à pareille époque (-6%), elles pourraient rattraper le retard accumulé depuis le début de l'année dans les mois à venir.

Marchés des grains : pas de baisse en perspective

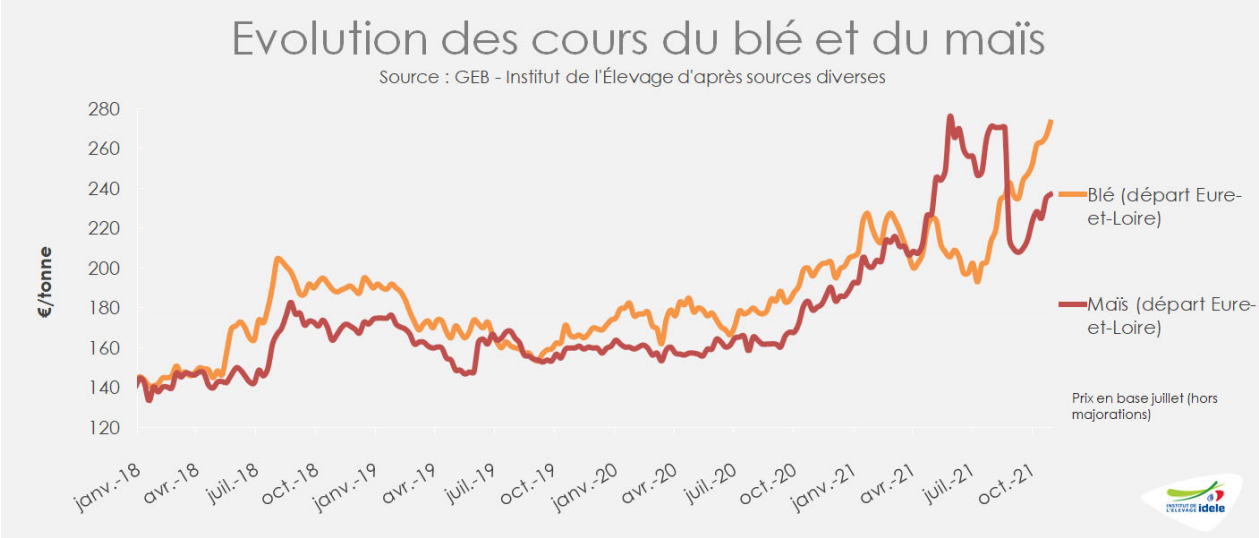
Dernière révision le 17 novembre 2021

Les récoltes de céréales dans l'hémisphère Nord ont accusé de sérieux retards. Si celles de blé tendre sont désormais achevées, celles de maïs ne sont pas toutes terminées. La fermeté des cours est toujours de mise dans le contexte de forte demande mondiale, de prix des énergies élevés et de nervosité des marchés.

Céréales : une ascension continue

Depuis la rentrée, la hausse des cours se poursuit pour le marché du blé. Les fondamentaux sont tendus : d'un côté des stocks ont été revus à la baisse par l'USDA passant de 283,2 Mt en septembre à 277,2 Mt en octobre 2021, principalement en raison des récoltes étasuniennes et canadiennes décevantes. De l'autre, la demande internationale est toujours soutenue par les sécheresses estivales qui ont entrainé une augmentation des importations. L'Union européenne a déjà exporté 6,5 Mt de blé depuis l'été, soit 2 Mt de plus qu'à la même époque en 2020. Cette conjoncture actuelle soutient les prix déjà élevés. Seule l'arrivée sur le marché des récoltes argentine et australienne au cours du 1er trimestre 2022, estimées comme records, pourrait détendre les prix. Cependant comme pour le soja, le phénomène la Niña pourrait être dommageable pour les cultures et les capacités d'exportation de l'Argentine.

Quant au maïs, les récoltes accusent trois semaines de retard en France. Seules 32% des surfaces étaient récoltées mi-octobre en France contre 75% en 2020 à la même époque. Cette situation, associée aux prix élevés du gaz et à la météo pluvieuse et froide qui fait son retour, apporte de la tension sur le marché. L'attente pourrait dégrader la qualité des grains d'une production annoncée comme record par l'USDA. A l'échelle mondiale, la production est estimée en hausse de 7%, les stocks sont eux aussi revus à la hausse. Cette offre conséquente doit être mise en miroir d'une demande internationale toujours soutenue notamment du côté de la Chine dont les prévisions d'importations restent inchangées. Du côté de l'hémisphère Sud, les semis de la première récolte de maïs, la safra, progressent selon le calendrier habituel dans de très bonnes conditions.

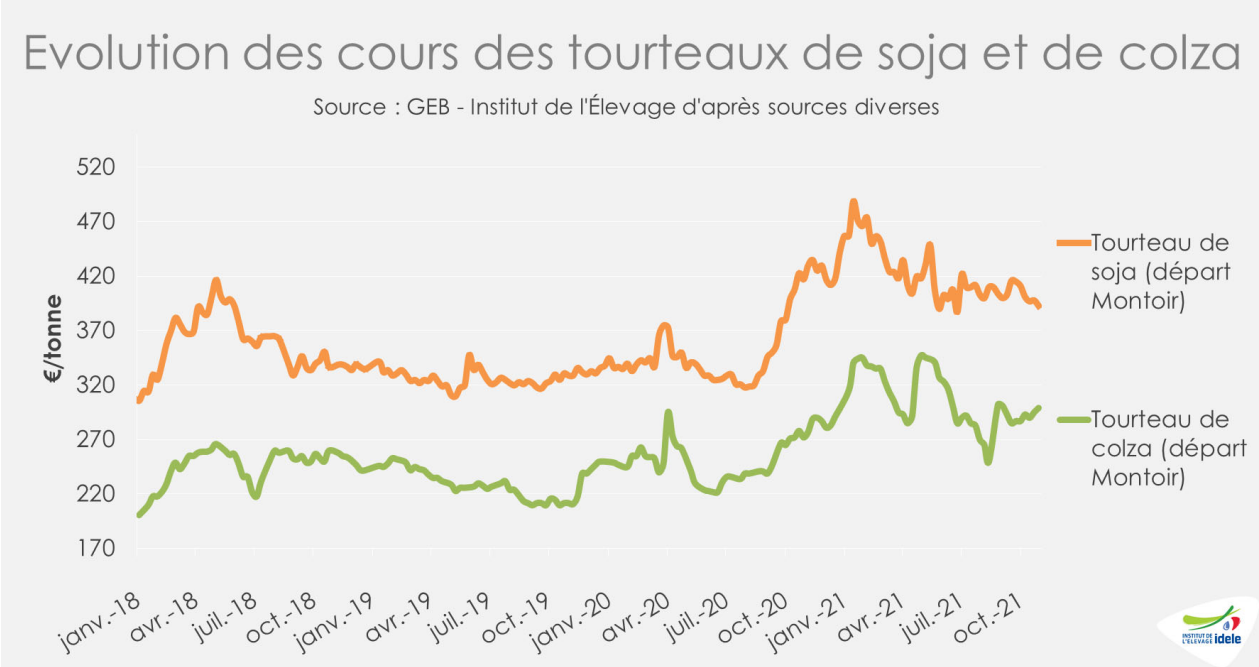


Tourteaux : statu quo et prix fermes

Les prix des tourteaux ont peu évolué sur le marché français depuis la rentrée mais restent hauts. Pour le soja, la production mondiale est revue à la hausse par l'USDA (+5% /2020). Une grande partie de la production étatsunienne est déjà contractualisée notamment par la Chine. Au Brésil, premier producteur mondial, les semis se déroulent selon le calendrier habituel. Pourtant, les climatologues alertent sur le retour de la Niña. Ce phénomène climatique, entrainant sécheresse et manque d'eau, pourrait être dommageable pour les cultures, mais aussi pour le niveau du fleuve Paraná, voie de communication privilégiée pour le commerce en Amérique du Sud. La Niña influe aussi sur les conditions climatiques dans l'océan indien et donc les productions indiennes. Cette situation défavorable pourrait affecter la production de soja non-OGM indien et tendre encore davantage le marché du soja non-OGM dont la prime s'élève en octobre à 258 €/t.

Du côté du colza, la flambée de la graine des derniers mois n'a que peu affecté les prix du tourteau. La demande est toujours dynamique en origine européenne pour compenser la faiblesse de l'offre canadienne et les retards d'expédition. Quant au tournesol, la récolte européenne est très bonne, mais les prix restent élevés notamment du côté de l'huile incorporée dans l'alimentation animale. La principale cause de l'augmentation des prix des huiles est le renchérissement du pétrole dû à la reprise économique asiatique et la limitation de la remontée de la production mondiale par les pays de l'Opep. Toutefois, les prix élevés des oléagineux ces dernières semaines influent sur les rotations de la prochaine campagne : la sole de colza et de tournesol pourraient augmenter en France et en Europe.

Les prix des matières premières poursuivent donc leur hausse ces deux derniers mois. Une baisse ne semble pas se profiler avant le premier trimestre 2022. Ce soutien des cours impacte le prix des aliments composés, le dernier indice IPAMPA de septembre s'élevait à 114 soit 12,8% de plus qu'en septembre 2020.


Evolution des cours des tourteaux de soja et de colza
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après sources diverses
€/tonne
520
470
420
370
320
270
220
170
janv.-18
avr.-18
juil.-18
oct.-18
janv.-19
avr.-19
juil.-19
oct.-19
janv.-20
avr.-20
juil.-20
oct.-20
janv.-21
avr.-21
juil.-21
oct.-21
Tourteau de soja (départ Montoir)
Tourteau de colza (départ Montoir)